

Comment un bon lycée fait monter le prix de l'immobilier

LE CHOIX du lieu de résidence des parents est de plus en plus influencé par la scolarité des enfants. Même s'il est inquantifiable, faute d'études précises, ce phénomène est souligné par des sociologues, des promoteurs, des agents immobiliers dans les grandes villes. La sectorisation des élèves peut ainsi jouer un rôle non négligeable dans le coût du logement de certains quartiers. Les agents immobiliers des secteurs dans lesquels se trouvent des lycées réputés mettent en avant cet avantage, tandis que les constructeurs hésitent à lancer des programmes dans des zones où l'offre scolaire n'est pas censée être bonne. A Paris, la recherche de la mixité sociale passe par une réforme du périmètre de recrutement des élèves, qui se heurte encore à de multiples difficultés.

Lire pages 10 et 11

Bosnie, l'éclaircie

LE PARTI social-démocrate (SDP), seule formation politique revendiquant ostensiblement le multiethnisme et son opposition à tous les nationalismes, fait une percée importante chez les musulmans à l'occasion des élections municipales en Bosnie-Herzégovine, dont les résultats ont été annoncés jeudi 20 avril. Le SDP devient le premier parti dans la capitale, Sarajevo, où il peut espérer détenir la mairie. Les partis nationalistes restent cependant majoritaires, principalement en « République serbe » de Bosnie et du côté croate, en Herzégovine. Président du SDP, Zlatko Lagumdzija déclare au Monde « espérer » que sa formation deviendra « le premier parti » du pays lors des élections législatives.

Lire page 2

A l'assaut de Lazard

APRÈS Delmas-Vieljeux, Rivaud, Bouygues et Pathé, le « raider » français Vincent Bolloré a jeté son dévolu sur Lazard. M. Bolloré a pris plus de 29 % du capital de Rue Impériale, une des holdings stratégiques de cette banque prospère et compliquée.

Lire page 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 422 - 7,50 F

Terrorisme breton : la filière basque

- L'Armée révolutionnaire bretonne sert de soutien logistique aux Basques de l'ETA
- La police est persuadée que le groupuscule breton est responsable de l'attentat meurtrier de Quévert
- Le même lot d'explosif volé en 1999 a été utilisé à quatre reprises en Espagne

L'ENQUÊTE sur l'attentat meurtrier contre le McDonald's de Quévert (Côtes-d'Armor), mercredi 19 avril, a conduit à l'identification formelle des explosifs utilisés. Il s'agit de bâtons de dynamite pro-

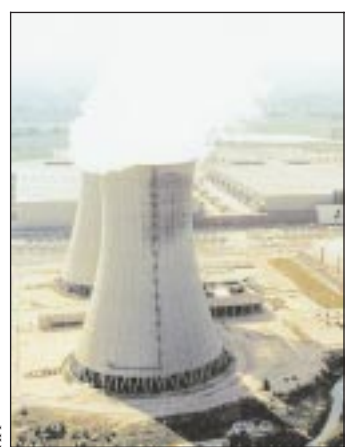
venant du vol d'explosifs commis, le 28 septembre 1999 à Plévin, par un commando de séparatistes basques et de nationalistes de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB). Selon les enquêteurs de la

division nationale antiterroriste chargés du dossier, ce vol de plus de huit tonnes d'explosifs a démontré le rapprochement opérationnel entre Basques et Bretons. Les premiers auraient noué des

liens étroits avec une nouvelle génération de jeunes militants radicaux de l'ARB, qui semblent avoir apporté un soutien logistique à des militants de l'ETA. Ainsi l'explosif volé à Plévin a été utilisé dans quatre attentats perpétrés en Espagne depuis le début de l'année. Présenté par les enquêteurs comme la vitrine légale de l'ARB, le mouvement indépendantiste Emgann a récusé, dans un entretien au Monde, tout lien avec l'organisation clandestine. Emgann qualifie l'attentat de Quévert d'« injustifiable ».

De leur côté, l'ensemble des mouvements régionalistes bretons condamnent le recours à la violence et redoutent un amalgame entre les poseurs de bombes et les militants de l'identité bretonne. Bon nombre de militants de la cause bretonne notent toutefois le rajeunissement et la radicalisation d'une frange de la mouvance autonomiste.

Lire page 6 et notre éditorial page 18



NUCLÉAIRE

Centrales à réparer

Et si ça recommençait ? Après l'inondation partielle de la centrale du Blayais, en Gironde, lors des tempêtes de décembre 1999, les 19 sites français ont été inspectés. Résultats : EDF a décidé d'effectuer des travaux de sécurité dans 8 d'entre eux, notamment au Tricastin (photo) et à Fessenheim. Au Blayais, les écologistes protestent contre le redémarrage annoncé de deux tranches après le rehaussement de la digue de protection.

p. 14

Pour la Mairie de Paris, Jacques Chirac consulte les oracles des sondages

OFFICIELLEMENT, Jacques Chirac ne s'occupe toujours pas de Paris et de la préparation des élections municipales de 2001. Officieusement, le président consulte les oracles des études d'opinion, observe avec de plus en plus d'attention les sondages. Car dans le maelström où se débat la droite dans la capitale, et en l'absence de vote des militants, ce sont les enquêtes d'opinion qui font la différence pour le choix du candidat RPR.

M. Chirac s'est donc fait commenter en long et en large, ces derniers jours, le sondage Ipsos, publié par Le Point vendredi 21 avril, qui donne Philippe Séguin largement gagnant parmi l'électorat parisien de droite : 43 % des sympathisants parisiens du RPR, de l'UDF, de DL et du RPF voteront pour lui, alors qu'ils ne sont que 27 % à opter pour Françoise de Panafieu et 21 % pour Edouard Balladur. Le président a réclamé un « débriefing » des spécialistes de l'opinion qui travaillent pour l'Elysée, et lui-même a évoqué ce sondage devant quelques proches. Mardi 18 avril, lors du petit déjeuner qui réunit chaque semaine, autour du chef de l'Etat, la présidente du RPR Michèle Alliot-Marie, Jean-Louis Debré et Josse-

lin de Rohan, respectivement présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat - le président du Sénat, Christian Poncelet, était absent -, l'enquête a circulé parmi les convives.

Autour de la table, M. Debré, qui milite pour la candidature de M. Séguin et a été l'un des actifs artisans de son rapprochement avec le chef de l'Etat, s'est fait un plaisir de souligner le très large écart creusé entre M. Séguin et ses concurrents. M. de Rohan, qui estime lui aussi que M. Séguin est le plus apte à rassembler son camp, même s'il juge « bonne » la campagne de M^{me} de Panafieu, a opiné du chef. Le président a pris note que 59 % des sympathisants de droite pensent que M. Séguin sera investi par le RPR comme candidat à la mairie de Paris.

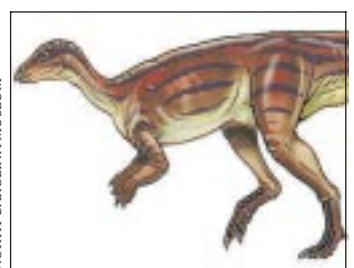
M^{me} Alliot-Marie, elle, a encaissé. Depuis plusieurs semaines, elle est tiraillée entre son entourage, qui voudrait voir M^{me} de Panafieu investie, les séguinistes, qui menacent de quitter le RPR si elle ne choisit pas leur patron, et... le président de la République qui la soumet à ce genre de conversation autour d'une enquête d'opinion tout en lui disant :

« Bien sûr, Michèle, tu feras comme tu voudras. » Interrogée par Le Point, la présidente du RPR reconnaît cependant qu'il s'agit là « d'un sondage sérieux » et que, si elle note d'autres éléments convergents, « on ne cherchera pas midi à quatorze heures ».

Deux jours plus tard, les mêmes ont constaté que, du côté des Tiberi, les choses ne s'arrangent pas. Le président, qui s'est installé depuis mercredi soir au Fort de Brégançon en compagnie de son épouse, de sa fille Claude et de son petit-fils Martin pour un long week-end Pascal, a appris avec fureur l'éviction, jeudi 20 avril, d'un de ses protégés, Jérôme Peyrat placé par ses soins, en 1998, à la direction de la communication de la mairie de Paris. « Le couple Tiberi se radicalise », ont fait savoir les conseillers du président. M. Séguin, qui pense être le seul à pouvoir calmer le jeu avec les Tiberistes, a pris la nouvelle avec le sourire.

Raphaëlle Bacqué

Lire aussi nos informations page 8 et la chronique de Pierre Georges page 34



SCIENTES

Willo avait le sang chaud

Le cœur fossilisé de Willo (photo), un thescélosaure vieux de 66 millions d'années, a été mis au jour aux Etats-Unis. Son examen au scanner médical a révélé qu'il est proche de celui des oiseaux et des mammifères. Cette découverte, unique dans l'histoire de la paléontologie, semble montrer que les dinosaures étaient des animaux à sang chaud.

p. 25

L'énigme Jack Lang

JACK LANG est « formidable ». Sa marionnette des Guignols ne se lasse pas de le répéter. L'actualité le confirme. En moins de deux mois, il aura effectué l'un des plus stupéfiants gymkhana politiques qui se puissent imaginer. A la fin du mois de février, il est encore maire de Blois, président - faute de mieux - de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, observateur maussade d'un gouvernement Jospin qui manque, à ses yeux, d'élan et de charisme.

Le 24 février, l'impatience l'emporte. Tout en protestant de son amour intact pour sa ville de Blois, il se lance dans une nouvelle « aventure » et annonce sa candidature à l'investiture des socialistes pour les municipales de 2001 dans la capitale. L'enjeu est à sa mesure : « Faire gagner Paris et les Parisiens », redonner à l'une son lustre perdu et aux autres rien de moins que le « bonheur », assure-t-il, flamboyant. Un mois durant, il sillonne les rues, quartiers et réunions de militants, décidé à l'emporter contre son concurrent socialiste, Bertrand Delanoë. Le 27 mars encore, en début de matinée sur France-Inter, il réaffirme sa détermination à mener la « bataille de Paris ». A midi, le même jour, il est nommé ministre de l'éducation nationale, précise sans sourcilier que c'est bien lui qui a fait des offres de service au premier ministre et renonce, aussitôt, à

sa candidature parisienne. Trois semaines plus tard, enfin, retour à Blois : depuis le 20 avril, le voilà de nouveau candidat à un troisième mandat dans la ville qu'il avait arrachée à la droite en 1989.

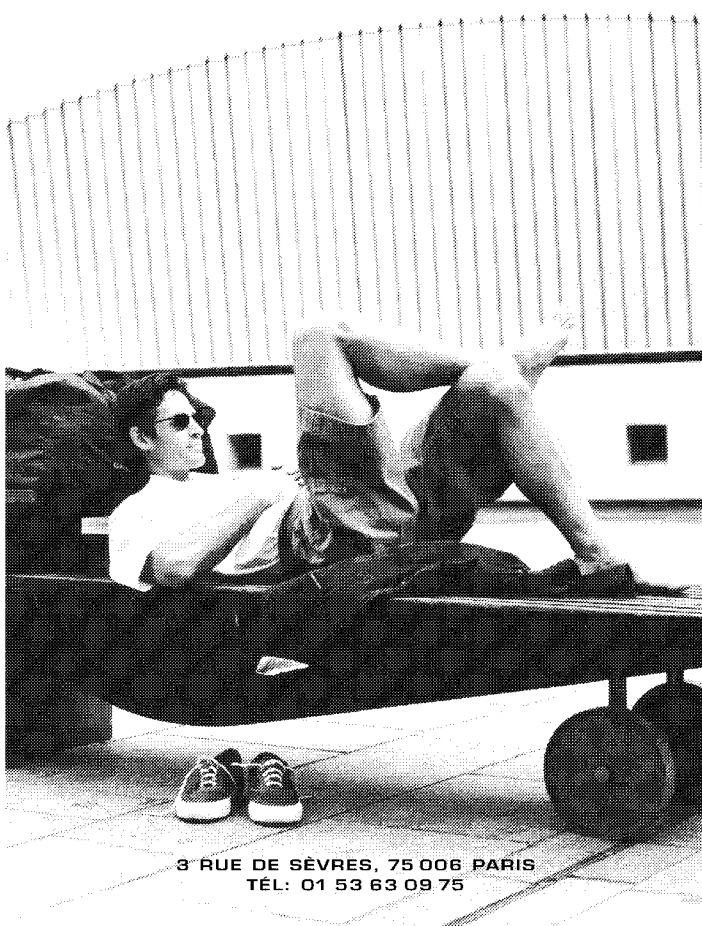
Résumons : pirouettes et haute voltige, engagements non tenus, paroles envolées, désinvolture - pour ne pas dire plus - à l'égard des militants qui l'avaient soutenu à Paris, opportunisme à toute épreuve dès lors qu'un maroquin ministériel est à la clé. Tout autre que Jack Lang aurait déjà quitté la scène sous les sifflets, tant il a incarné jusqu'à la caricature tout ce que les Français déplorent et dénoncent chez leurs responsables politiques.

Depuis des années, en effet, les sondages témoignent que le malaise de l'opinion à l'égard de la politique résulte d'abord d'une crise de la représentation politique. Selon l'enquête menée par la Sofres depuis dix ans sur ce thème, à peine un quart des personnes interrogées (24 % en novembre 1999, contre 31 % en octobre 1997) ont le sentiment d'être « bien représentées par un leader politique », la proportion tombant à moins de 20 % dans les catégories populaires des employés et ouvriers.

Gérard Courtois

Lire la suite page 18

GANT U.S.A.



3 RUE DE SÈVRES, 75 006 PARIS
TÉL. : 01 53 63 09 75



VINCENT BOLLORÉ



CANAL+

« NPA » matin midi et soir

Canal+ procède à une refonte complète de la grille des programmes en clair. « Nulle part ailleurs » (NPA) ne sera plus seulement la vitrine du début de soirée (photo). L'émission occupera tous les créneaux non cryptés, matin, midi et soir. Elle sera confiée à des animateurs maison, et nourrie en informations par quatre rédactions centrales.

p. 22

International.....	2	Tableau de bord.....	24
France.....	6	Aujourd'hui.....	25
Société.....	10	Météorologie, jeux.....	28
Régions.....	14	Culture.....	29
Horizons.....	15	Guide culturel.....	31
Carnet.....	19	Kiosque.....	32
Entreprises.....	20	Abonnements.....	32
Communication.....	22	Radio-Télévision.....	33

ÉLECTIONS Les municipales en Bosnie-Herzégovine, dont les résultats ont été officialisés jeudi 20 avril par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à Sara-

jevo, font apparaître une forte progression du Parti social-démocrate (SDP). ● LES PARTISANS du multi-ethnisme obtiennent la majorité absolue dans leur fief de Tuzla et une

majorité relative dans les villes de Sarajevo, Gorazde et Zenica. ● LES PARTIS nationalistes restent cependant majoritaires, en particulier du côté serbe et croate, ce qui constitue

un échec pour la mise en œuvre des accords de paix de Dayton, mais aussi du côté musulman. ● ZLATKO LAGUMDZIJA, le président du SDP, déclare au Monde « espérer » que

sa formation deviendra « le premier parti » du pays lors des futures élections législatives, pour « renvoyer les trois partis nationalistes dans le siècle passé ».

Percée remarquable des antinationalistes aux municipales en Bosnie

Le Parti social-démocrate, seule formation en lice revendiquant ostensiblement l'idéal communautaire, l'emporte dans quinze localités. Il garde son bastion de Tuzla et devient le premier parti à Sarajevo. Les nationalistes restent majoritaires, essentiellement du côté serbe et croate

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Dans une Bosnie-Herzégovine encore acquise aux thèses nationalistes, le fait marquant des élections municipales est la nette progression du mouvement social-démocrate et multi-ethnique dans les villes du territoire de l'ex-Armée bosniaque, à la population majoritairement musulmane. Les résultats du scrutin, officialisés jeudi 20 avril par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), confirment l'arrivée en tête dans quinze localités du Parti social-démocrate (SDP), qui avait gagné uniquement la mairie de Tuzla aux élections de 1997. Le SDP de Zlatko Lagumdžija obtient la majorité absolue à Tuzla, son bastion de l'époque de la guerre. Il décroche la première place dans les quatre arrondissements de Sarajevo et devrait obtenir le poste symbolique de maire de la capitale bosniaque. Il obtient une majorité relative dans des villes comme Zenica ou Gorazde.

Cette progression des sociaux-démocrates, près de cinq ans après la fin du conflit bosniaque (1992-1995) et la signature de l'accord de Dayton, n'illustre cependant pas la situation politique dans le pays. Car les vainqueurs du scrutin, ce sont encore une fois les nationalistes, notamment les plus radicaux, serbes et croates, qui n'ont pas rompu avec leurs projets de division de la Bosnie-Herzégovine. Dans les régions de l'ex-« Armija », déjà, le Parti d'action démocratique



(SDA, nationaliste musulman) du président Alija Izetbegovic conserve le contrôle de trente-quatre localités, seul ou en coalition avec des partis alliés. Il demeure le premier mouvement politique.

TENTATION SÉPARATISTE

Le Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBIH, centriste) de l'ex-premier ministre Haris Silajdzic obtient des scores honorables, lui offrant souvent une position d'arbitre. Il faudra attendre le résultat de discussions probables entre MM. Izetbegovic et Silajdzic et une éventuelle alliance post-électorale

pour savoir si les sociaux-démocrates contrôleront les communes où ils arrivent en tête sans passer la barre des 50 %.

Dans les régions aux frontières dessinées par les forces militaires serbes et croates, appuyées par Belgrade et Zagreb, la victoire nationaliste est incontestable. Le Parti démocratique serbe (SDS) et la Communauté démocratique croate (HDZ) arrivent respectivement en tête dans 49 et 25 villes. Dans ces contrées ethniquement homogènes à force de meurtres et de déportations, et malgré le fait que les ex-dirigeants de ces partis soient parfois accusés de crimes de guerre

par le Tribunal pénal international (TPIY) de La Haye, la campagne pour le « changement » de l'OSCE n'a eu aucun impact. Pire, la tentative séparatiste est toujours présente. La population soutient des partis dont la principale caractéristique est le refus du retour des réfugiés.

A Sarajevo, la satisfaction de la population est perceptible. Certes, certains affirment que, puisque Serbes et Croates refusent toujours un avenir commun au sein d'une Bosnie réunifiée, eux se tourneront de nouveau vers le SDA lors de prochains scrutins. Cependant, le sentiment général est que Sarajevo, comme pendant la guerre, montre le chemin de la tolérance. « L'abcès est crevé. Les Bosniaques ont montré qu'il existe d'autres solutions que le nationalisme, qu'il existe d'autres valeurs dans une société démocratique », estime Srdan Dizdarevic, le président du Comité Helsinki bosniaque pour les droits de l'homme. « Les forces politiques accrochées aux droits des ethnies et des religions dominantes sont affaiblies. Avec les sociaux-démocrates, nous nous tournons vers les droits des individus », poursuit-il.

Srdan Dizdarevic est optimiste, y compris pour les régions serbe et croate, où le vote nationaliste aux municipales a une explication rationnelle. « En République serbe (RS), il existe encore une forte influence du régime de Belgrade, qui exerce des pressions renforçant les positions extrémistes », dit-il. Et en Herzégovine, une forme d'opposition

au HDZ s'est exprimée par un fort taux d'abstention ». Pour la communauté internationale, les résultats du scrutin ne sont pas glorieux. La victoire du SDS, notamment, dans une République serbe où les diplomates n'ont cessé de contribuer à l'émergence de figures nouvelles à Banja Luka, est un camouflet. Le parti du premier ministre de la RS, Milorad Dodik, aidé par la diplomatie occidentale, n'obtient la majorité que dans quatre localités. Le principal succès pour l'OSCE est plutôt dans le taux de participation (66 %) et dans le fait que le scrutin se soit déroulé sans incident.

Les regards se tournent désormais vers les élections générales, prévues pour octobre. Des diplomates commencent à évoquer l'hypothèse d'un report en 2001, le temps de réviser la politique occidentale à l'égard des régions serbe et croate, et le temps que les effets des victoires social-démocrates en Croatie cet hiver et à Sarajevo et Tuzla aujourd'hui produisent un effet sur l'ensemble de la Bosnie. Le Haut représentant international en Bosnie, Wolfgang Petritsch, a annoncé que l'attribution de l'aide internationale aux communes serait dorénavant liée à leur niveau de coopération avec les organisations étrangères. Une manière de dire que les villes contrôlées par le SDP, qui entend mener une politique volontariste de retour des réfugiés, bénéficieront de davantage de crédits que les autres.

R. O.

Pour Zlatko Lagumdžija, président du SDP, « le multiethnisme est possible ! »

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

L'homme est une figure de Sarajevo. Professeur d'économie et d'informatique, couronné de prix internationaux pour ses re-

PORTRAIT

Blessé dans un bombardement en 1993, il survit par miracle. Et, neuf mois plus tard, reprend ses cours à Sarajevo

cherches, intellectuel blessé dans les bombardements de la capitale, démocrate convaincu et intègre, Zlatko Lagumdžija paraît avoir tous les atouts pour plaire. Pourtant, la progression de son Parti social-démocrate (SDP) lors des élections municipales est plus due aux idées qu'il défend qu'à son image. Car le président du SDP, s'il est respecté, n'est guère populaire. Le professeur Lagumdžija n'est pas très « rajta ».

Le « sarajevska rajta », c'est le « type de Sarajevo », un concept intraduisible. Un pote, un nonchalant, à la fois intello et voyou. Or Zlatko Lagumdžija fréquente peu les cafés, ne chante pas dans les restaurants, ne se saouille pas jusqu'au bout de la nuit avec les

artistes ou les bandits, les vraies figures populaires de la ville. Il est souvent jugé arrogant. Il n'a pas le charisme d'un Selim Beslagic, baron de la social-démocratie de Tuzla et, en tant que seul maire antinationnaliste des années 90, « vitrine » du SDP durant la guerre. Zlatko Lagumdžija a du mal à effacer l'impression qu'il offrait ces dernières années à la télévision, lorsqu'il arrivait devant la caméra muni de son ordinateur portable et adoptait un air imprégné en consultant des statistiques. Les Sarajéviens s'en sont souvent agacés et les campagnards en sont restés pantois.

Sur la route du pouvoir, Zlatko Lagumdžija rencontre donc deux écueils. Le premier, c'est que les nationalistes sont loin d'être morts en Bosnie-Herzégovine, comme le montrent les résultats du scrutin municipal. Si le SDP peut afficher sa satisfaction de garder le contrôle de Tuzla et de devenir le premier parti politique à Sarajevo, il n'arrive en tête que dans 15 des 146 localités du pays. Le second problème, c'est ce manque de popularité que M. Lagumdžija tente de combattre, en multipliant les réunions politiques dans les villes et villages du pays.

Le jeune président des sociaux-démocrates bosniaques est toutefois une personnalité saluée de la résistance sarajévienne. Oppo-

sant aux nationalistes, social-démocrate déjà, il accompagne, à l'aube de la guerre, le président Izetbegovic à une conférence internationale, et atterrit avec lui dans une prison serbe, le temps d'une journée, à leur retour à Sarajevo, en proie aux premières barricades.

« J'étais admiratif. Izetbegovic était calme, déterminé face aux officiers serbes », se souvient-il. Politique, il rejoint l'équipe d'Alija Izetbegovic en 1992, en tant que vice-premier ministre, au nom de l'unité nationale contre les séparatistes serbes et croates. Enseignant, il met un point d'honneur à ne jamais lâcher son pupitre, y compris aux heures les plus noires. « Si un seul étudiant pouvait se frayer un chemin jusqu'à la faculté sans être tué, je me devais d'être là », dit-il. Citoyen ordinaire, il est touché par des éclats d'obus de mortier le 22 mai 1993, dans un bombardement qui tue 15 personnes, rue Vase Miskina. Hospitalisé à Sarajevo, il entend les docteurs prédir sa fin prochaine ; mais, transféré en Suède grâce à un réseau d'amis européens, il survit miraculeusement à ses blessures au ventre. Encore convalescent, il revient, neuf mois plus tard, à Sarajevo, toujours en guerre, toujours assiégée, et reprend ses cours à la faculté. « Je devais mourir. J'ai désolé sept ans, une nouvelle

vie devant moi », aime-t-il à raconter. Zlatko Lagumdžija croit-il en ses chances de battre les partis nationalistes aux prochaines élections présidentielles et législatives ? « Ces municipales étaient une première mi-temps. Nous avons rempli tous les objectifs fixés : conserver Tuzla, nous étendre dans ses environs et devenir le premier parti à Sarajevo, commente-t-il. Lors de la seconde mi-temps des élections générales, nous pensons progresser à Banja Luka, et espérons devenir le premier parti en Bosnie-Herzégovine. Nous voulons battre les trois partis nationalistes, les renvoyer dans le siècle passé auquel ils appartiennent ».

M. Lagumdžija pense que la « victoire » sur le SDA musulman aux élections municipales devrait inciter les électeurs serbes et croates à « ne plus avoir peur du changement ». Il croit que les Bosniaques des régions séparatistes vont « choisir l'Europe et le multi-ethnisme plutôt que le déclin et le nationalisme ». Pour lui, l'Histoire est de son côté. « Le multi-ethnisme est possible en Bosnie, contrairement à d'autres régions des Balkans », dit-il, en référence au Kosovo. « En Bosnie-Herzégovine, assure-t-il, nous n'avons pas attendu la Yougoslavie de Tito pour vivre ensemble ! »

R. O.

Rémy Ourdan

Polémique européenne sur l'aide aux Balkans

BRUXELLES (Union européenne)

de notre envoyé spécial

« Il ne sert à rien d'annoncer des chiffres mirobolants. Mieux vaut avancer projet par projet. » Ce récent propos d'un ministre des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) visait Christopher Patten. A la conférence des donateurs pour les Balkans (Le Monde du 3 avril), le commissaire européen chargé des relations extérieures avait annoncé que la Commission souhaite attribuer 5,5 milliards d'euros à la reconstruction dans les Balkans pour la période 2000-2006. Très vite, la France et l'Allemagne faisaient savoir que ces demandes étaient irréalistes. La réaction négative de Paris tient surtout à l'origine d'une partie des fonds qui seraient mobilisés : M. Patten prévoit de transférer aux Balkans une somme non dépensée de 300 millions d'euros par an, relevant de la Politique agricole commune (PAC) : un chiffon rouge pour la France.

Aujourd'hui, M. Patten persiste et signe : la crédibilité de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union se situe dans les Balkans. Si l'Europe échoue à pacifier et relever l'économie de cette région, ses ambitions risquent d'être mort-nées. Au moment où l'Eurocorps prend le commandement de la KFOR au Kosovo (Le Monde daté 19 avril), l'argument ne manque pas de poids.

« ACTIONS HYPOTHÉTIQUES »

Si l'on ne veut pas réviser les arbitrages budgétaires de l'Agence 2000 prévus à Berlin il y a un an (or on devra le faire, pour tenir compte de l'augmentation de la « facture Kosovo » et des dépenses de la PESC), il faut ponctionner les reliquats budgétaires, insiste M. Patten. Un conseiller de Jean Glavany, ministre français de l'agriculture, a confirmé au Monde, jeudi 20 avril, qu'il n'est pas question de « toucher à la PAC » pour « financer des actions hypothétiques pour la

Serbie ». Au Quai d'Orsay, on souligne que le président Chirac a fait part de son opposition au président de la Commission européenne, Romano Prodi. Il n'existe aucun accord des Quinze sur les chiffres de M. Patten, ajoute-t-on. Mais celui-ci n'en démord pas : « Je ne veux pas me trouver, d'ici deux ou trois ans, dans la situation où je devrais trouver des financements additionnels pour la Serbie ». Ses services reconnaissent que, faute d'analyses indépendantes, leurs évaluations reposent beaucoup sur celles d'un groupe de dix-sept experts serbes, estimant le coût de la reconstruction à 4 milliards d'euros. Un document de la Commission indique que « la reconstruction interviendrait en 2002 et qu'à compter de cette date, les montants alloués seraient progressivement augmentés (...) pour atteindre au total, pour la période considérée, 2,3 milliards d'euros ».

Laurent Zecchini



Enfin une bonne excuse pour regarder sous le capot d'une BMW



Nouveaux moteurs diesel
520 d - 525 d
530 d

Photo non contractuelle.

44, avenue Edouard Vaillant 92 BOULOGNE
PORTE DE SAINT-CLOUD - 01 46 09 91 63



En Autriche, Jörg Haider durcit le ton contre l'Union européenne

Une surenchère destinée à capitaliser les mécontentements contre Bruxelles

Le chef du parti populiste autrichien FPÖ évoque avec insistance un retrait de l'Autriche de l'Union européenne si ses quatorze autres membres

n'abandonnent pas les sanctions bilatérales prises depuis la formation d'un gouvernement de coalition entre les conservateurs et le FPÖ. Des décla-

rations qui ont pour but d'attiser les mécontentements contre Bruxelles alors que les sondages sont en baisse pour le parti de M. Haider.

VIENNE

de notre correspondante

« L'Autriche est le seul pays à se comporter correctement au sein de l'Union européenne. Les corrompus sont récompensés et l'Autriche est punie. Pour la première fois, l'Union pousse l'un de ses membres à se demander s'il ne doit pas en sortir. Il serait intéressant d'étudier si, en arrêtant de payer ses contributions financières à l'Union, on ne renonce pas à en être membre » : ces petites phrases de Jörg Haider, dans un entretien publié, jeudi 20 avril, par le magazine viennois *News*, ont placé de nouveau au centre de l'intérêt médiatique le chef – en principe démissionnaire – du Parti libéral (FPÖ), de la droite populiste autrichienne. Elles ont également plongé dans l'embarras ses partenaires conservateurs, qui entendent rester fidèles à leur ligne pro-européenne malgré la politique de sanctions bilatérales pratiquée par les quatorze autres membres de l'Union.

Jörg Haider ne faisait qu'amplifier les menaces proférées au début de la semaine par le ministre FPÖ des finances, Karl-Heinz Grasser, qui envisage que l'Autriche puisse bloquer le fonctionnement normal des institutions communautaires si l'Union persiste à la traiter en paria : « Je trouve qu'une menace de veto est appropriée. Et en ce qui concerne les contributions financières, on peut prendre du retard », suggérait-il, alors que Vienne a mis jusqu'alors un point d'honneur à s'acquitter ponctuellement de ses obligations envers Bruxelles.

Le chancelier conservateur, Wolfgang Schäussel, qui a mis en garde, jeudi, contre des « réactions émotionnelles, même si elles dérivent d'un sentiment réel de frustration », s'était déjà employé à relativiser les propos de son jeune ministre des finances : car « personne au sein du FPÖ n'est intéressé à une escalade ». Un optimisme aussitôt contredit par Haider lui-même : en l'espace de quarante-huit heures, le diri-

tissants ou à « aider les travailleurs ».

Haider a aussi vivement critiqué la ligne, à ses yeux, trop conciliante adoptée par les dirigeants conservateurs du Parti du peuple (ÖVP), et incarnée par le chef de la diplomatie, Benita Ferrero-Waldner, qui proteste dès qu'elle en a l'occasion contre le traitement « injuste et injustifié » réservé à son pays, tout en proclamant une fidélité sans faille

tion », conclu début février avec l'ÖVP. Les déclarations de M. Haider ont été relayées depuis par trois dirigeants importants du FPÖ – les ministres de la défense et celui des infrastructures, ainsi que le chef de la fraction parlementaire, Peter Westenthaler –, même si elles suscitent moins d'enthousiasme dans l'aile plus « libérale » du parti.

RETRAIT « IRRÉVOCABLE »

Pour les populistes, il ne s'agit pas de provoquer une crise grave, voire une rupture prématurée de la coalition avec les conservateurs, mais d'attiser enfin à leur profit le ressentiment éprouvé par une majorité d'Autrichiens. Et que résumait récemment une caricature de *Die Presse* : l'Europe, réduite à un tiroir-casse, tape allègrement d'une main sur l'Autriche, tout en lui soutirant de l'autre son portefeuille.

Ce réflexe patriotique a bénéficié jusqu'alors surtout à l'ÖVP : le parti conservateur, arrivé légèrement derrière le FPÖ aux législatives d'octobre 1999, devancerait aujourd'hui nettement son rival (entre 28 et 32 % des intentions de vote, contre 23 % ou moins pour le FPÖ). Pour reconquérir une popularité déclinante et mobiliser sa clientèle traditionnelle avant le congrès de son parti, début mai, Haider est donc sorti du rôle de gouverneur provincial où il se cantonnait depuis bientôt deux mois, et qui était censé préluder à son retrait « irrévocable » du grand jeu politique.

Joëlle Stolz

Un contributeur net pour l'UE

Petit pays de huit millions d'habitants (sur les 375 millions que compte l'Union européenne, à laquelle elle a adhéré en 1995), l'Autriche représente environ 2,6 % du produit national brut communautaire (chiffres 1997). Sa contribution financière à l'Union représente, elle aussi, aujourd'hui environ 2,6 % du budget total. L'Autriche est généralement un des contributeurs nets à ce budget (avec un record de 723 millions d'euros en 1997). Elle bénéficie principalement des aides agricoles, recevant, en revanche, peu de fonds structurels.

En 1999, l'Autriche a eu une croissance moyenne de 2,2 %. Son chômage reste cependant l'un des plus bas des quinze, atteignant environ 4,4 % de la population active en 1999.

geant populiste a multiplié les déclarations provocantes, exigeant que l'Autriche dépose auprès du Conseil européen (des chefs de gouvernement des quinze) une demande officielle pour la levée des sanctions, qui serait appuyée par un référendum en Autriche. En outre, ce pays doit prouver qu'il peut « survivre sans l'Union », et emploierait plus utilement les milliards de shillings absorbés par Bruxelles à diminuer les impôts de ses ressourceurs

aux engagements communautaires. « C'est comme un enfant mis au piquet qui espère qu'on le laissera bientôt retourner à sa place s'il se tient sage », a-t-il ironisé.

Le grand quotidien conservateur autrichien *Die Presse* constatait, vendredi, que les critiques du chef populiste « justifient toutes les craintes selon lesquelles Haider va constamment réinterpréter, pour marquer des points grâce à une surenchère verbale, le pacte de coal-

La justice anglaise rend un verdict favorable aux anti-OGM

Greenpeace n'est pas condamné pour avoir détruit un champ transgénique

LA DESTRUCTION de champ transgénique est-elle un acte criminel ? Nous ne savons pas, mais ce n'est pas un vol, a répondu le jury de Norwich (Grande-Bretagne) le 19 avril, au terme d'un procès de trois semaines. Vingt-huit militants de la branche anglaise de Greenpeace, dont son directeur exécutif, Peter Melchett (Lord et ancien ministre travailliste dans les années 1970), étaient poursuivis par la Couronne pour avoir tenté de récolter du maïs transgénique le 26 juillet 1999 à Lyng, dans le Norfolk. L'intervention rapide du fermier et de la police avait empêché la moissonneuse des écologistes d'aller au bout du champ de trois hectares. Cette destruction était la première opérée par Greenpeace, mais intervenait alors que plusieurs groupes écologistes anglais, comme Genetix Snowball, multipliaient ce type d'actions (une trentaine en 1998, une dizaine en 1999).

Les « 28 de Greenpeace » étaient poursuivis pour deux motifs : il y avait vol, estimait le procureur (Crown prosecution service), et dommage criminel. Le motif du vol a été rapidement

écarté par le jury. Quant à la deuxième accusation, elle était plus complexe. La défense s'est appuyé pour le Criminal Damage Act de 1971 pour la rejeter : selon cette loi, il est possible d'endommager une propriété si c'est dans le but de prévenir un dommage sur une autre propriété.

DÉCISION AMBIGUË

Or, ont affirmé les avocats de Greenpeace, l'action contre le champ d'Agrevo (aujourd'hui absorbé par Aventis) visait à éviter que le pollen de la plante transgénique ne contamine les champs voisins, donc à protéger les propriétés voisines. Bien que le juge Mellor ait rappelé au jury qu'il n'avait pas à déterminer si les OGM (organismes génétiquement modifiés) pouvaient avoir un tel effet sur l'environnement, cette question était évidemment au cœur du débat.

Le jury, composé de six hommes et de six femmes, s'est donc déclaré incompétent. Le juge a donné deux semaines au procureur pour déci-

der si le procès devra être relancé ou s'il abandonne la poursuite. Greenpeace a accueilli sur un ton mesuré cette décision ambiguë, mais plutôt favorable aux anti-OGM : « Le procureur n'a pas pu convaincre le jury que nous étions coupables de dommage criminel, et nous nous réjouissons que notre honnêteté n'ait pas été discutée », a dit Peter Melchett.

Le ministère de l'environnement britannique a de son côté rappelé qu'il avait interdit les cultures commerciales d'OGM et publié en mars la localisation de trente et un sites d'essai de culture transgénique : leur but est d'étudier les effets des OGM sur l'environnement. Ces décisions ont cependant été prises sous la pression de l'opinion publique et des actions menées par les activistes. En France, plusieurs mises en examen visent des personnes ayant détruit des champs d'OGM, dont le porte-parole de la Confédération paysanne, José Bové, mais aucun procès n'est actuellement prévu.

Hervé Kempf

Giuliano Amato est proposé comme nouveau président du conseil en Italie

Socialiste et homme de dialogue

ROME

de notre correspondant

Avant même que Massimo D'Alema ait démissionné, le nom de Giuliano Amato était déjà prononcé. De New York où, il se trouvait en visite privée à la suite de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui s'est tenue à Washington, ce Turinois tranquille s'est imposé sans qu'il ne demande rien à personne. S'il y a bien eu quelques flottements dans les rangs de certains partis de la majorité sur son nom, Giuliano Amato a finalement été désigné comme le recours. Son nom devait être proposé, vendredi matin 21 avril, par le centre gauche au président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, qui, selon toute vraisemblance, le désignera pour former un gouvernement dans les meilleurs délais.

Il est possible que l'actuel ministre du Trésor se présente dès mercredi 25 à la chambre des députés pour demander la confiance. Ainsi, il sera mis fin à la crise politique et le référendum du 21 mai pourra avoir lieu. La seule question qui se pose est de savoir combien de temps celui que Silvio Berlusconi a qualifié d'« idiot utile » pourra se maintenir à la tête du nouveau gouvernement et si la législature pourra arriver à son terme. En attendant, il reste encore à franchir le difficile barrage du vote d'investiture.

« DOTTOR SOTTILE »

Si tel est le cas, celui que l'on surnomme « *Dottore Sottile* », (Monsieur Subtil) en raison de sa finesse, de sa discrétion, de son ton mesuré, retrouvera donc le palais Chigi, siège du gouvernement, maison qu'il connaît bien puisque cet ancien socialiste fut secrétaire d'Etat à la présidence du conseil de 1983 à 1987 sous le règne de Bettino Craxi, époque pendant laquelle il prépara la grande réforme institutionnelle.

Vice-président du conseil et ministre du Trésor des deux gouvernements socialistes de 1987 et 1988, ce personnage réservé, un peu en retrait donnant toujours l'impression d'être au-dessus des partis et des querelles quotidiennes, entré en politique seulement en 1983 (il est né le 13 mai 1938 à Turin), fut appelé à présider le gouvernement en juin 1992.

Son passage de dix mois à la direction des affaires du pays restera dans l'histoire de l'Italie. Disposant d'une faible majorité (seize voix), ce docteur en jurisprudence, diplômé de droit de l'université Columbia à New York, économiste, imposa le plan de réduction des dépenses le plus drastique qui ait jamais été effectué en Italie. C'est sous sa hou-

lette que l'assainissement des finances publiques va véritablement commencer. C'est grâce à lui qu'un vaste programme de privatisation va être entrepris. Il restera aussi comme l'homme qui a eu le courage de s'attaquer à l'inattaquable, l'épineux dossier des retraites. « Nous allons changer les règles », avait-il prévenu appliquant sa célèbre philosophie : « *Le marche lorsque c'est possible. L'Etat quand c'est nécessaire.* »

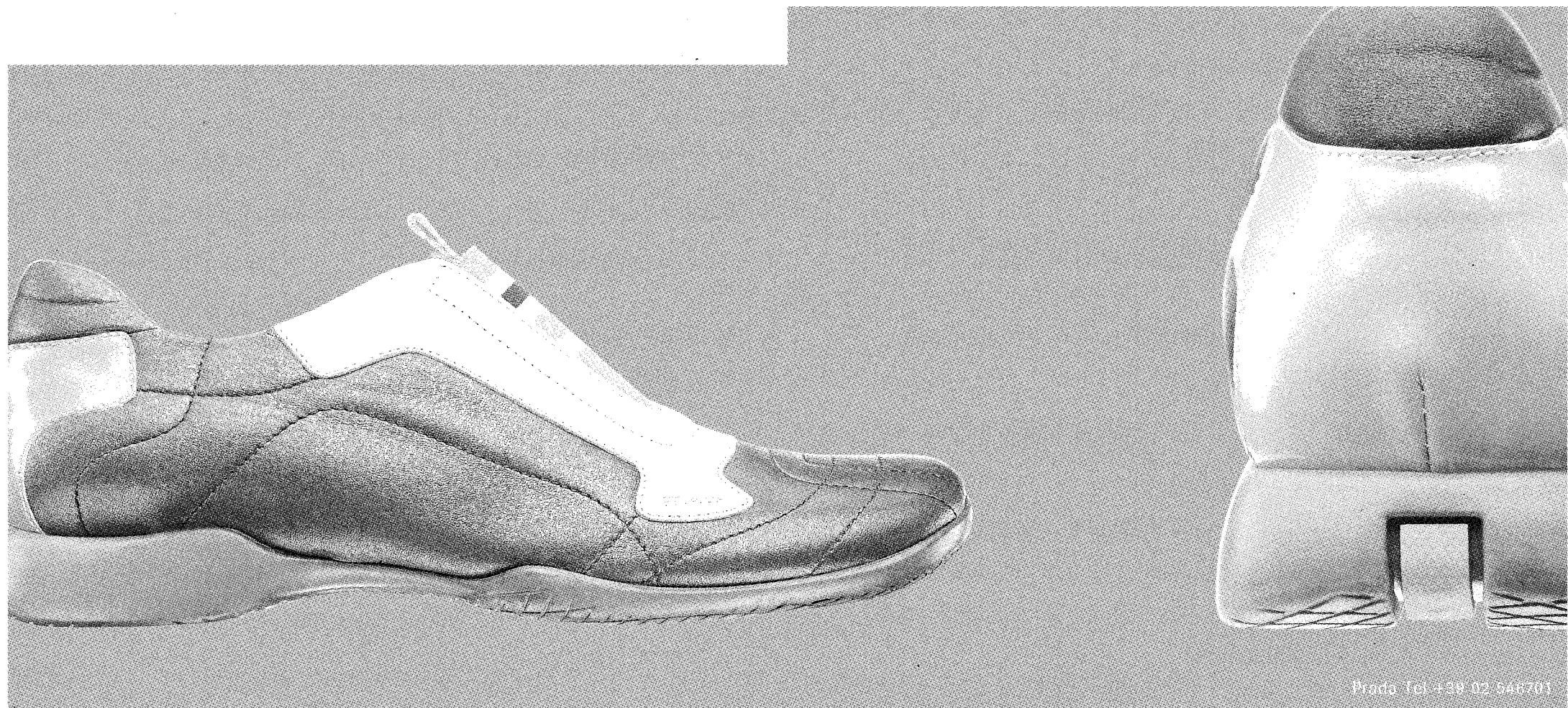
RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Vice-secrétaire du Parti socialiste italien (PSI) de 1989 à 1992, il est donc aux commandes lorsqu'éclate le scandale « *Mani pulite* » (Mains propres). Tour à tour, plusieurs de ses ministres sont contraints de démissionner sous les accusations de corruption. Afin d'essayer d'enrayer le processus de décomposition politique qui s'instaure, ce personnage rigoureux et intègre qui s'est également illustré par des mesures de lutte contre la Mafia, propose au chef de l'Etat une loi dépénalisant le financement illicite des partis. Il est désavoué et donne sa démission.

Nommé à la présidence de l'Antitrust, il s'occupera cette fonction jusqu'en 1997 avant de retourner à l'enseignement, son véritable métier. Une longue période de retrait après cette tempête au cours de laquelle son ancien ami Bettino Craxi lui reproche de ne pas avoir pris parti contre les juges. Considéré comme étant de l'aile gauche du PSI, c'est tout naturellement que Massimo D'Alema l'approche lorsqu'il est question de mettre sur pied la fameuse Cosa 2, la maison commune de la gauche ; la Cosa 1 ayant été la transformation du Parti communiste au Parti démocratique de gauche (PCI en PDS).

Il est encore considéré comme l'homme de la situation pour mettre sur pied les réformes institutionnelles lorsque Massimo D'Alema prend la responsabilité du gouvernement en octobre 1998. Son nom est également évoqué en mai 1999 lorsqu'il s'agit de succéder à Oscar Luigi Scalfaro à la présidence de la République. Tout naturellement, il prend alors la place de Carlo Azeglio Ciampi au ministère du Trésor après sa nomination à cette fonction. Giuliano Amato est toujours là, toujours en réserve. Homme de recours, de dialogue, constructeur de pont entre les camps séparés, il est, derrière ses éternelles lunettes posées sur le bout de son nez, le pacificateur. Serrera-t-il le nouveau fédérateur du centre gauche ou un homme de transition ?

Michel Bôle-Richard



Le Brésil fête ses 500 ans sous haute surveillance policière

Les paysans sans terre et les Indiens manifesteront à Porto Seguro

Le président Fernando Henrique Cardoso a appelé l'armée en renfort de la police pour assurer la sécurité des cérémonies de commémoration de la découverte du

Brésil, le 22 avril 1500. Les « sans terre » devaient, quant à eux, manifester contre « 500 ans de génocide et de résistance ». (Lire aussi page 16.)

LES CÉLÉBRATIONS officielles des 500 ans de la « découverte » du Brésil, auxquelles assisteront les présidents brésilien, Fernando Henrique Cardoso, et portugais, Jorge Sampaio, samedi 22 avril à Porto Seguro (Etat de Bahia, nord-est du pays), seront placées sous haute surveillance policière avec le renfort de l'armée. L'Etat de Bahia a déjà mobilisé 5 000 policiers dans la région de Porto Seguro (à 700 km au sud de Salvador de Bahia) pour assurer la tranquillité des cérémonies commémorant l'arrivée du navigateur portugais Pedro Alvarez Cabral, le 22 avril 1500. A la veille des festivités officielles, le comité Brésil, autres 500 ans, regroupant diverses organisations hostiles aux célébrations officielles, a promis de rassembler 10 000 manifestants à Porto Seguro, qui doit devenir

samedi, pour vingt-quatre heures, la capitale du Brésil.

Face à la radicalisation des manifestations annoncées par les « sans terre », qui réclament une réforme agraire, les Indiens, qui protestent contre « 500 ans de génocide et de résistance », les Noirs, contre leur exclusion, et les diverses organisations de gauche les soutenant, le gouvernement a annoncé, jeudi 20 avril, le « renfort de l'armée ».

Près de 1 500 soldats de l'armée de terre seront en alerte dans les casernes, mais n'interviendront que si la police perd le contrôle de la situation. « *Aucun désordre n'est capable de menacer l'autorité d'un président démocratiquement élu* », a déclaré le président Cardoso, mercredi soir, par l'intermédiaire de son porte-parole, Georges Lamazière. « *La fête des*

500 ans ne se déroulera pas dans un climat d'enterrement », a-t-il ajouté, critiquant les récentes occupations de fazendas (grandes fermes), qui, selon M. Cardoso, frisent l'illégalité. « *Je ne suis pas contre les manifestations pacifiques dans une démocratie, mais le Mouvement des sans terre (MST) chemine vers l'illégalité. Il ne faut pas franchir la limite qui sépare la démocratie du désordre* », a affirmé le président.

La préoccupation principale du Planalto (siège du gouvernement à Brasilia) concerne l'intégrité physique des présidents brésilien et portugais, dont la sécurité personnelle sera assurée par un renfort de 100 policiers. Le président Cardoso, qui avait prévu de passer quarante-huit heures à Porto Seguro, ne devrait pas y rester plus de cinq heures. - (AFP)

Les Indiens Pataxos : les rescapés de cinq siècles de colonisation et d'exterminations

SANTA CRUZ CABRALIA
de notre envoyé spécial

Vovo (« grand-mère ») lambé a le visage fripé et la démarche voûtée de ses quatre-vingt-six ans pré-

REPORTAGE

A Coroa Vermelha,
là où le Brésil est né,
ils n'ont rien
à commémorer

sumés. Sa maisonnette en dur se trouve à un jet de pierre de la croix en acier inoxydable de 12 mètres de haut qui repose depuis peu, sur son socle de granit, au centre de l'esplanade en pavés aménagée au bord de la plage de Coroa Vermelha, à Santa Cruz Cabralia, à l'extrême sud de l'Etat de Bahia. C'est sur ces rivages « découverts » par le navigateur lusitanien Pedro Alvares Cabral - et aujourd'hui livrés à l'industrie touristique - que fut célébrée, le dimanche 26 avril 1500, la première messe dans ce qui fut (jusqu'en 1822) la colonie portugaise du Nouveau Monde, à laquelle une essence locale utilisée en teinturerie - le bois du Brésil - allait bientôt donner son nom.

Evoquant la cérémonie fastueuse dont elle sera la spectatrice privilégiée, à l'occasion des festivités officielles de « Brésil, 500 ans », la vieille dame sort d'un tiroir une reproduction en carte postale du tableau du peintre Vitor Meireles, immortalisant « la première messe » dans le style classique. D'emblée, elle attire l'attention sur un détail : juché sur un arbre luxuriant, un Indien nu assiste à l'élévation de l'hostie face à une grande croix de bois. « *En ce temps-là, note-t-elle, la forêt était belle.* » Pour bon nombre des ultimes dépositaires d'une langue amérindienne, apparemment vouée à l'extinction, la vieille femme est la mémoire vivante des 6 300 Pataxos, répartis entre quatorze réserves et rescapés de cinq siècles d'une colonisation aux allures de génocide. A l'arrivée des Portugais, les indigènes vivant en territoire brésilien étaient, selon les historiens unanimes, au moins 4 millions. Victimes des campagnes d'extermination et des épidémies, ils ne sont plus aujourd'hui qu'environ 350 000.

ASSIMILATION PERVERSE

Des doutes subsistent quant à l'identité de la tribu qui a pacifiquement accueilli l'escadre de Cabral : Tupiniquins, déclarés disparus par certains historiens, au nombre d'un millier de survivants selon TV Globo, ou Pataxos, en proie à une assimilation perverse. Les descendants des premiers Indiens contactés par le colonisateur, s'ils existent encore, n'ont de toute façon rien à commémorer à Coroa Vermelha. Mère de seize enfants, dont onze morts en bas âge, lambé Pataxo, alias Isabel Borges do Espírito Santo pour l'état civil, se souvient du massacre de Barra Velha, le village communautaire situé sur le littoral, à 150 kilo-

mètres plus au sud, où elle vivait « *il y a bien longtemps* », avant de se lancer dans une fuite éperdue en compagnie de son époux et de trois enfants. C'était en 1951, après qu'une expédition punitive de la police bahianaise contre sa tribu, enrôlée de force par une bande de voleurs de bétail, eut tourné au bain de sang.

« *Les hommes qui ont survécu ont été humiliés. On leur a mis des bâts sur le dos et des mors de cheval dans la bouche. On a été obligés d'abandonner notre terre sous les menaces d'un fazendeiro (grand propriétaire)* », témoigne-t-elle. L'exode familial a pris fin voilà une trentaine d'années, « *là où le Brésil est né* », selon un slogan télévisé actuellement en vogue.

Quand la municipalité a voulu,

et nous allons le reconstruire à l'entrée de la réserve, bien en évidence, pour qu'on le voie de la route nationale », promettait Karaja, le cacique (chef élu) local, à la veille d'accueillir, dans une ambiance électrique, la Conférence des peuples indigènes. Celle-ci réunit à Santa Cruz Cabralia, depuis le 15 avril, 2 000 représentants d'une centaine de tribus. La délimitation et la protection des réserves figurent parmi leurs revendications prioritaires. Face au grignotage incessant de leurs terres par les fazendeiros, les Pataxos ont mis à profit l'intérêt médiatique dont ils sont l'objet pour faire valoir, symboliquement armés d'arcs et de flèches inoffensifs, leurs droits sur quatre domaines agricoles qu'ils ont occupés. « *La récupération des terres*

Dans les sondages, l'image du « bon sauvage »

Sur commande d'une ONG écologiste locale (ISA), le principal institut de sondage brésilien (Ibope) vient de publier les résultats, surprenants, d'une enquête d'opinion qui fait table rase du cliché du *bugre*, le « sauvage », irrécupérable historiquement et voué à la vindicte populaire brésilienne. Plus de 90 % des personnes interrogées estiment que les Indiens aident à protéger l'environnement, et près de 80 % pensent qu'ils sont « *bons par nature* », conformément à la conviction de Pero Vaz de Caminha, scribe de l'expédition portugaise qui « découvrit » le Brésil, en avril 1500. Si 40 % des sondés considèrent les Indiens comme des « *gens violents* », 89 % leur accordent des circonstances atténuantes, jugeant que le recours à la force est souvent le seul moyen de protéger leurs réserves contre les invasions des grands propriétaires, des colons, des compagnies forestières et des chercheurs d'or. - (Corresp.)

l'an dernier, l'expropriation pour dégager le terrain en prévision de la grand-messe anniversaire, Vovo est entrée en résistance. Au cours d'un séjour à Brasilia, où elle s'est fait opérer de la cataracte, elle a persuadé le président de la Fondation nationale de l'Indien (Funai, organe de tutelle des populations indigènes) d'épargner son modeste logis et son jardin planté de cocotiers nains et d'herbes médicinales. « *Je veux laisser au moins cela à mes petits-enfants, sans un bout de terre à soi, on n'est rien.* »

RÉCUPÉRATION DES TERRES

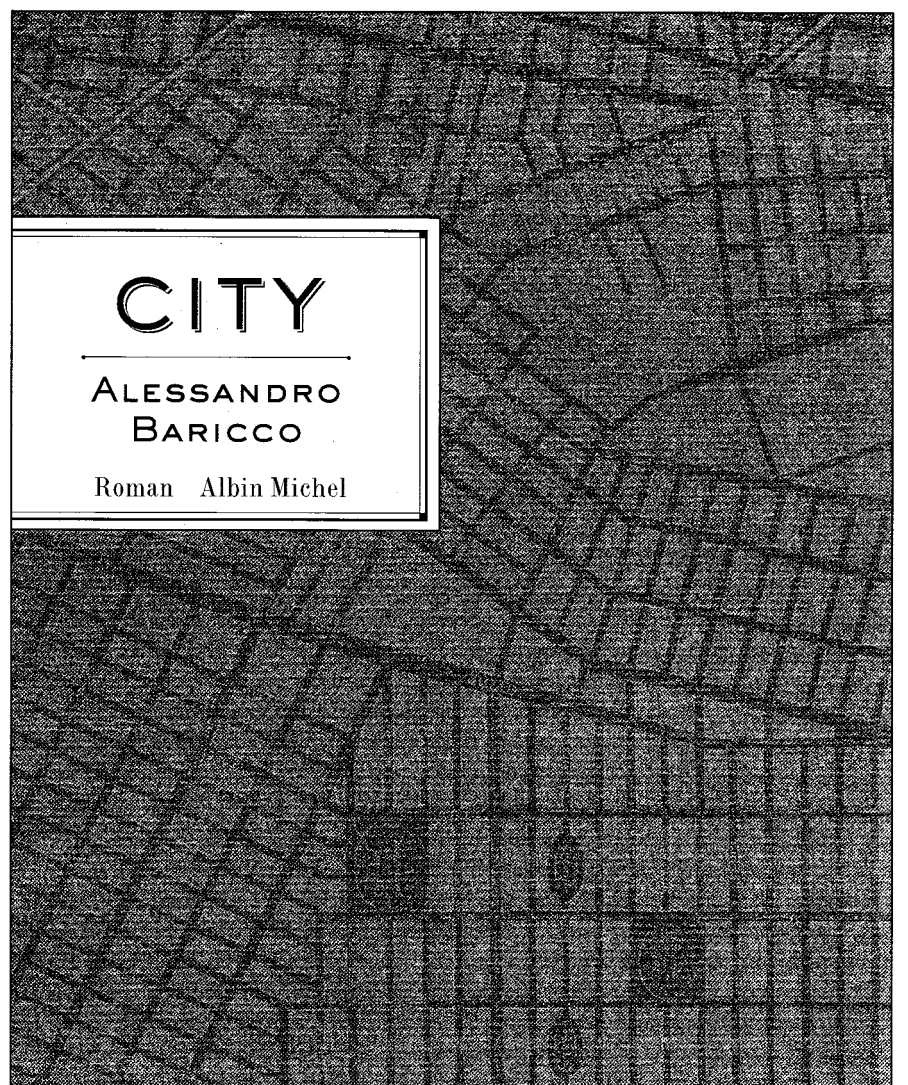
Avec l'engagement de reloger les familles concernées, la Conder, société chargée des travaux « *d'urbanisation du site historique* », a cependant démolie une cinquantaine de cabanes, appartenant la plupart à des Pataxos, pour construire l'allée piétonnière tape-à-l'œil menant à la croix du souvenir. Déjà tendues à la suite des expropriations, les relations entre la communauté pataxo de Coroa Vermelha, forte d'un millier de membres, et les autorités de l'Etat de Bahia, se sont gravement détériorées au début avril, quand la police militaire a violé la législation fédérale qui lui interdit de pénétrer dans les réserves indigènes. Chargée du maintien de l'ordre, elle a détruit, le 4 avril, le monument alors en construction en bordure de l'esplanade, en hommage aux Indiens du Brésil morts depuis cinq cents ans.

« *Ce monument, nous le méritons*

spoliées mobilise 60 % des Pataxos qui vivent de l'agriculture. Sur la côte, nous dépendons presque totalement du commerce de l'artisanat », précise Karaja, « *plutôt optimiste malgré tout* » à propos du centre d'exposition-vente flambant neuf d'artisanat indigène, qui jouxte le bâtiment du futur Musée de l'Indien, le long de l'allée réurbanisée. Officiellement invités à « *s'intégrer davantage à l'économie régionale* », les Pataxos reçoivent désormais des cours de marketing...

A quelques kilomètres de Coroa Vermelha, la réserve indienne et écologique de Jaqueira s'étend sur 820 hectares, en bonne partie recouverts de forêt primaire. Pour 10 reais (40 francs), le visiteur peut se balader, en compagnie d'un guide, sur un sentier de randonnée, tester son habileté à l'arc, goûter au poisson cuit dans la cendre et au vin tiré de l'écorce du jatoba, et même participer aux danses traditionnelles présentées par un groupe de jeunes Indiens des deux sexes en « *tenués typiques* » (robes de paille et couvre-chef en plumes pour tout le monde). « *Pour nous, c'est un moyen de préserver ce qu'il reste de notre culture dans un milieu naturel dont nous sommes les gardiens* », affirme Saracura, apprenti pajé (chaman) et cheville ouvrière du projet d'écotourisme lancé il y a quelques mois. La rédemption par le folklore ? « *A vrai dire, on n'a pas tellement le choix.* »

Jean-Jacques Sévilla



CITY

ALESSANDRO
BARICCO

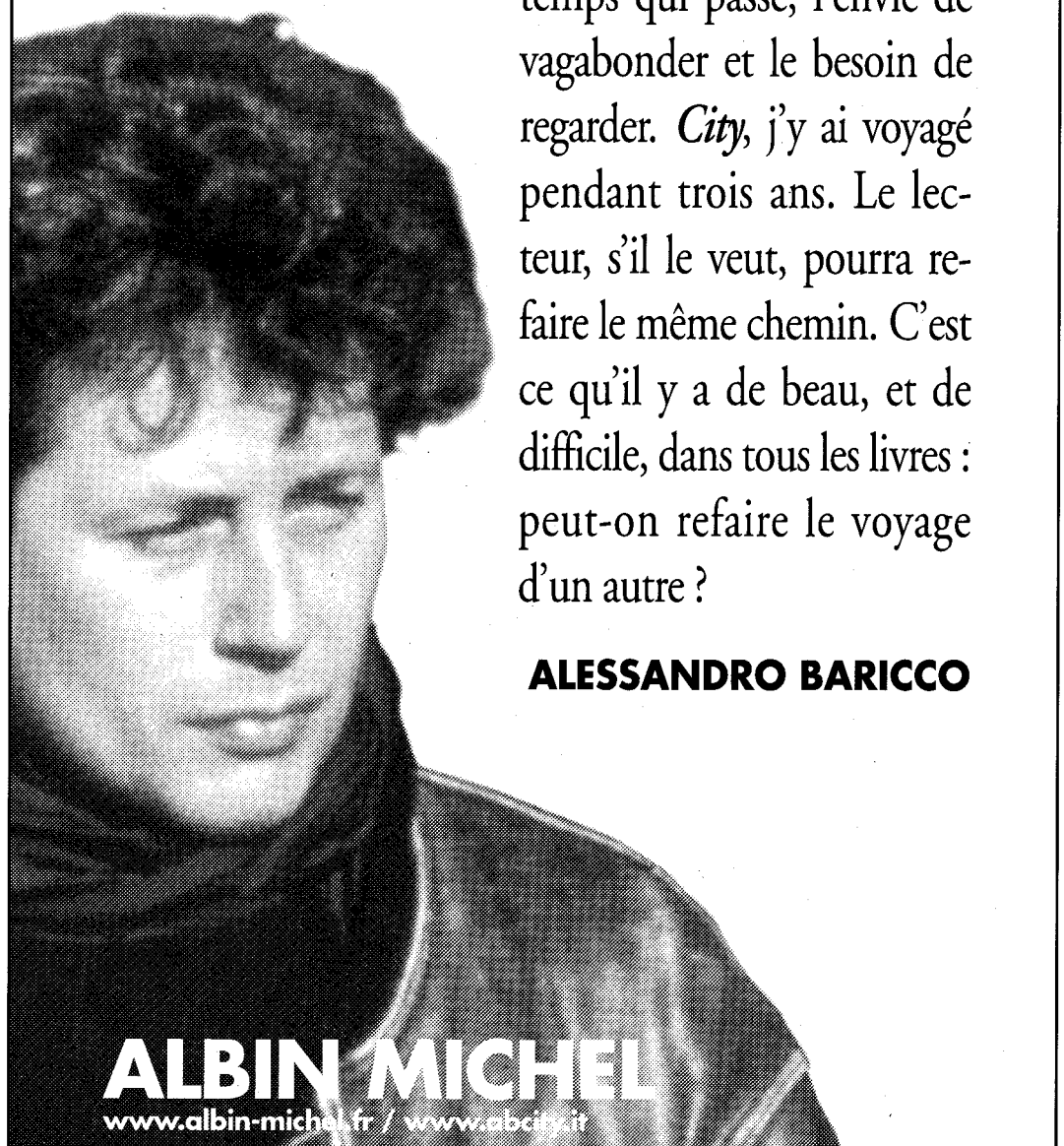
Roman Albin Michel

« Ce livre s'intitule *City*. Je me rends compte qu'après *Soie*, il aurait été mieux de trouver quelque chose d'un peu différent. Mais ce livre est construit comme une ville, comme l'idée d'une ville. J'avais envie que le titre le dise. C'est fait.

Les histoires sont des quartiers, les personnages sont des rues. Le reste, c'est le temps qui passe, l'envie de vagabonder et le besoin de regarder. *City*, j'y ai voyagé pendant trois ans. Le lecteur, s'il le veut, pourra refaire le même chemin. C'est ce qu'il y a de beau, et de difficile, dans tous les livres : peut-on refaire le voyage d'un autre ?

ALESSANDRO BARICCO

Ph. : R. Koch



ALBIN MICHEL

www.albin-michel.fr / www.albinmichel.com

Les socialistes veulent être partie prenante de la « nouvelle donne » promise par Lionel Jospin

Le Parti socialiste fera dix-sept propositions au gouvernement lors du séminaire du 25 avril

Le Parti socialiste présentera au gouvernement dix-sept propositions sur l'économie, l'emploi, les relations sociales ou encore l'information, lors

d'un séminaire qui réunira, mardi 25 avril, son bureau national avec Lionel Jospin et ses vingt-trois ministres socialistes. Ce séminaire, prévu à

l'origine le 28 mars, au lendemain du remaniement, doit permettre au PS de présenter une feuille de route jusqu'à la fin de la législature.

MARDI 25 avril, le Parti socialiste renoue avec un exercice qu'il affectionne, celui du séminaire thématique avec le gouvernement. Après l'Europe et l'aménagement du territoire, il s'agira, cette fois, non plus de « deuxième étape », mort-née, mais de « nouvelle donne » économique et sociale. Au gouvernement Jospin 2, François Hollande, qui prépare son congrès de Grenoble, en novembre, entend faire passer le message d'un PS à l'initiative, désireux de proposer une sorte de feuille de route - articulée autour de six rapports et de dix-sept propositions - pour aller jusqu'aux rendez-vous électoraux de 2002. Le congrès, lui, s'occupera de l'après...

Face à Lionel Jospin, le bureau national sera presque en formation complète (55 membres). Mais les remplaçants de deux ministres nommés le 27 mars - Catherine Trautmann qui succède à Michel Sapin, ministre de la fonction publique, et Julien Dray qui remplace Jean-Luc Mélenchon, promu ministre délégué à l'enseignement professionnel - ne devraient pas être là. Au lendemain de ce séminaire, M. Dray fera son entrée au secrétariat national du PS, de même qu'André Vidalies, député des Landes. Après une introduction, sous forme de mise en perspective, par le premier secrétaire, les ministres entendront des rapports de Vincent Peillon sur « de nouvelles régulations pour la croissance économique », de Gaëtan Gorce sur « de nouvelles régulations

pour l'emploi », de Marisol Touraine sur « les nouvelles solidarités », de Christian Paul et Frédérique Bredin sur « l'Etat face aux défis de la société de l'information », de Bernard Soulage sur « les services publics de proximité » et d'Alain Bergougnoux sur « l'Etat, les acteurs sociaux et la négociation sociale ». Ce sujet avait fait l'objet d'une demande expresse de réflexion du PS par le premier ministre, et M. Hollande l'évoquera, à la fin de la semaine prochaine, lors d'un tête-à-tête avec Ernest-Antoine Seillière, le président du Medef.

Même si elles ne sont pas toutes détaillées, et si elles sont loin d'être toutes nouvelles, dix-sept propositions seront avancées. M. Peillon va reprendre l'essentiel des propositions de M. Sapin sur l'épargne salariale. Le gouvernement les avait entendues d'une oreille distraite et M. Hollande s'en est entretenu, le 20 avril, avec Laurent Fabius. Il s'agit de créer des « plans d'épargne interentreprises » pour les PME, avec mise en place d'un « fonds de garantie de l'épargne salariale ». Le PS veut aussi créer des plans d'épargne d'entreprise de long terme d'une durée de 10 à 15 ans, avec une sortie en capital pour qu'il n'y ait nulle confusion avec un mécanisme d'épargne-retraite. Martine Aubry et M. Fabius sont favorables à une sortie en rente. Le PS souhaite aussi « favoriser la représentation collective des salariés-actionnaires dans les organes de décision des entreprises sur le contingent des actionnaires, à partir d'un seuil

de 3 % du capital détenu par les salariés ». M^{me} Aubry est sceptique sur l'actionnariat salarié alors que M. Mélenchon ne cache pas son opposition.

François Hollande, qui prépare son congrès de Grenoble, entend faire passer le message d'un PS à l'initiative

M. Peillon devrait aussi évoquer la « mise à l'étude » d'une taxe Tobin pour le marché financier européen, une « taxe européenne sur les flux financiers » d'un montant « faible ». M. Gorce proposera un système d'assurance formation « particulièrement destiné aux chômeurs et aux salariés les plus fragiles, à qui devrait être garanti un droit de reconversion ». Il reprendra aussi des propositions contre la précarité du travail, comme la création d'une « contribution spécifique » des entreprises « pour tout licenciement d'un salarié non qualifié », ou encore un « système de bonus-malus » instaurant une modulation des cotisations sociales patronales en fonction de l'historique des fins de contrat de travail (intérim, CDD, licenciement). M^{me} Touraine suggérera pour les jeunes de 18 à 25 ans

une allocation de formation-insertion qui serait versée, sous la responsabilité de l'Etat, « sous condition de ressources et d'engagement dans un parcours progressif d'insertion professionnelle ». Cette idée, déjà avancée par Jean Glavany avant qu'il n'entre au gouvernement, est combattue par M^{me} Aubry.

Sur la société de l'information, le PS avance l'objectif de mettre à disposition de chaque élève un ordinateur qui « multipliera l'accès aux savoirs » et, dès cette année, un « passeport Internet pour tous » qui donnerait à tous « un crédit de quelques heures de formation adaptée ». Pour garantir une égalité d'accès, M. Soulage prône des « contrats territoriaux d'accès aux services publics », proposition qui sera développée dans la convention sur les territoires, les 17 et 18 juin à Clermont-Ferrand. Enfin, sur la négociation sociale, M. Bergougnoux soulignera que « la loi doit demeurer la pièce maîtresse pour fixer les grandes orientations et le principe des mesures » mais que le contrat social doit être « reconnu et valorisé ». Il estime que dans les organismes sociaux traitant du chômage ou de la formation professionnelle, les acteurs sociaux doivent avoir une responsabilité « confirmée et accrue » mais que, pour ceux qui traitent de la santé et de la famille, il faut « des mécanismes nouveaux de gestion » avec « un rôle majeur » pour l'Etat.

Michel Noblecourt

Lionel Jospin s'inquiète de la persistance du chômage des jeunes

LES RECORDS « historiques » qu'affectionne le gouvernement en matière de baisse du chômage et de créations d'emploi ne font pas tout. Il y a les bonnes nouvelles, et les moins bonnes ; les « 450 000 postes de travail » créés en 1999, « record historique de l'année 1969 » battu, et « les jeunes « en galère » » qui « craignent d'être laissés pour compte ». Pour Lionel Jospin, il y a, à la fois, la promesse d'un retour au plein emploi et la situation, toujours sensible, des quartiers réputés difficiles.

En conclusion, jeudi 20 avril, les Assises nationales des missions locales et des permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), le premier ministre a voulu marquer, symboliquement, sa détermination. « Le gouvernement n'entend pas lever le pied », a-t-il assuré. « Les progrès du plus grand nombre ne peuvent s'accommoder de l'exclusion persistante d'une minorité, d'une population qui serait comme condamnée - sinon prédestinée - à la précarité. » Le réseau des missions locales, créé en 1982 et spécialisé dans l'accueil des jeunes, voit donc son rôle renforcé. En présence de M. Jospin, un protocole a été signé entre la ministre de l'emploi, Martine Aubry, le président de l'Association des régions de France, le sénateur (DL) Jean-Pierre Raffarin et le président du Conseil natio-

nal des missions locales, le maire (PS) de Grenoble Michel Destot, pour redéfinir ce partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales. Cinquante nouvelles missions seront créées, a annoncé M. Jospin, l'Etat participant au financement de 160 nouveaux emplois. En guise de reconnaissance, une convention collective devrait

Lionel Jospin déjeune avec des grands patrons

Lionel Jospin a convié à déjeuner à Matignon, jeudi 20 avril, treize présidents de grandes entreprises françaises. Parmi les invités figuraient Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Michel Pébereau (BNP-Paribas), Jean-Marie Messier (Vivendi), Gérard Mestrallet (Suez-Lyonnais des eaux), Michel Bon (France Télécom), Gérard Mulliez (Auchan), Marie-Christine Coisne (Sonepar) et Marie-Aimée Bich-Dufour (Bic).

Au menu des conversations : débat sur la fiscalité et notamment sur les stock-options, sur l'épargne salariale. « La rencontre a été très sympathique », selon un grand patron. « M. Jospin s'est montré fidèle à ses valeurs, mais très ouvert dans le débat », commentait un autre. Les participants ont relevé que Laurent Fabius, également présent au déjeuner, avait peu parlé. Mais ils n'ont noté aucune différence de ton, lorsque celui-ci s'est exprimé, avec les propos du premier ministre.

être conclue d'ici à la fin de l'année pour les 7 000 salariés des missions locales, auxquelles participent des agents détachés de l'ANPE.

Le programme Trajet d'accès à l'emploi (Trace), basé sur l'insertion - il fait bénéficier à des jeunes

de seize à vingt-cinq ans d'un suivi personnalisé pendant dix-huit mois - sera également prolongé jusqu'en 2002. Créé par la loi de lutte contre les exclusions de juillet 1998, ce programme a, jusqu'ici, rencontré un succès mitigé. Son démarrage a été lent avec, en 1999, 43 000 jeunes accueillis au lieu des 50 000 prévus. Surtout, les périodes

néanmoins, de relâcher les efforts. « Il est indispensable de prolonger cette action pour que chaque jeune ait désormais sa part de croissance retrouvée », estime le chef du gouvernement qui a promis l'extension de Trace à 100 000 jeunes supplémentaires d'ici 2002. Cette démarche a été bien accueillie par les élus locaux présents.

« UNE SOCIÉTÉ DE TRAVAIL »

« Dans ma propre région, le taux de chômage est de 4,7 %, mais il faut aider les jeunes à éviter de devenir des zappeurs [de contrats précaires] », a acquiescé M. Raffarin, président du conseil régional de Poitou-Charentes. « A Grenoble, là où il pouvait y avoir dans certains quartiers 40 % de chômage, on est descendu à 20 %. Mais ces 20 % ont aujourd'hui le sentiment d'être désignés du doigt et ils le vivent très mal », confiait en aparté M. Destot. « Nous voulons rebâtir une société du travail » a rappelé M. Jospin pour qui, compte tenu des difficultés de recrutement dans certains secteurs, c'est aussi une « question d'efficacité économique ». Le premier ministre a promis que le nombre des jeunes inscrits à l'ANPE, qui a diminué de 30 % depuis 1997, passera, « dans les mois à venir », sous le seuil des 400 000.

Isabelle Mandraud

Les dernières surprises du collectif budgétaire

ON CROYAIT tout connaître du collectif budgétaire, qui sera présenté mercredi 26 avril au conseil des ministres. Erreur : dans sa mouture définitive, ce projet de loi de finances rectificative qui comprend trois mesures fiscales principales - la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation et l'abaissement de 20,6 % à 19,6 % du taux normal de la TVA et un allègement de l'impôt sur le revenu - devrait encore réserver quelques surprises.

La première concernera les fumeurs. Comme la fiscalité sur le tabac comprend deux étages - les « droits de consommation » et la TVA -, la baisse de celle-ci aurait dû conduire à une perte de recettes pour l'Etat. Le gouvernement en a décidé autrement. Au motif officiel qu'il en va de la santé publique, les « droits de consommation » ont été augmentés de telle sorte que la

baisse de la TVA soit neutralisée.

La seconde surprise concerne la taxe d'habitation. En plus de la suppression de la part régionale, le gouvernement avait annoncé qu'il majorerait les dégrèvements pour que les contribuables les plus modestes, notamment ceux qui sortent du chômage, ne soient pas pénalisés, en devenant brutalement assujettis à un impôt auquel ils échappaient. Mais, dans la foulée, le ministère des finances en a profité pour unifier les dégrèvements qui, jusqu'à présent, pouvaient varier selon la situation des contribuables.

UNE ERREUR VITE RECTIFIÉE

Il était donc prévu qu'en lieu et place de ces systèmes multiples un seul dispositif soit instauré en faveur des foyers fiscaux dont le revenu n'excède pas 103 710 francs pour la première part du quotient

familial. Pour ces contribuables, le ministère des finances avait imaginé que la cotisation de taxe d'habitation ne pourrait excéder 4,3 % du revenu, diminué d'un abattement (22 500 francs pour la première part du quotient familial).

Mais le gouvernement a commis une erreur dont il s'est vite rendu compte. Dans ce texte, il a estimé que les revenus à prendre en compte pour ce calcul étaient ceux du foyer fiscal pour les couples mariés ou pacés, mais seulement ceux du déclarant pour des personnes non liées entre elles mais vivant dans un même logement. Autrement dit, les couples risquaient d'être fortement désavantagés par rapport aux « cohabitants ». Lors de l'examen du texte, le Conseil d'Etat a donc fait valoir que la mesure risquait d'être frappée d'insconstitutionnalité, pour rupture d'égalité des citoyens de-

vant l'impôt. Pour qu'une mesure d'allègement fiscale ne se traduise pas en fait par un alourdissement pour quelque 500 000 « cohabitants », le gouvernement cherche donc à la hâte un nouveau dispositif.

Dans la foulée, le Conseil d'Etat s'est longuement interrogé sur la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation (comme il l'avait déjà fait lors de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle) pour savoir si la mesure ne contrevenait pas à l'article 72 de la Constitution qui stipule : les collectivités locales « s'administrent librement par des conseils élus ». Mais il est finalement estimé que si le gouvernement d'allait pas plus avant dans cette réforme, celle-ci ne devrait pas subir les foudres du Conseil constitutionnel.

Laurent Mauduit

**NEW YORK
C'EST
ENCORE
NOUS !**

**POUR
FÊTER
SON
OUVERTURE
NEW-
YORKAISE,
H&M
FAIT
DES PRIX
SPÉCIAUX***

**JUSQU'AU 29
AVRIL**
DANS
SES
MAGASINS.*****

www.hm.com

N°Azur 0 801 222 444
PRIX APPEL LOCAL

PARIS/R.P. : RIVOLI • FORUM DES HALLES • PASSAGE DU HAVRE
LES 4 TEMPS-LA DÉFENSE • BERCY 2 • BELLE ÉPINE • PARINOR
CERGY 3 FONTAINES • ESPACE ST QUENTIN.
LILLE : EURALILLE • COQUELLES : CITÉ EUROPE.

La primaire de la droite parisienne relègue momentanément Bertrand Delanoë au second plan

Le candidat socialiste dit « se garder de l'impatience comme de la disparition »

Depuis le forfait de Jack Lang, Bertrand Delanoë, chef de file du PS à Paris, est moins présent dans la campagne. Relégué au second plan par

l'entrée en campagne des quatre candidats à l'investiture RPR, il souhaite « se garder de l'impatience comme de la disparition ». Il profite de

cette période pour discuter avec les autres partis de la gauche. Il veut aussi renouer avec les anciens partisans de M. Lang.

MAIS où donc était passé Bertrand Delanoë ? Depuis son investiture par les militants socialistes, le 30 mars, le candidat du PS à la Mairie de Paris ne s'est guère montré en public. Sa réapparition aux côtés de Jean Tiberi, le 19 avril, lors de l'inauguration mouvementée de la place de la Commune, dans le 13^e arrondissement, a mis en relief sa grande discrétion au cours des trois dernières semaines. Faut-il y voir un signe ? Sur son site Internet, l'agenda du candidat, tenu scupuleusement à jour durant la pré-campagne contre Jack Lang, s'est arrêté au 5 avril avec la commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Léon Blum...

Après le choc du forfait de M. Lang, le sénateur socialiste a pris quelques vacances. Pour digérer, d'abord. Pour mettre au point, ensuite, sa stratégie pour les semaines à venir. Il la résume d'une formule qui traduit son léger embarras : « *Se garder de l'impatience comme de la disparition.* » Ce forfait, puis le démarrage sur les chapeaux de roues de la campagne interne à droite, ont cassé la dynamique qu'il avait réussi

à lancer à partir du 25 janvier, date de sa déclaration officielle de candidature. Parti le premier, il est aujourd'hui confronté à une vraie difficulté : passer le cap d'une primaire qui s'éternise à droite et qui lui laisse bien peu d'espace.

« *Je ne suis pas dans le même timing que mes adversaires potentiels* », argumente-t-il pour justifier son silence de ses dernières semaines. « *Nul besoin de s'agiter, je continue, à mon rythme. Ma stratégie pour mars 2001 ne dépend pas fondamentalement du choix final du candidat par les instances du RPR. Il y aura un ajustement, une adaptation en fonction de ce choix. Mais aucun changement de cap.* »

SONDAGE DE LA SOFRES

Pour l'heure, M. Delanoë n'a « *pas envie de commenter en permanence* » ce qui se passe à droite. Mais il ne se tient pas toujours à cette ligne de conduite et les communiqués tombent : sur l'exclusion au moment des Etats généraux de la solidarité organisés les 13 et 14 avril par la Mairie de Paris, sur l'aide financière pour la garde d'en-

fants, après les promesses récentes d'Edouard Baladur et de Jean Tiberi.

Le mauvais sondage Sofres publié par le *Figaro-Magazine* du 15 avril, qui, pour la première fois, le donnait battu face à tous les candidats potentiels à droite hormis Jean Tiberi, le pousse aussi à sortir de la réserve qu'il s'est imposé. Pas de « *véritable retour médiatique* » prévu avant début mai, prévient-on dans son entourage. La période immédiate sera consacrée au Conseil de Paris du 26 avril et à la concertation avec les instances fédérales du PS et les partenaires de la gauche « *plurielle* ».

Dans l'ordre des difficultés, le rabibochage avec les orphelins de M. Lang – parmi lesquels on compte trois des cinq maires PS de la capitale, Pierre Aidenbaum, Michel Charzat et Roger Madec – n'est sans doute pas la moindre. Malgré le discours rassurant de M. Delanoë qui affirme que le choc de la trahison de M. Lang « *est depuis longtemps dépassé* », il semble que les relations avec eux soient encore bien froides, ce qui explique en partie, sans doute, que l'équipe de campagne ne soit pas encore constituée.

Un autre souci occupe, dans l'immediat, M. Delanoë : ses relations avec la gauche « *plurielle* » et, en particulier, les Verts parisiens. Un déjeuner a réuni, mercredi 19 avril, le candidat et Yves Contassot, leur chef de file désigné le 25 mars. Contrairement à l'espoir que formulait M. Delanoë, le chef de file des Verts, qui se présentera lui-même contre M. Aidenbaum, dont il est l'adjoint au logement dans le 3^e arrondissement, est resté ferme sur les prix : pas question de listes communes au premier tour. M. Contassot confirme, en revanche, que les Verts sont disposés à parler « *du fond* » avec les socialistes. Pour cela, d'ailleurs, ils comptent bien, sans tarder, à la mi-mai au plus tard, avancer leurs propositions pour Paris. M. Delanoë, sur ce point aussi, souhaite prendre son temps. Il n'a pas encore fixé de délai au groupe d'une centaine d'experts qui planchent sur son projet de programme sous la houlette d'un haut fonctionnaire de Bercy.

Christine Garin

Jean-Luc Mélenchon entend garder sa liberté de parole

Le ministre se moque de la nouvelle économie

SYMBOLE, avec Laurent Fabius, de la volonté de Lionel Jospin de réconcilier, à travers le remaniement du gouvernement du 27 mars, toute la famille socialiste, Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué chargé de l'enseignement professionnel, n'entend en rien abdiquer ses convictions de militant. Le porte-parole de la Gauche socialiste est entré au gouvernement en brandissant haut et fort son étendard. Dans l'hôtel de Rothelin-Charolais, rue de Grenelle, qu'a dû lui céder Ségolène Royal, M. Mélenchon a rapidement donné des signes de sa singularité. Dans son salon d'attente, le visiteur peut patienter en lisant *A Gauche*, l'hebdomadaire de son courant, *L'Hebdo des socialistes*, ou encore la brochure retraçant l'histoire de son hôtel particulier, achevé en 1704, où se succédèrent Casimir-Perier, Thiers, Ledru-Rollin et le duc de Morny, avant qu'il ne devienne le ministère de l'industrie.

Tenu à respecter les règles de la solidarité gouvernementale, M. Mélenchon entend garder une liberté de parole pleine et entière. Dès sa nomination, il a souhaité conserver sa chronique dans *Politix* et s'exprime toujours dans *A gauche*. Ainsi, dans un article du numéro du 18 avril, intitulé « *Humeur boursière* », le ministre, qui ne fait pas usage de son titre, se moque « *des gogos qui viennent de se prendre un bon coup de grisou boursier au casino des valeurs phares de la soi-disant "nouvelle économie"* ». Sans se prononcer sur la facture de cette crise pour l'économie réelle, M. Mélenchon estime que la leçon sera entendue « *par tous ceux qui ont pu être ébranlés par les boniments soi-disant modernistes contre le bon et fi-*

dèle système de retraite par répartition, ou par les séductions trompeuses de l'épargne salariale ».

Au passage, le ministre ironise sur « *les plaintes désespérées* » d'une « *poignée de hauts revenus pour qui l'émigration fiscale, cette trahison repeinte en bon droit, était devenue une turpitude dont il était décent de se prévaloir pour exiger encore et toujours plus d'occasions de ne pas faire son devoir de citoyen* ». Dans le même numéro, un autre article juge que la baisse des impôts ne peut « *en aucun cas constituer une orientation pour les socialistes* », en relevant que « *de Laetitia Casta à Laurent Fabius, en passant par une large part de la presse et la droite pour une fois unanime, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer le taux insupportable qu'aurait atteint l'impôt dans notre pays* ».

« CE PAUVRE BLAIR »

Jeudi 20 avril, M. Mélenchon force encore davantage sa singularité, en s'en prenant, sur Canalweb, à la réception par Tony Blair du président russe, Vladimir Poutine. Au nom du PS, Christian Paul avait jugé « *l'enthousiasme* » du premier ministre britannique « *excessif* ». M. Mélenchon recourt, lui, à un langage beaucoup moins diplomatique : « *Je trouve assez consternant ce pétaradant Tony Blair, monté sur un ressort, en train de sourire à Poutine de toutes ses dents* ». « *Ce pauvre Blair*, ajoute l'animateur de la Gauche socialiste, *est lamentable d'un bout à l'autre ! C'est du socialisme domestiqué. A la botte de tous les puissants. Domestiqué par le fric.* » Matignon se refuse à tout commentaire.

Michel Noblecourt

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle n'a pas que son physique.

conquest



Alfa 156 4 airbags. Climatisation. Volant cuir.

Disponible dans **200 points de vente en France**. Garantie **24 mois** dont « *Extension de garantie ALFA* » de 12 mois offerte par les concessionnaires. Offre valable et détails des conditions dans les points de vente participants.

Airbags latéraux, climatisation automatique, volant et pommeau de levier de vitesses en cuir sur toute la nouvelle gamme Alfa 156. Autant d'équipements de série qui améliorent encore son niveau de sécurité et de confort.

Alfa Romeo recommande **STAM**

Alfa Romeo **FINANCEMENT**

Internet : www.alfa-romeo.tm.fr



Cœur Sportif

M. Tiberi change de responsable de la communication

LE DIRECTEUR général de la communication de la Ville de Paris, Jérôme Peyrat, devrait quitter ses fonctions dans les prochains jours. Malgré son habillage officiel en « *mouvement général des directeurs, bien normal à un an des élections* », la sanction ne fait pas de doute. M. Peyrat, trente-sept ans, avait été nommé à ce poste fin 1998, après avoir été un proche collaborateur de Jacques Chirac, à l'Hôtel de Ville puis à l'Élysée, où il avait été nommé porte-parole adjoint en 1995.

Au cours des dernières semaines il avait, à plusieurs reprises, critiqué publiquement la politique de la terre brûlée défendue par le conseiller politique du maire de Paris, Jean-François Probst, et par Xavière Tiberi. « *La voix de l'Élysée* », comme l'appelle l'épouse du maire, sera remplacée par un fidèle, Claude Comiti, actuellement délégué général aux grands projets, qui dirigeait la communication de l'Hôtel de Ville avant l'arrivée de M. Peyrat.

Patronat et syndicats débattent du rôle du médecin du travail

PATRONAT et syndicats ont débattu, jeudi 20 avril, du rôle du médecin du travail et de sa coordination avec les autres acteurs de la prévention de la santé au travail, dans le cadre des négociations paritaires pour la refondation sociale. Le Medef a indiqué qu'il présenterait un nouveau « *texte* » aux syndicats lors de la prochaine réunion le 19 mai, en intégrant les préoccupations qu'ils ont exprimées. Face à « *la pénurie de médecins du travail* », le Medef avait proposé lors de la précédente réunion le 22 mars de faire appel à des généralistes libéraux pour assurer le suivi médical régulier des salariés, notamment dans le secteur tertiaire.

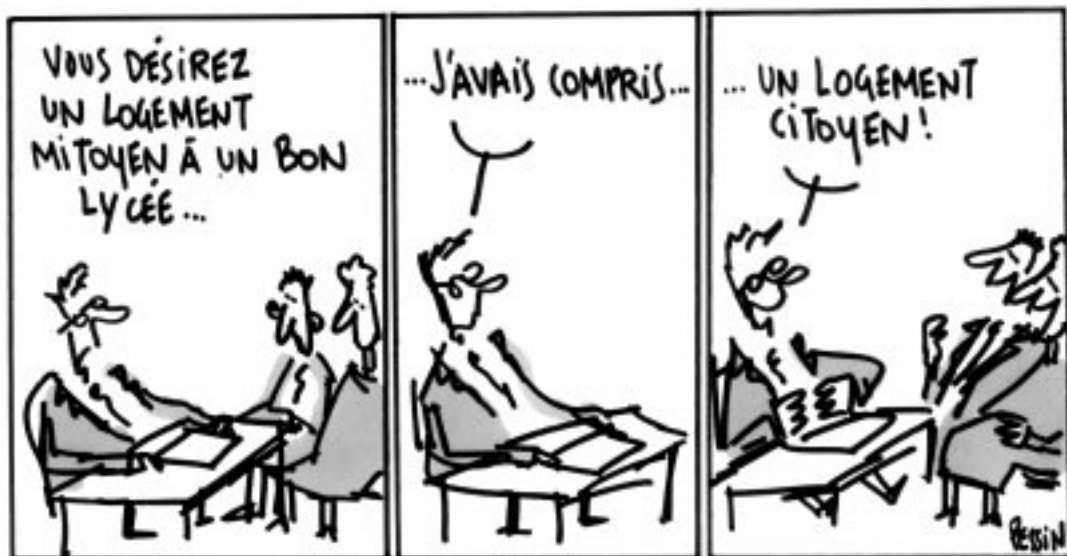
Les médecins du travail pourraient « *déléguer une partie de leur activité à des médecins de ville* », a réexpliqué jeudi Bernard Caron, du Medef. Les syndicats refusent que soit « *scindée* » l'activité du médecin du travail, associant dépistage individuel et actions de prévention collective dans l'entreprise.

DÉPÊCHES

■ **CHASSE** : l'Office national de la chasse (ONC) a répondu, jeudi 20 avril, aux critiques de la Cour des comptes (*Le Monde* du 20 avril), en soulignant que le projet de loi en cours d'examen au Parlement mettra fin aux « *financements croisés* » et que « *l'Office n'apportera plus aucun concours financier aux organisations de chasseurs* ». L'ONC souligne également qu'il a décidé de « *mettre en recouvrement* » les anciens excédents de trésorerie qui, selon la Cour des comptes, ont été conservés illégalement par les fédérations départementales de chasseurs. Enfin l'Office note que les propres réserves de l'ONC sont « *aisément justifiables* ».

■ **CORSE** : le groupe armé clandestin Fronte Patrioti Corsu (FPC) a affirmé, le 20 avril, dans un communiqué authentifié, que le gouvernement n'avait pas saisi « *la main tendue* » par les nationalistes et réclamé rapidement des « *engagements concrets* », faute de quoi il prendra « *toutes [ses] responsabilités* ». Cet avertissement intervient après que le FLNC-canal historique, le FLNC du 5 mai, Clandestinu, et Fronte Ribellu, faisant part de leur déception après « *Matignon 2* » (*Le Monde* daté 16-17 avril), ont annoncé leur fusion sous le sigle originel du FLNC.

■ **BLOIS** : Jack Lang a été élu, jeudi 20 avril, candidat socialiste à sa propre succession à la mairie de Blois en recueillant 89 % des votes des 45 adhérents PS de la ville. M. Lang a indiqué qu'il laisserait son fauteuil de maire dès le 27 avril à Bernard Valette, vice-président du conseil régional du Centre.



L'offre scolaire « extraordinaire » de Rueil-Malmaison

Y-A-T-IL un agent immobilier de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) qui ignore le périmètre de recrutement des écoles ? Pour la profession, connaître la sectorisation dans cette commune de l'ouest parisien représente un indépassable atout commercial. « La plupart des parents qui nous consultent demandent d'abord dans quelle école sera inscrit leur enfant s'ils s'installent dans tel ou tel secteur », indique l'agence Villa d'Ouest. « Nous avons parfois affaire à des clients qui choisissent une maison en fonction de l'établissement scolaire, affirme-t-on à Washington Immobilier. Certains refusent un logement qui les intéressait parce qu'il n'est pas rattaché à l'école qu'ils convoitaient. « La priorité, c'est l'enseignement », nous disent-ils. »

Rueil-Malmaison semble prise d'assaut par des familles au sein desquelles l'enfant est roi. Depuis le début des années 90, la ville connaît un « boom » démographique spectaculaire : la population s'est accrue de plus de 10 %, passant de 66 297 habitants en 1990 à 73 469 en 1999. Selon une étude du cabinet BERT 06, l'évolution de la pyramide des âges entre 1990 et 1998 montre « une arrivée massive d'actifs et un rajeunissement de la population ». Beaucoup de couples âgés de

trente à cinquante ans s'installent, séduits par cette ville « située à 10 minutes de Paris », qui soigne son image « verte et provinciale », selon l'expression de Francine Roussel, adjointe au maire chargée de l'habitat, des affaires scolaires et des nouveaux arrivants. Pour la municipalité, cette croissance résulte aussi « de la construction de logements neufs et de la réduction du nombre de logements vacants ». Les programmes immobiliers ont fleuri, comme dans le quartier nouveau de Rueil-sur-Seine. Cet afflux de jeunes ménages a provoqué une explosion des effectifs scolaires : + 700 élèves entre 1992 et 1997.

RÉPUTATION FLATTEUSE

Dans cette municipalité dirigée par Jacques Baumel (RPR), les crèches et les jardins d'enfants foisonnent. Capacité d'accueil : environ 1 180 places. Si la demande excède l'offre, la ville octroie aux parents « éconduits » une allocation de garde d'enfant à domicile. Cette politique a encouragé la venue de ménages « très attentifs à la scolarité de leurs enfants », témoigne Dominique Moussin, principal du collège Marcel-Pagnol. « Ils s'impliquent beaucoup dans la vie des établissements », ajoute-t-elle. L'offre scolaire de la commune, que le socio-

logue Marco Oberti qualifie d'« extraordinaire », n'est pas indifférente à cette vague de nouveaux arrivants : trente-trois écoles maternelles et primaires (dont six privées), une dizaine de collèges (dont trois privés), quatre lycées (dont deux privés). Certains jouissent d'une réputation flatteuse et M^{me} Roussel se félicite de ces « établissements qui enregistrent des taux de réussite de 95 % au bac ».

Rien d'étonnant, donc, si les agences immobilières s'adaptent aux préoccupations des parents. « Malheureusement, certaines trichent parfois avec les faits, soupire M^{me} Roussel. Elles indiquent qu'un logement se situe dans le voisinage de telle école alors qu'il n'est pas rattaché à elle. Entre la vérité déformée et la fausse information, la frontière est ténue. » Que les agences immobilières mettent en avant la bonne image des établissements en général, l'élue n'y est pas hostile. « Mais elles ne doivent pas « vendre » une école en particulier, insiste-t-elle. Une fois, j'ai dû intervenir auprès d'un promoteur : il mentionnait dans une plaquette publicitaire que l'une de ses résidences dépendait de l'école primaire Pasteur alors que c'était inexact. »

B. Bi.

L'Académie de médecine se prononce pour le maintien de l'accouchement sous X...

Cette mesure permet de « sauvegarder l'enfant »

Dans un rapport adopté à l'unanimité moins une abstention, mardi 18 avril, l'Académie de médecine demande le maintien de l'accouchement sous X..., dont la suppression

est réclamée par les associations militant pour le droit aux origines. Le nombre d'enfants « nés sous X... » a constamment diminué au cours de la décennie actuelle.

LES PARTISANS de l'accouchement sous X... viennent de recevoir le soutien de l'Académie de médecine. En adoptant, mardi 18 avril, à l'unanimité moins une abstention, le rapport présenté par le professeur Roger Henrion, l'Académie de médecine a clairement pris position en faveur de la possibilité, pour une femme, de demander le secret sur son identité lors de son accouchement. Le nombre d'enfants « nés sous X... » a constamment diminué au cours de la décennie actuelle : ils étaient 778 en 1991, 727 en 1993, 685 en 1995 et 615 en 1997.

Le débat a été relancé car la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, prépare une réforme du droit de la famille qui devrait aborder cette question (*Le Monde* du 9 novembre 1999). Pour s'opposer à l'accouchement sous X..., les associations militant pour le droit aux origines invoque la convention internationale des droits de l'enfant, qui précise que l'enfant a, « dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux ». Elles dénoncent surtout les dommages psychologiques liés au secret de la filiation.

Dans son rapport, l'Académie de médecine « rappelle » que l'accouchement sous X... « prend en compte la détresse de la mère, préserve sa liberté de décision et le choix de son avenir, et la met à l'abri de pressions, voire de menaces ». Surtout, précise-t-elle, sa « raison majeure est de sauvegarder l'enfant » en évitant les complications survenant au cours de la grossesse liées à l'absence de toute surveillance prénatale, les accouchements dans la clandestinité, les infanticides (quelques dizaines par an, selon le

rapport), les abandons trop longtemps différés « dont il faut souligner la nocivité ». « L'enfant, mal accepté, se trouve ballotté pendant des années entre différents placements, rendant de plus en plus difficile son adoption, souligne le rapport. (...) En revanche, les enfants nés sous X... se trouvent d'emblée placés dans une situation juridique permettant une adoption rapide ».

Pour justifier l'abrogation de l'accouchement sous X..., il faudrait, estime l'Académie de médecine, que les problèmes psychologiques rencontrés par les enfants qui recherchent, en vain, à percer le secret de leur origine soient « vraiment d'une fréquence et d'une gravité telles qu'ils contrebalancent les très graves conséquences pour la mère et l'enfant ». Pour cela, il faudrait, ajoute l'Académie, connaître « la proportion exacte d'enfant nés sous X... ayant exigé de connaître leurs origines ».

« UN CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ »

Dans leur rapport, les académiciens demandent l'amélioration des conditions de l'accouchement sous X... Ils jugent indispensable de « faire mieux connaître aux femmes en détresse, dès la prise de contact dans les services de gynécologie-obstétrique, les possibilités qui leur sont offertes d'accoucher dans le secret » et demande « respect et écoute » pour elles. Le rapport préconise la désignation d'un « référent » dans chaque service de gynécologie-obstétrique, chargé d'accompagner et de faciliter la prise en charge. L'Académie pense pouvoir ainsi s'assurer du « consentement éclairé » de la mère, éviter ou diminuer « les pressions sociales ou familiales » et peut-être « faire dispa-

raître l'indifférence ou la réprobation » dans lesquelles ces femmes « sont parfois accueillies dans les services hospitaliers ».

Le rapport demande l'application des mesures prévues par la loi du 5 juillet 1996 sur l'adoption, « dont les décrets d'application ne sont toujours pas parus » : respect du choix de la femme quant aux prénoms de l'enfant et obligation pour les responsables de l'aide sociale à l'enfance « de recueillir des éléments non identifiants d'ordre personnel ou médical qui seront utiles à l'enfant pour reconstituer le début de son histoire ». L'Académie estime, en effet, que « les enfants ont souvent plus besoin d'une histoire que d'une identité. » Par ailleurs, elle souhaite voir appliqués les dispositifs de cette même loi, qui a expressément prévu « la possibilité pour la mère qui le souhaiterait, des mois ou des années après son accouchement, de revenir sur sa décision et de laisser son nom ».

L'Académie suggère de s'assurer que la mère a « bien intégré ses droits », notamment celui de laisser son identité pour « ne pas fermer la porte à toute recherche de filiation », de « favoriser la concordance des intentions de la mère et de son enfant » (si la mère lève le secret, les travailleurs sociaux peuvent « en informer l'enfant né sous X... qui aurait fait une demande expresse, par écrit, de recherche de son origine »). Enfin, dans l'hypothèse où serait créé un « conseil indépendant pour la recherche des origines familiales », l'Académie souhaite qu'il ait les fonctions d'information, de médiation et de collecte des données sur le sujet.

Paul Benkimoun



EN CE MOMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

La consultation sur l'islam de France reçoit de nouveaux soutiens dans la communauté

M. Chevènement rend hommage aux responsables musulmans après la bavure de Lille-Sud

La deuxième réunion plénière des participants à la consultation sur l'islam de France, chargée de faire émerger une représentation nationale

pour les musulmans, a dressé, jeudi 20 avril, un premier bilan plutôt optimiste après trois mois de travaux. Deux nouveaux groupes de travail

doivent voir le jour : l'un sera consacré aux aumôneries musulmanes, l'autre à l'organisation de l'abattage rituel pour l'Aïd-el-Kébir.

« **ON AVANCE** » : c'est le commentaire soulagé et raisonnablement optimiste du ministère de l'intérieur, jeudi 20 avril, après la deuxième réunion plénière des partenaires de la consultation sur l'islam de France, qui tente de construire une instance représentative des musulmans.

Cette rencontre avait pour but de dresser un premier bilan des trois mois de débats et de réflexion des « groupes de travail mixtes », mis en place en février et réunissant des experts musulmans, des représentants des administrations concernées et des délégués de l'Association des maires de France (AMF). Les trois groupes de travail ont pour thèmes respectifs l'édification des lieux de culte, les structures associatives culturelles (autrefois dit la possibilité pour les associations musulmanes de se constituer en association loi de 1905) et le statut des ministres du culte.

Deux nouveaux groupes de travail devraient voir le jour prochainement : l'un consacré à la création d'aumôneries musulmanes (dans

les hôpitaux, les établissements pénitentiaires, les collèges et lycées, et, éventuellement, dans l'armée), l'autre à l'organisation de l'abattage rituel à l'occasion de l'Aïd-el-Kébir.

Ce dernier thème est particulièrement brûlant : cette année encore, les conditions d'abattage ont déclenché la colère de plusieurs associations de protection des animaux, au premier rang desquelles la Fondation Brigitte Bardot. Surtout, la France est menacée par la Commission européenne d'une « procédure d'infraction », si elle ne se met pas en règle avec les directives européennes (*Le Monde* du 3 avril).

« UNE ÉCLAIRCIE »

La réunion de jeudi aurait pu tourner à l'aigre. Le recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, avait organisé, samedi 15 avril, une réunion de 2 500 musulmans à la Mutualité, qui ressemblait fort à une démonstration de force. Il y avait exprimé ses « inquiétudes » face à l'émergence d'une représentation de l'islam qui « banaliserait

la Mosquée de Paris ». Une phrase prononcée par Jean-Pierre Chevènement, au cours de son allocution de jeudi devait apaiser ses craintes : « Il est parfaitement clair que les consultés sont dans des situations très différentes (...) quant au nombre de fidèles qu'ils peuvent prétendre représenter. Ces différences devront naturellement jouer quand il s'agira d'adopter le projet d'instance représentative élaboré (...) ». Au sortir de la réunion plénière, le recteur de la Mosquée de Paris évoquait « une éclaircie ».

La consultation a reçu jeudi deux nouveaux soutiens. La Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles a signé la déclaration soumise par le ministre aux représentants musulmans. Elle rejoint donc la consultation. Surtout, Tariq Ramadan, qui vit en Suisse et personnage central de l'islam de France par l'influence qu'il exerce sur les jeunes musulmans, a apporté un appui décisif à la dynamique lancée par le ministre de l'intérieur. Dans une tribune au *Monde* du 21 avril, il affirme : « Il faut prendre

acte de cette démarche volontariste, dont le souci avoué serait uniquement d'accompagner et de faciliter le processus d'organisation. Essayons ! »

Ce ralliement pourrait vaincre les réticences des associations de jeunes musulmans, qui ont d'abord vu dans la consultation Chevènement « une démarche discriminatoire qui légitime le climat de suspicion envers l'islam et les musulmans de France » (dans la revue *Islam de France*, à paraître en mai 2000).

Au cours de la même réunion, Jean-Pierre Chevènement a rendu hommage au « sens civique » des responsables musulmans de Lille après la mort de Riad Hamlaoui, en présence de plusieurs d'entre eux, dont le recteur Amar Lasfar. Il a annoncé l'organisation en juin d'un colloque sur « l'islam dans un espace laïque », à l'intention de 400 élus de villes où vit une importante population musulmane. La prochaine réunion plénière des partenaires de la consultation est fixée au 7 septembre.

Xavier Ternisien

La directrice des RG de l'Isère relâchée à l'issue de sa garde à vue

L'affaire concerne la déstabilisation d'un magistrat

LA DIRECTRICE des Renseignements généraux (RG) de l'Isère, Brigitte Henri, placée en garde à vue, mercredi 19 avril, dans le cadre d'une enquête conduite par le juge d'instruction versaillais, Jean-Marie Charprier pour atteinte à la vie privée d'un magistrat de Montluçon (Allier), a été relâchée, vendredi 21 avril, sans qu'aucune poursuite ne soit engagée à son encontre (*Le Monde* du 21 avril). Le directeur de cabinet du directeur général de la police nationale, Yves Bertrand, a été convoqué, vendredi matin, en qualité de témoin au titre de ses fonctions de responsable national des RG de 1992 à 2000.

Le juge Charprier tente d'identifier les auteurs de la diffusion d'une cassette vidéo présentant le magistrat de Montluçon, Etienne Fradin, debout sur une table, dansant dans une tenue peu conforme à la bienséance, au cours d'une fête réunissant, le 27 juillet 1997, une centaine de personnes. Cette cassette a été envoyée à la chancellerie, à plusieurs magistrats et à des avocats. Le magistrat versaillais semble estimer que les RG ont joué un rôle dans l'envoi de cette vidéo destinée à déstabiliser le juge Fradin, qui instruisait une affaire au cours laquelle avait été évoqué le rôle des RG dans le monde des jeux.

Ce dossier concernait les conditions d'achat, en 1992, du casino de Nérès-Les-Bains (Allier) par

l'ancien député (RPR) Georges Tranchant. Le juge enquêtait sur la possible existence de faits de corruption qui aurait permis à ce dernier de remporter l'appel d'offres. M. Tranchant fut incarcéré pendant quinze jours avant de bénéficier d'un non-lieu. En marge de cette affaire, les enquêteurs avaient découvert la présence d'un ancien malfaiteur, Christian Lestavel, qui affirmait avoir travaillé comme « taupe » dans le monde des casinos pour le compte des RG afin de livrer des informations sur les relations entre le milieu criminel et le secteur lucratif des jeux. Son « agent traitant », alors sous directeur des RG chargé de « l'animation opérationnelle », avait confirmé ses dires.

Le juge Charprier a entendu, jeudi 20 avril, M. Lestavel afin de l'interroger sur l'implication des RG dans la diffusion de la cassette. L'ancien malfaiteur avait été l'un des destinataires de la vidéo et avait reçu des menaces de mort. Ses déclarations ne paraissent pas avoir étayé les soupçons qui pesaient contre M^{me} Henri qui avait été dénoncée par une simple lettre anonyme. « A aucun moment, nous a déclaré son avocat, M^r Lef Forster, je n'ai douté que cette garde à vue conduirait à sa remise en liberté puisque ma cliente n'a rien à voir avec cette affaire. »

Jacques Follorou

Supplément d'information dans l'affaire Bardet

LA COUR D'APPEL de Paris a ordonné, jeudi 20 avril, un supplément d'information concernant les époux Bardet, poursuivis pour « travail clandestin », dans une affaire apparentée à l'esclavage moderne ». La cour a pris cette décision « en raison de l'insuffisance notoire de l'enquête » - aucune instruction n'avait précédé le procès en première instance - et fixé une nouvelle audience au 21 septembre. Éditeur et fils du fondateur des éditions du Seuil, Vincent Bardet et son épouse, Aminata, étaient soupçonnés d'avoir employé de 1994 à 1998, dans des conditions indignes et sans la payer, Henriette Silvana, une jeune Togolaise. Lors du procès en première instance, le 10 juin 1999, les époux Bardet avaient été condamnés à un an d'emprisonnement dont cinq mois ferme, 100 000 francs d'amende chacun et trois ans de privation de leurs droits civiques, civils et de famille, ainsi qu'à 100 000 francs de dommages-intérêts. Lors de l'audience en appel, le 3 février, l'avocat général avait requis les mêmes peines d'emprisonnement et un doublement des amendes.

Plusieurs syndicats défendent les réformes de l'école

UNE DIZAINE D'ORGANISATIONS représentant la communauté éducative (FEN, FAEN, SGEN-CFDT, Ligue de l'enseignement, FCPE, PEEP, UNL, Cahiers pédagogiques...) ont rendu public, jeudi 20 avril, un texte appelant à poursuivre la « transformation en profondeur de l'école pour la réussite de tous les jeunes ». Ils y réaffirment la nécessité de continuer les réformes engagées au lycée : aide individualisée, droits des élèves, révision des programmes, travaux personnels encadrés (TPE), évolution du baccalauréat. Pour sa part, le SNES-FSU a demandé à Jack Lang de revenir sur plusieurs aspects des réformes : horaires des élèves, arrêt des TPE ou des travaux croisés au collège, non généralisation de l'éducation civique, renoncement à l'introduction du contrôle continu au bac. Le ministre a annoncé que le projet de rénovation de la formation des enseignants fera l'objet d'« une nouvelle concertation ».

DÉPÊCHES

■ **GUYANE** : au moins six personnes étaient portées disparues, et une décédée, jeudi 20 avril, au lendemain du glissement de terrain qui a enseveli une usine de produits laitiers dans la banlieue de Cayenne, en Guyane (*Le Monde* du 21 avril). Le drame s'est produit à l'entrée d'un virage qui, au moment de sa construction, avait conduit à boucher une source s'écoulant à proximité.

■ **ENVIRONNEMENT** : Eric Petetin a été mis en examen, jeudi 20 avril à Pau, pour dégradation volontaire et opposition à exécution de travaux publics par voies de fait ou violence à la suite d'incidents survenus lundi 17 avril sur le chantier du contournement routier qui mène au tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Contraint de subir une expertise psychiatrique, le militant écologiste estime que « ça les arrangeait de me faire passer pour quelqu'un de fou ou doté d'un psychisme douteux ».

■ **VILLE** : Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, « s'indigne », dans un communiqué publié le 20 avril, des déclarations du maire du 8^e arrondissement de Paris s'opposant au projet de rénovation de la sectorisation des lycées (*Le Monde* du 21 avril). « Oser dire que les élèves des quartiers populaires sont « une clientèle de gens fauteurs de troubles [par lesquels] on a peur d'être contaminé » relève du fantasme et de la démagogie », souligne M. Bartolone, en défendant la « mixité sociale ».

■ **RACISME** : le local des Verts à Montpellier (Hérault) a été sacqué, jeudi 20 avril, après une réunion animée, la veille, par le porte-parole Stéphane Pocrain, sur la proposition de loi des Verts concernant le vote des étrangers. Des croix gammées et des slogans tels que « *Dehors les négros, vous n'aurez jamais le droit de vote !* » ont été inscrits sur les murs. Des dégradations de même nature ont été commises, mercredi, dans le local de la Cimade, à Montpellier.

AUJOURD'HUI, IL EST PLUS FACILE DE FAIRE LA TOURNÉE DES BOURSES QUE LA TOURNÉE DES BARS.

Grâce au site des Echos, accéder aux places boursières est devenu la chose la plus simple du monde. D'un clic et gratuitement, vous obtenez le détail des valeurs et les indices boursiers. Vous avez accès à tous les marchés, aux analyses en continu des séances boursières, aux palmarès des hausses et des baisses et au détail complet de chaque valeur cotée. Vous pouvez aussi surveiller l'évolution de votre portefeuille. Plus besoin de chercher l'information, c'est l'information qui vient à vous.

Les Echos

Bercy broie du noir

POURQUOI Laurent Fabius a-t-il eu tant de mal à constituer son cabinet ? Durant les quinze jours qui ont suivi sa nomination, le 27 mars, aux commandes du ministère des finances, la question, en apparence anecdotique, a alimenté d'innombrables rumeurs dans le microcosme de Bercy. Chacun y est allé de son explication. « Il se souvenait de l'erreur majeure, commise en d'autres temps par Pierre Bérégovoy qui avait voulu aller trop vite et avait choisi Alain Boubil comme directeur. Il a, lui, voulu prendre son temps », risque un proche de l'ancien premier ministre. « Son arrivée à Bercy était totalement imprévue, il n'avait pas d'équipe toute prête pour travailler avec lui. Il a donc fallu qu'il la constitue », avance un autre fabiusien. « Entre les collaborateurs de Laurent Fabius à l'Assemblée nationale, à qui il a fallu expliquer qu'ils ne le suivraient pas à Bercy, et ceux du cabinet sortant de Christian Sautter, qui étaient pressés de partir, les premiers jours ont forcément été agités », argue un troisième. Enfin, la vie de cabinet, très difficilement compatible avec la vie de famille, attire, de moins en moins les jeunes générations. « Il faudra bien se pencher sur ce problème un jour ou l'autre », confie un conseiller de Matignon.

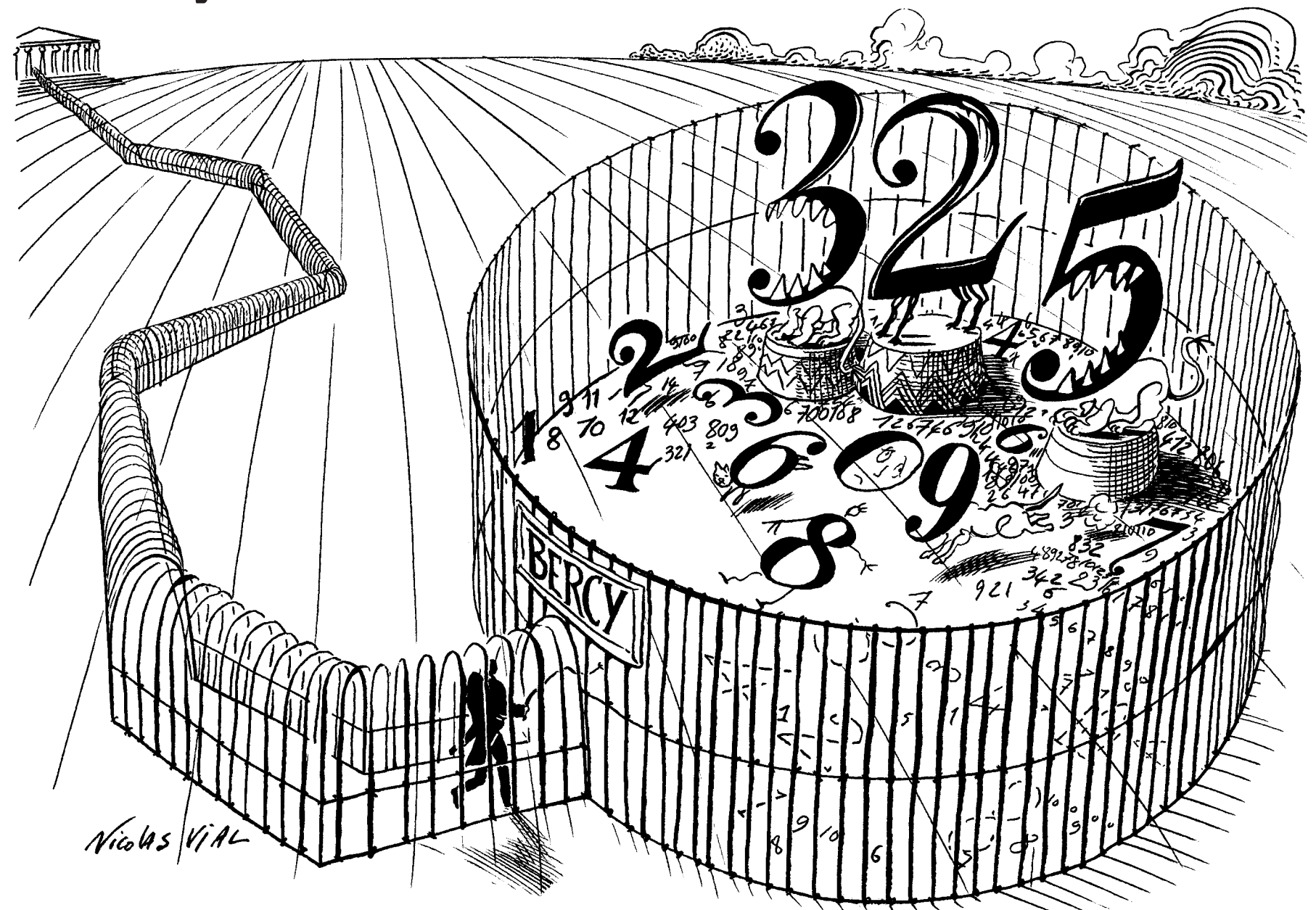
Sans doute... Tout cela a sûrement pesé. Et, par surcroît, le hasard a mal fait les choses : à peine nommé directeur du cabinet, Jean Bassères, jusque-là directeur de la comptabilité publique, a démissionné - pour raisons personnelles -, contraignant le nouveau ministre à se chercher un nouveau bras droit. Il n'empêche. Avec son aura d'ancien premier ministre, sa compétence en matière économique, avec le poids qu'il risque de prendre dans le gouvernement de Lionel Jospin, Laurent Fabius n'aurait dû avoir que l'embarras du choix pour constituer une équipe et choisir le directeur de son cabinet. Pourtant il a été à la peine, comme jamais aucun de ses prédécesseurs ne l'avait été. On ne se battait pas dans les grandes directions du ministère pour décrocher les meilleures places auprès d'un ministre pourtant « attractif » : il a fallu de nombreuses pressions pour que Jean Bassères accepte le poste, naguère très convoité, de directeur du cabinet, et, après sa démission, Laurent Fabius a été contraint de promouvoir précipitamment le jeune directeur adjoint, Bruno Crémel, trente-quatre ans. « C'est absolument sans précédent au ministère des finances. Ce n'est peut-être qu'une péripétie, mais elle est révélatrice de la crise grave que traverse la haute fonction publique de Bercy », commente un haut fonctionnaire.

Une crise grave... On n'a parlé le plus souvent que de la grande « déprime » des agents, à la lumière notamment du dernier conflit social de l'administration fiscale ; mais il n'y a pas que la troupe, à Bercy, qui s'inquiète pour son avenir. Même si on en parle moins, le haut encadrement, lui aussi, broie du noir et traverse de violentes turbulences - des turbulences totalement inédites, qui affectent toutes les grandes directions de la maison et expliquent la mésaventure fabiusienne (*Le Monde* daté 15 avril).

Ces états d'âme trouvent leur origine dans le bouleversement, ces dernières années, du rôle de l'Etat : autrefois omnipotent, véritable citadelle au cœur de l'Etat, le ministère des finances a, au fil des ans, perdu de sa superbe. Il y a encore vingt ans, tout frais émoulu de l'Ecole nationale d'administration (ENA), on pouvait venir y faire carrière. Quelques années dans une direction de la maison - de préférence à la très prestigieuse direction du Trésor -, puis un passage en cabinet ministériel, et le tour était joué : l'énarque pouvait, avec ce tremplin, finir sa carrière comme chef de service, voire directeur d'une administration centrale, ou bien passer aux commandes de l'une des très nombreuses entreprises publiques.

Les règles du jeu ont totalement changé. Avec l'Europe, la direction du Trésor a dû renoncer à une bonne partie de ses prérogatives, notamment la définition de la politique monétaire. Avec les privatisations, qui se sont multipliées, elle a aussi perdu le contrôle des entreprises.

Résultat : Bercy a commencé à subir une crise des vocations, qui n'a fait que s'accroître avec le « désamour » des Français pour leur Etat. Au fil des ans, il leur est apparu



Les difficultés de Laurent Fabius pour constituer son cabinet ont révélé une profonde crise de vocation parmi les hauts fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances. Voyage au cœur d'une citadelle en péril

de moins en moins crédible, ses serviteurs ont perdu de leur prestige. Le scandale du Crédit lyonnais, qui a mis en lumière les faiblesses de la forteresse Bercy et la responsabilité dans cette affaire de l'un de ses dignitaires, l'ancien directeur du Trésor Jean-Yves Haberer, a largement décrédibilisé la machine publique. « En 1993, quand je suis arrivé au Trésor, c'était encore une direction très créative. Il y avait la réforme des marchés financiers et la mise en route de l'euro. Et puis, il y a eu l'affaire du Crédit lyonnais. Cela a été un véritable traumatisme. Aujourd'hui, le Trésor est une direction enkystée, enfermée dans ses procédures, qui n'arrive plus à attirer de jeunes talents »,

considère un inspecteur des finances. « Je suis arrivé au Trésor avec deux autres personnes, en 1994. Aujourd'hui, aucun de nous trois n'y est encore. Et aucun n'y retournera », ajoute un autre inspecteur des finances.

Cette amertume est logique : progressivement, l'influence de l'Etat sur l'économie a diminué tandis que le marché, lui, prenait une place croissante. La réhabilitation de l'entreprise dans les années 80, et des perspectives de salaire autrement plus alléchantes dans le privé que dans le public ont fait le reste. A la fin des années 80, l'hémorragie a commencé. Elle n'a cessé, ensuite, de s'accroître. Le ministère des finances s'est, en quelque sorte, vidé de sa substance. Et de cela, les hauts fonctionnaires qui sont restés ne cessent de parler. Dès qu'on évoque avec eux le douloureux sujet du déclin de Bercy, ils égrènent, mi-énervés, mi-dépité, l'interminable liste des départs, comme s'ils portaient le deuil de leurs anciens camarades de promotion. Celui de Pierre Mariani, aujourd'hui à la tête de la Banexi ; celui de Marc-Antoine Autheman, passé au Crédit agricole ; ceux de Jérôme Calvet ou de Thierry Aulagnon, désormais à la Société générale ; de Patrick Suet, parti un temps pantoufler chez Elf ; de Jean-Pascal Beaufret, embauché par Alcatel... Bref, « le vivier s'est asséché », résume un directeur. Beaucoup ont fait leurs valises, d'autant que la très lourde hiérarchie du ministère des finances paraissait de plus en plus décourageante.

Dans ce contexte peu mobilisateur, l'Etat, à son insu, a lui-même, accéléré le processus. Avec l'idée de modérer la fuite de ses jeunes talents, il a mis en place un dispositif visant à réglementer le passage du public au privé, lequel s'est avéré totalement contreproductif. Trop rigide, il a de fait incité les partants non à rester, mais à... partir encore plus vite ! La loi Sapin du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, a en effet instauré une commission de la déontologie. Effective depuis 1995, elle a pour mission, selon ses propres termes, d'examiner « si les activités privées que [les fonctionnaires] envisagent d'exercer ne sont pas incompatibles avec leurs précédentes fonctions administratives ».

La commission de déontologie se réfère à deux cas d'incompatibilité.

Le premier, d'inspiration pénale, concerne les liens qui ont existé au cours des cinq dernières années entre le fonctionnaire et l'entreprise dans laquelle il souhaite travailler : s'il était chargé de la surveiller, de la contrôler, ou encore de passer des marchés ou des contrats avec elle, il y a incompatibilité. Le second cas concerne les liens susceptibles de s'établir entre l'administration et l'entreprise embauchant l'un de ses membres. En clair, la commission doit évaluer s'il existe un risque que l'exercice d'une activité privée compromette le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service public dans lequel

de déontologie ne les laisse pas partir travailler au sein de groupes français », précise un directeur de Bercy. Et de citer le cas de l'ancien directeur du cabinet de Jean Arthuis, Christian Noyer, lequel n'a pu aller à la Caisse nationale de prévoyance et s'était mis à étudier des offres de banques allemandes et japonaises, avant, finalement qu'on lui propose de devenir vice-président de la Banque centrale européenne.

« Ces affaires ont suscité un tel traumatisme au ministère des finances que de nombreux hauts fonctionnaires en herbe en ont vite tiré la leçon : ils ont compris qu'en montant dans la hiérarchie du ministère, ils

« L'affaire du Crédit lyonnais a été un véritable traumatisme. Aujourd'hui, le Trésor est une direction enkystée, enfermée dans ses procédures, qui n'arrive plus à attirer de jeunes talents »

Un inspecteur des finances

l'intéressé travaillait précédemment.

La commission de la déontologie traite de plus en plus de dossiers : 892 en 1999, contre 813 en 1998, 726 en 1997, et 646 en 1996. « C'est parce que la loi est mieux connue », considère-t-on à la direction de la fonction publique. En 1999, 10 demandes de passage au privé ont été refusées par la commission, et 131 ont été acceptées sous conditions. L'année précédente, ces chiffres étaient, respectivement, de 15 et 87.

Il y a donc une autre liste que ressassent, entre eux, avec tout autant d'amertume, les hauts fonctionnaires restés fidèles au poste : celle de leurs anciens collègues qui, voulant passer dans une entreprise ont connu d'interminables ennuis, à cause de cette commission de la déontologie, ou à cause, tout simplement du code pénal. Tel le même Jean-Pascal Beaufret, dont la nomination au Crédit foncier fut cassée au terme d'un arrêt du Conseil d'Etat. Tel encore Thierry Aulagnon, qui a connu, à ce titre, des démêlés judiciaires lors de son passage au GAN... « On en arrive à une aberration : certains partent travailler pour des entreprises étrangères parce que la commission

risquaient de se fermer ensuite les portes du privé », constate un cadre dirigeant du ministère.

L'hémorragie s'est donc accélérée et concerne des hauts fonctionnaires de plus en plus jeunes. C'est aussi l'une des raisons qui nourrit leurs réticences à l'égard des postes de directeurs de cabinet, car ces derniers ont de facto beaucoup de mal à rebondir une fois leur mission terminée. « Je me suis arrangé avec mon homologue pour prendre en charge des dossiers qui ne me bloqueraient pas dans un éventuel passage au privé », confie un ancien directeur adjoint du cabinet d'un ministre de l'économie et des finances.

Circonstance aggravante : l'Etat ne se soucie guère de ce problème de gestion des carrières de ses hauts fonctionnaires. Il n'y a donc aucune raison pour que la fuite des cerveaux se ralentisse. La croissance aidant, les opportunités dans le privé se multiplient. « Le nombre de dossiers que traite la commission de déontologie est directement corrélé à la conjoncture », considère-t-on à la direction de la fonction publique.

La nouvelle économie et les start-up exercent aussi leurs charmes sur les hauts fonctionnaires. Ceux qui, âgés de trente-cinq ans aujourd'hui, avaient donc choisi de faire l'ENA

au milieu des années 80, retrouvent, avec la sortie de la crise, de jolies possibilités de carrière dans le privé. Certains n'attendaient d'ailleurs que ça depuis quelques années. Car le choix d'épouser une carrière de haut fonctionnaire ne répond pas toujours à une vocation.

LES chiffres de candidats au concours de l'ENA sont, à cet égard, éloquentes : à chaque crise, les vocations pour l'école se multiplient, à chaque sortie de crise, elles se font plus timides. Ils étaient 487 en 1989 à participer aux épreuves écrites du concours externe de l'ENA. Un chiffre en régression par rapport aux années précédentes, qui n'a, ensuite, cessé d'augmenter pour atteindre 722 en 1996. En 1997, la reprise n'est pas encore certaine : 707 jeunes se présentent aux épreuves. Un an plus tard, l'heure est à l'optimisme : ils ne sont plus que 577 à s'attaquer à ces examens. En 1999, la confiance est là, et le nombre de concourants tombe à 494.

Pour couronner le tout, les fantasmes « loupés » de ces derniers mois sont venus renforcer la désaffection des jeunes hauts fonctionnaires à l'égard de Bercy. D'abord celui de la « cagnotte », ces surplus fiscaux que le gouvernement a donné l'impression de vouloir cacher. « L'affaire de la cagnotte a été pour la direction du budget ce que le scandale du Crédit lyonnais a été pour le Trésor », commente un inspecteur des finances. Et puis, il y a eu le « loupé » de la réforme du ministère, qui a causé le départ de Christian Sautter et a été très mal vécu par l'encadrement supérieur du ministère. « Comment voulez-vous que l'on ait envie de servir l'Etat si on a l'impression que l'on ne peut rien faire pour le réformer ? », lance, profondément désabusé, un des directeurs de la maison.

Bref, c'est une crise aux multiples ressorts qui lézarde la forteresse Bercy. Comme le monde change, comme l'Etat n'est plus ce qu'il était, les mentalités évoluent. Et il arrive que certains hauts fonctionnaires pensent plus souvent à « se servir qu'à le servir », selon le mot d'un ancien directeur. « C'est la trahison des clercs », ajoute-t-il. Et pour tous les autres, un terrible découragement s'est installé...

Virginie Malingre
et Laurent Mauduit
Dessin : Nicolas Vial

Brésil : le demi-millénaire de la grande fracture

par Damien et Domitille Hazard

LA commémoration des cinq cents ans du Brésil provoque, en arrière-plan des festivités officielles, un tollé au sein de la société civile organisée. Jamais la dualité du peuple brésilien n'a été tant manifeste.

Vingt-deux avril 1500 : le navigateur portugais Pedro Alvares Cabral et son équipage abordent une terre inconnue. Sur la plage, des êtres étranges apparaissent. « Ils marchent nus, sans rien pour les couvrir, ni même leur propre honte. Et par-dessus cela, ils sont tellement innocents... », raconte Pero Vaz de Caminha, écrivain de la flotte, dans sa lettre au roi du Portugal annonçant la découverte d'un nouveau monde.

Vingt-deux avril 2000 : sur ce site historique, devenu la ville de Porto Seguro, dans le sud de l'Etat de Bahia, le Brésil commémore ses cinq cents ans d'existence. On y retrouve les Indiens et les Portugais – cette fois représentés par leur président Jorge Sampaio, seul chef d'Etat étranger invité, qui arrive par la mer accompagné de plusieurs dizaines d'embarcations parties de Lisbonne pour retracer la route empruntée par Cabral. Ils sont rejoints par les principaux acteurs qui concourent désormais à l'histoire du pays : le gouvernement fédéral (il y transfère son siège l'espace d'un jour), l'élite bré-

silienne, l'Eglise catholique, les organisations populaires et les mouvements noirs.

L'innocence, elle, n'est plus au rendez-vous. Un immense fossé, creusé durant cinq siècles par une succession de malentendus, sépare en effet deux mondes en ces mêmes lieux et date.

D'un côté, sous le feu des projecteurs, le gouvernement et la classe aisée (blanche), appuyés par la puissante chaîne de télévision Globo, fêtent la « découverte » du Brésil, rendant de vibrants hommages aux colonisateurs et clamant à tous vents l'épopée métisse de ses habitants. Ils n'ont pas manqué de rappeler la date, ayant installé depuis plus d'un an, dans toutes les grandes métropoles du pays, des horloges géantes qui ont égrené le compte à rebours ; de construire à quelques kilomètres de Porto Seguro un musée de l'Indien, un village modèle indigène et un centre artisanal Pataxo (du nom de l'une des tribus de la région). Ils n'ont pas manqué non plus de décliner Cabral en mémorial, en compétitions sportives.

Sur le petit écran, le feuilleton « La Muraille » qui retrace les premiers pas de la rencontre épique des civilisations portugaise et indigène, remporte un franc succès, tout comme au Portugal d'ailleurs.

« Je comprends que, eux, ils fassent la fête : ils commémorent

leurs victoires », remarque Nailton Muniz, président du conseil des caciques du peuple Pataxo Ha Ha Hae, descendants des premiers Indiens qui furent en contact avec les colonisateurs. « C'est tout simplement du lusocentrisme ! », renchérit l'anthropologue bahianaise Celene

Evalué à plus de cinq millions avant l'arrivée des Portugais, le nombre des Indiens avoisine aujourd'hui les trois cent mille (répartis en quelque deux cents peuples, contre environ neuf cents auparavant)

Fonseca. « En prétendant célébrer la « lusitanité » et non la « brasilité », le gouvernement a agi ouvertement comme l'héritier des colonisateurs, remettant en cause l'essence même du pays. »

Pour Luiz Alberto, coordinateur du Mouvement noir unifié (MNU), le plus ancien et le plus important mouvement politique noir du Brésil, « c'est comme si les Allemands en venaient à fêter le début de l'Holocauste... ».

Ensemble et tant bien que mal, des centaines d'organisations et de mouvements populaires, indigènes, noirs et ecclésiastiques, ainsi que des syndicats et des partis politiques

d'opposition, s'indignent. La bannière qui les unit est pour le moins évocatrice : « 500 ans de résistance indigène, noire et populaire ». On les appelle encore le mouvement des « Outros 500 » (« Autres 500 »).

Commencée en 1989 à Bogota, la campagne prit forme lors de ren-

contres continentales des peuples indiens, d'abord à Quito (Equateur) puis à Guatemala Ciudad. Elle contraignit les gouvernements hispano-américains – à l'exception de celui de Saint-Domingue – à ne pas rendre hommage à Christophe Colomb sur leur territoire en 1992. La grande fête ne se déroula qu'à Séville, en Espagne. Mais cela ne fit en rien reculer le gouvernement brésilien qui, par contrecoup, provoqua le lancement officiel du mouvement de protestation le 22 avril 1999. Les Autres 500 évoquent « l'invasion du Brésil » et exposent une autre version de l'Histoire. Selon eux, la colonisa-

tion européenne est responsable d'un « génocide ». Evalué à plus de cinq millions avant l'arrivée des Portugais, le nombre des Indiens avoisine aujourd'hui les trois cent mille (répartis en quelque deux cents peuples contre environ neuf cents auparavant).

Quant à l'abolition de l'esclavage, décrétée tardivement (1888), elle aurait répondu au choix même du système esclavagiste blanc : motivée par l'abandon de la prise en charge des personnes âgées et des enfants en bas âge, elle ne fut jamais accompagnée par une redistribution des moyens de production. C'est dire que le 12 mai, qui marque cet anniversaire, n'est aujourd'hui commémoré que par le gouvernement. On lui préfère notamment le 20 novembre, Jour de la conscience noire, en hommage au grand leader Zumbi du « Quilombo de Palmares », la plus grande communauté de fugitifs du pouvoir colonial, vaincu et tué le 20 novembre 1695.

Mais au-delà des interprétations différentes de l'histoire du pays, avec ses luttes, ses héros et ses dates nationales, ce sont aussi deux visions divergentes de la réalité sociale actuelle qui s'expriment et s'affrontent. Aux clichés de démocratie raciale et d'harmonie sociale s'oppose un triste panorama. Y figure en bonne place l'extrême inégalité des revenus : la moitié des Brésiliens vit en dessous du seuil de pauvreté et 28 % dans la misère (données de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, 1999), alors que 10 % des habitants possèdent 41 % de la richesse nationale (rapport mondial sur le développement humain – PNUD – 1997). Mais aussi le contraste des chances d'insertion sociale : l'Université fédérale de l'Etat de Bahia, par exemple, compte moins d'un Afro-descendant sur dix étudiants, pour une population noire à plus de 80 % dans Salvador de Bahia. Sans oublier le chômage croissant, la défaillance des services de santé et d'éducation publique, qui contribuent à perpétuer la situation d'exclusion sociale des Afro-descendants.

Dans ce sombre palmarès, il ne faut pas omettre les violations permanentes des droits de l'homme telles que les exactions des Escadrons de la mort dans toutes les grandes villes et la stérilisation des femmes indiennes (ainsi, une ac-

tion en justice a été engagée en 1998 contre le député fédéral Roland Lavigne, appartenant à la majorité gouvernementale, pour ses pratiques à l'encontre des tribus du sud de Bahia). Ou encore la partialité de la justice – comme dans le cas du leader indien Galdino brûlé vif par des jeunes de bonnes familles, à Brasília, en avril 1997 – et l'impunité des crimes, à l'image du massacre de dix-neuf travailleurs sans-terre par la police de l'Etat du Para, à Eldorado de Carajas, en avril 1996.

Le droit à la terre, d'autre part, est une revendication séculaire. Le Mouvement des sans-terre, qui a réalisé deux cent cinquante occupations de terre l'an dernier, critique la lenteur de la réforme agraire et intensifie cette année les campements sauvages sur les fazendas (grandes propriétés terriennes). Les peuples indigènes, de leur côté, se battent encore pour la démarcation de leurs terres : prévue pour 1993, elle n'est pas arrivée à mi-parcours, ce qui a poussé les organisations indiennes à lancer en 2000 une campagne internationale sur le thème. Même les descendants des premières tribus en contact avec les colonisateurs mènent un combat acharné pour « reconquérir » le mont Pascoal, première terre aperçue par les Portugais...

Afin de rendre visibles leurs diverses luttes, les Autres 500 espèrent être cent mille à Porto Seguro, non loin des festivités officielles. Sont prévus notamment une conférence nationale des peuples indigènes, un rassemblement du Mouvement des sans-terre, mais aussi, le 26 avril, à l'occasion de l'anniversaire de la première messe célébrée au Brésil et des cinq cents ans d'évangélisation, une demande de pardon de l'Eglise catholique pour les abus commis à l'encontre des Indiens et des Noirs durant le processus de colonisation.

Damien Hazard est économiste, coordinateur général de l'organisation non gouvernementale brésilienne Vida Brasil, directeur régional (Etats de Bahia et Sergipe) de l'Association brésilienne des ONG (Abong).

Domitille Hazard est journaliste indépendante.

AU COURRIER DU MONDE

EFFECTIFS SCOLAIRES

Aucun syndicat ni parti n'est à lui seul représentatif de ce que vit un élève aujourd'hui en échec scolaire, un parent désinformé, un prof aigri ou crevé.

Quels que soient son bord politique, son appartenance idéologique, son âge, son lieu d'exercice, toute personne de bon sens sait pourtant que le seul moyen de sauver notre école était, dans les classes, de réduire les effectifs. Que toute mesure ne prenant pas en compte le réel problème qui est celui du nombre des élèves (et non pas celui des heures, des postes ou des matières) est soit utopique, soit inconsciente, soit malveillante...

Dans dix ans, dans vingt ans, je ne veux pourtant pas entendre : « C'est la faute des élèves. » Car je ne me fais plus aucune illusion : ceux qui ont choisi de régler ainsi le problème du nombre à l'école, comme ils le règlent déjà à la télévision, ont déjà imaginé la manière de le régler plus tard, sur le marché du travail. Qu'ils prouvent le contraire, en ayant le courage démocratique d'écouter réellement, au lieu de chercher à distraire, contourner, endormir ou récupérer. (...)

Roland Thevenet
Lyon

TRAVAIL FORCÉ

Vous avez publié un court article (*Le Monde* daté 26-27 mars) sur l'accord conclu jeudi 23 mars à Berlin entre l'Allemagne et les Etats-Unis concernant l'indemnisation des travailleurs forcés sous le nazisme.

Afin que ne subsiste aucun doute dans l'esprit des lecteurs, il faudrait préciser que, contrairement à ce que l'on semble croire, les travailleurs français victimes de la réquisition pour la « relève » des prisonniers de guerre, soit en

vertu de la loi du 4 septembre 1942 et ses textes d'application, soit d'après la loi du 16 février 1943 sur le service du travail obligatoire, ne sont pas concernés par cet accord. Celui-ci ne vise que des anciens travailleurs forcés naturalisés depuis lors américains et des travailleurs contraints, originaires de certains pays de l'Est occupés par l'Allemagne et soumis à ses dispositions légales.

Georges Demay
Yerres (Essonne)

LA PRUDENCE DES BANQUIERS

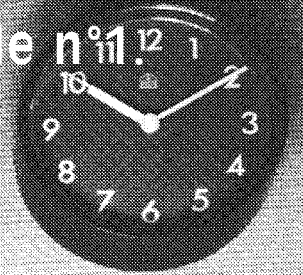
Je trouve scandaleux les propos démagogiques de Martine Aubry qui tendent à dresser bien inutilement les candidats entrepreneurs contre les banquiers (*Le Monde* du 13 avril).

Elle oublie, sans doute volontairement, que les banquiers ne sont pas des commanditaires et que l'argent qu'ils prêtent appartient à leurs déposants, lesquels doivent pouvoir en disposer à tout moment, et que cela leur impose des règles bien connues de prudence.

N'a-t-on pas vu des banques être poursuivies pour « soutien abusif » lorsque ces règles n'avaient pas été observées ? En particulier, les prêts bancaires doivent être sécurisés par l'existence de fonds propres suffisants chez l'entreprise emprunteuse. Il appartient donc, en premier lieu, aux créateurs d'entreprises de constituer, par leur apport personnel et celui de leurs actionnaires éventuels, ces fonds propres, démontrant ainsi leur foi en leur projet. Faire croire que la banque devrait se substituer aux entrepreneurs-actionnaires pour fournir ces fonds n'est que pure démagogie.

C. Gizard
par courrier électronique

Au moment d'investir en Bourse sur Internet, comptez plutôt sur le n°1



1 action du CAC 40 offerte à hauteur de 655 F, soit 100 euros

N° VERT : 0 800 10 15 20 / WWW.e-cortal.com

Sur Internet, pour pouvoir gagner en Bourse, il n'y a pas de miracle, mais une solution : e-cortal.com. Aujourd'hui, avec 40% des investisseurs on line en France qui lui font confiance⁽¹⁾, 95% de clients satisfaits⁽²⁾, 9 bourses internationales accessibles en direct et une tarification parmi les plus attractives du marché, Cortal est le n°1 français de la Bourse sur Internet. Vous hésitez encore ?

(1) Source JP Morgan, février 2000. (2) Etude IFOP, octobre 1999. 95% des clients qui ont un compte Bourse chez Cortal sont satisfaits.

Je souhaite recevoir, sans engagement, un dossier d'information sur le Service Bourse de Cortal.

Nom _____
Prénom _____ Date de naissance _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. dom. _____ Tél. bur. _____ E-mail _____

Transmettez vos coordonnées par fax au 01 47 38 96 20, par courrier sans l'affranchir à Cortal, libre réponse 41, 92529 Neuilly-sur-Seine cedex

Suite à cette offre, et par l'intermédiaire de Cortal, vous pouvez être contacté téléphoniquement par Cortal ou être amené à recevoir par courrier des documents et des offres émanant d'autres sociétés. Si vous ne souhaitez pas recevoir de telles propositions, il vous suffit de nous le signaler en indiquant clairement vos nom, prénom et adresse.

CORTAL
PLUS D'OCCASIONS
DE GAGNER PLUS

Information et rumeurs au Rwanda

par Gérard Prunier

Existe-t-il un « rapport interne de l'ONU classé confidentiel » qui mettrait en cause le président rwandais, le général Paul Kagame, dans l'assassinat de son prédécesseur Juvénal Habyarimana ? Après d'autres - la *National Post* (Canada) avait « ouvert le feu » le 1^{er} mars -, *Le Monde* (19 avril) reprend largement cette thèse.

Ce « rapport de trois pages » n'est en fait qu'un mémo et non le produit d'une longue enquête étayée par la recherche. Il a été écrit en août 1997 par M^{re} Michael Hourigan, ancien magistrat australien brièvement employé par le Tribunal international sur le Rwanda alors qu'il revenait de Kigali pour s'installer aux Etats-Unis et y travailler pour un cabinet d'avocats d'Atlanta. Cet avocat a fait la « révélation » de ce mémo à Steven Edwards, journaliste canadien basé à New York.

Que contient ce texte ? L'allégation des « trois soldats tutsis » qui lui ont fait cette déclaration au Rwanda. C'est tout. Qui sont-ils ? Mystère. Quel est le gouvernement étranger mentionné dans l'article qui a appuyé leur action meurtrière ? Cela n'est pas dit. Où sont les documents corroborant ces allégations ? On l'ignore. M. Edwards a publié ce document uniquement parce que M^{re} Hourigan lui en a signalé l'existence. Mais pourquoi donc ce dernier a-t-il attendu plus de deux ans et demi avant de se soucier du produit de ses efforts ? D'après lui, parce qu'en parler avant « aurait compliqué l'action en justice qu'il avait entreprise contre l'ONU au nom de certaines victimes du génocide ».

Ce dernier point est exact. Il s'agit de la veuve de M. Kavaruganda, procureur général de Kigali, et de la sœur de M. Ndasizingwa, président du Parti libéral. Le premier était hutu, le second tutsi. Tous deux furent tués dès le 7 avril 1994. Bien que théoriquement protégés par les Nations unies, ils ont vu leur garde de « casques bleus » s'en-

Le choix du moment pour ces « révélations » n'est pas neutre. Le régime rwandais est en crise

fuir au premier signe de danger en les abandonnant aux mains des assassins. Leurs familles se sont donc portées partie civile contre l'ONU pour « complicité de génocide ». Un détail ne colle pas : M^{re} Hourigan n'a entrepris cette louable action en justice qu'à la fin de 1999, après deux ans de silence à propos de son mémo « explosif ».

Même si les journalistes écrivent avec quelques réserves, les lecteurs ne voient pas les faibles guillemets ou les brèves précautions de style. Ils ne retiennent que les fracassantes révélations. Il y a maintenant en Afrique, et même en Europe, un mouvement d'opinion pour lequel il est « prouvé par un rapport des Nations unies » que le FPR a abattu l'avion de M. Habyarimana sur les ordres du général Kagame et que ce dernier est donc « responsable » des massacres puisque c'est l'assassinat du président rwandais qui a « déclenché le génocide ». Déclenché ? Certes. Causé ? Bien évidemment non. Essayons de revenir à la réalité.

Nous avons un document fantôme, sans témoins, sans preuves et sans documents d'appui, que son auteur laisse dormir pendant deux ans au moins et qui « ressuscite » tout à coup. Or les Grands Lacs sont, pour reprendre le titre d'un vieux mais lucide ouvrage d'Anton Ciliga sur l'URSS des années 30, « le pays du mensonge déconcertant ». Je suis prêt à parier que M^{me} Arbour a eu durant ses années de fonctions des douzaines de mémos comme celui de M^{re} Hourigan. L'avion avait été

abattu par les extrémistes hutus ; non, par le FPR ; mais non, en réalité c'étaient les Français. A moins que ce ne soient les Belges ? Ou bien la CIA ? N'oublions pas le mystérieux « gouvernement étranger » censé avoir prêté main forte aux criminels.

J'ai moi-même eu en main je ne sais combien de plans détaillés de massacres, d'assassinats ou de génocides devant être commis sur l'ordre du président Kagame, ou bien de Yoweri Museveni, à moins que ce ne soit à l'instigation diabolique de feu le président Mobutu, ou bien encore par l'agence des génocidaires rwandais soudainement revitalisés. Complément récent à la foule des suspects habituels : les guérilleros Maï Maï congolais, qui seraient eux aussi « atteints par le virus génocidaire ».

Dans les Grands Lacs tout le monde a dénoncé tout le monde, les coupables sont partout et les autres ne sont guère innocents. Je veux bien croire MM. Hourigan et Edwards « innocents », sous réserve d'inventaire. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont imprudents et qu'il faudrait que les médias sérieux, comme *Le Monde*, prennent garde à mieux séparer l'information de la rumeur. Ce ne sont pas trois pages écrites à la va-vite par un ancien policier australien ignorant tout de l'Afrique et comblant ses trous de mémoire à deux ans de distance pour des raisons encore inexplicables qui prouvent quoi que ce soit.

Le choix du moment pour ces « révélations » n'est pas neutre. Depuis la démission forcée, en janvier dernier, du président de l'Assemblée nationale Joseph Sebarenzi, le régime rwandais est en crise. Monopolisation du pouvoir par une élite militarothnique autoritaire, fuite en avant militariste au Congo, politique d'oppression calculée et discours creux sur la réconciliation nationale : les maîtres de Kigali ont mauvaise mine. Des journalistes danois, les frères Willum, travaillent à Copenhague sur les témoignages, bien identifiés ceux-là, de fonctionnaires du Tribunal international qui ont eu vent des massacres commis par le régime lors de son installation au pouvoir et même par la suite. Les pays occidentaux mal à l'aise à cause de leur lâcheté lors du génocide ont voulu idéaliser le régime de Kigali. Et voici que leurs héros apparaissent soudain sous un éclairage bien glauque. Quoi de plus aisé alors que de faire endosser à ces héros défraîchis des oripeaux sanglants supplémentaires ?

Nous touchons ici du doigt le cœur du problème de la répartition entre information et rumeur : celui de la « cohérence morale », du « politically correct » à l'américaine. Etes-vous politiquement correct ? Alors on ne dira de vous rien de mal : en octobre 1994, le chercheur américain Robert Gersony, qui trébuche sans le vouloir sur les massacres du FPR, voit son rapport étouffé dans des conditions sordides par l'ONU, qui l'avait commandité dans un autre but. Le général Kagame se met-il à sentir le souffre... qu'alors on peut dire de lui tout et n'importe quoi.

Je suis historien, pas moraliste. Je préfère que les journalistes soient journalistes, non moralistes. Les documents doivent être critiqués, les textes passés au crible, leur présentation éclairée par le contexte dans lequel ils sont produits. Laisser courir la rumeur sous le masque de l'information parce que le climat s'y prête est extrêmement dangereux. Le général Kagame a certainement beaucoup à se reprocher. Mais cela ne rend pas pour autant le FPR cause du génocide. Et cela ne permet pas non plus de dire sans preuves que, parmi les choses qu'il a à se reprocher, figure le meurtre de son prédécesseur. Plus que jamais dans les Grands Lacs, royaume de la rumeur, il importe de s'en tenir aux faits.

Gérard Prunier est chercheur au CNRS.

Le fantôme de Bourguiba par Michel Camau

DURANT treize années, Bourguiba a vécu un drame shakespearien à huis clos. Reclus, prisonnier de son impotence et de la sollicitude de son successeur, l'homme n'était point maltraité. Mais la figure héroïque du « Combattant suprême » était soumise à rectification pour une entrée sous contrôle dans l'histoire. Du fondateur ne survivait que l'image du *zaim* Bourguiba, acteur marquant d'une période décisive mais révolue, avec en surimpression celle de la pénible fin de règne d'un autocrate en proie aux errements de la vieillesse.

Au fil des années d'une retraite sans gloire, la longévité du vieillard finit par effacer la trace du leadership en figeant le temps de la déchéance. Elle ne cessait d'actualiser ce jour de novembre 1987 où, selon le discours officiel, l'homme du « changement » et du « nouveau » avait saisi les rênes tombées de mains défaillantes pour conduire le pays vers de nouveaux combats et d'incomparables succès. La sénilité de Bourguiba fondait la légitimité de son successeur. Sa mort restituée au temps sa densité et sa complexité. De Bourguiba ressurgit la trame d'un compagnonnage avec le peuple tunisien qui ne s'épuise plus en quelques clichés.

Assurément, le bilan du bourguibisme est contrasté, du fait même de son ambivalence foncière. Bourguiba, héraut de l'unité nationale, s'est comporté en gérant du régionalisme. Partisan de la sécularisa-

tion des institutions et des comportements, il a manié les symboles universalistes de l'islam. Promoteur des principes de légalité et d'égalité, il a hissé sa personne au-dessus des lois. Initiateur d'un code de statut personnel novateur, il s'est proclamé libérateur de la femme. Paragon de l'Etat moderne, il a exercé son autorité suivant un mode patriarcal, en cultivant l'image du zaim juste et fort. Le réformateur n'a cessé de contenir les manifestations d'aspirations à l'autonomie sociale et de réprimer les oppositions, à commencer par celle de l'extrême gauche des années 60 et 70.

A trois reprises (juin 1970, janvier 1978 et janvier 1984), il est parvenu à surmonter des crises au prix d'un affaiblissement des assises de son pouvoir et du recours à la force armée (les morts des émeutes de 1978 et de 1984 restent présents dans les mémoires). Mais la montée en puissance d'un mouvement islamiste, dont il ne parvenait pas à saisir la signification ni la portée, devait lui être fatale et faire le lit de son successeur.

Bourguiba, à l'instar de Nasser en Egypte, de Qâsim en Irak ou de De Gaulle en France, s'est révélé un remarquable opérateur charismatique, le catalyseur, dans des situations de tensions, d'une communauté émotionnelle permettant à une société de vivre son identité à l'unisson. Ce rôle, selon les circonstances, procède d'une symbolique du bouc émissaire irréductible à une position de commandement.

La relation de Bourguiba avec la société tunisienne transcendait l'appareil d'Etat. Elle était indissociable d'une configuration historique du vivre ensemble au sortir de la colonisation et à l'épreuve de la modernisation. Polarisant les affects, elle participait des fondations d'une formule identitaire et de ses

Avec une sorte de remake de la déposition du vieux chef devenu indigne, les dirigeants en place se sont trompés de scénario

contradictions. Ironie de l'histoire, Bourguiba remplit ce rôle, pour la dernière fois de son vivant, lors même de sa destitution qui semblait libérer la Tunisie de l'humiliation, des incertitudes et des craintes suscitées par le « naufrage de la vieillesse ».

A défaut de plonger les foules dans la douleur ou la torpeur, comme celle de Boumediène, d'Hassan II ou de Roosevelt, la mort de Bourguiba offrait une ul-

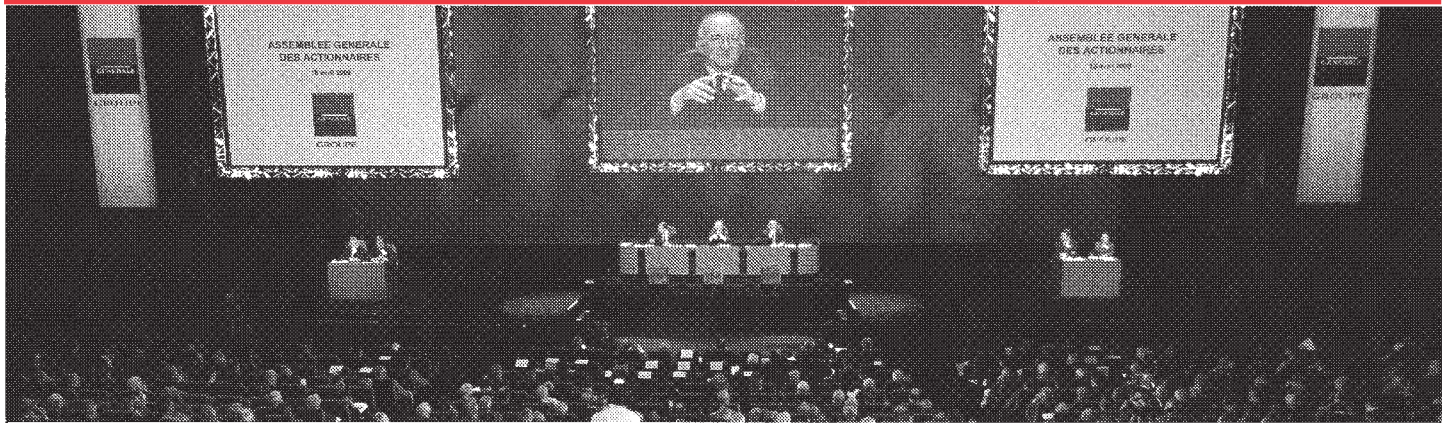
time occasion à la société tunisienne de revivre et de clore cinquante ans de son histoire. Le régime a voulu en décider autrement en organisant des obsèques sans grandeur : transport de la dépouille mortelle dans un avion dénommé *7-Novembre*, parcours dans les rues de Tunis dans une ambulance, annulation de la retransmission télévisée en direct de la cérémonie d'inhumation, éloge funèbre à la gloire du successeur.

A vouloir jouer novembre (1987) en avril (2000), avec une sorte de remake de la déposition du vieux chef devenu indigne, les dirigeants en place se sont trompés de scénario. Prisonniers d'une logique de pouvoir sous menace et sans partage, ils ont agi comme si l'hommage rendu à Bourguiba était en soi de nature à faire pâler leur étoile ou à favoriser désordre et débordements. Ils n'ont pas perçu le dernier service que pouvait leur rendre leur ancien tuteur dès lors que, d'eux-mêmes, ils le restituaient à la symbolique du bouc émissaire : un moment d'émotion collective à même de canaliser les tensions et d'exorciser le passé.

Faute de comprendre le sens du temps retrouvé et de s'y conformer par un cérémonial digne de l'enjeu, ils ont libéré le fantôme de Bourguiba, devenu figure emblématique d'opposition.

Michel Camau est professeur de science politique à l'université d'Aix-Marseille.

Assemblée Générale de la Société Générale



L'Assemblée générale de la Société Générale s'est déroulée le 18 avril 2000 au Palais des Congrès de Paris en présence de près de 1000 actionnaires.

Après la présentation, par Philippe Citerne, Directeur général, des résultats du Groupe en 1999, le Président Daniel Bouton a répondu aux nombreuses questions posées, touchant notamment aux partenariats et à la stratégie de développement sur internet. Les résolutions présentées ont toutes été approuvées.

Principales résolutions

- Fixation d'un dividende à 6,20 € (soit 9,30 € avec un avoir fiscal de 50 %), en augmentation de 65 %. Mis en paiement le 25 avril 2000.
- Division par 4 de la valeur nominale de l'action ramenée de 5 à 1,25 €. Mise en application le 11 mai 2000.
- Renouvellement pour une durée de 18 mois de l'autorisation d'achat par la société de ses propres actions, dans la limite légale de 10 % de son capital.
- Ratification de la cooptation de Monsieur Serge Tchuruk au Conseil d'Administration.
- Institution d'une limitation des droits de vote susceptibles d'être exercés lors d'une Assemblée par une même personne (15 % de la totalité des droits de vote existants ; limitation non applicable si un actionnaire obtient la majorité des droits de vote après une offre publique).
- Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social dans la limite d'un plafond global.

Relations actionnaires

Numéro vert : 0 800 850 820

www.socgen.com

« Avec une rentabilité des fonds propres de plus de 19 % en 1999, la Société Générale se situe désormais dans le peloton de tête des banques les plus rentables d'Europe. »

Daniel Bouton, Président-Directeur général

Une stratégie de partenariats pour créer davantage de valeur

La Société Générale a adopté depuis plusieurs années une stratégie de partenariats à l'échelle européenne avec pour objectifs centraux : la création de valeur pour ses actionnaires et l'élargissement de l'offre à ses clients en Europe. Ces partenariats lui permettent d'accroître sa capacité de distribution, de mutualiser ses investissements, notamment à l'étranger, et de réduire ses coûts. L'alliance stratégique annoncée le 31 janvier dernier avec le groupe espagnol BSCH s'inscrit dans ce cadre. Il s'agit d'une alliance de nouvelle génération en Europe qui repose sur la mise en place d'accords de coopérations industrielles dans les services financiers spécialisés, les gestions d'actifs et la banque d'investissement, où plusieurs opérations ont déjà été menées conjointement.

Internet, une formidable opportunité

Internet constitue pour la Société Générale une formidable opportunité de conquête de nouvelles parts de marché et de réduction de ses coûts. Dans la banque de détail, les sites Logiternet et Crédit du Nord regroupent déjà plus de 125.000 abonnés. Pour la bourse en ligne, le Groupe est un des leaders européens à travers sa filiale Fimatex avec 57.000 clients en France et en Allemagne, et déjà plus d'un million d'ordres exécutés au premier trimestre 2000. Au total, le Groupe Société Générale a développé plus de 60 sites internet pour les particuliers et les entreprises dont 14 sont déjà transactionnels. Enfin le Groupe dispose avec SG Cowen d'une banque d'investissement leader dans le domaine de l'internet et des nouvelles technologies.



GRUPE

Le départ de Nagui correspond à une refonte de la grille en clair de Canal+

« Nulle part ailleurs » ne sera plus seulement l'émission vitrine du début de soirée, mais occupera toutes les sessions non cryptées de la chaîne, avec une nouvelle organisation autour de plusieurs animateurs et de quatre rédactions centrales pour les alimenter en informations

DANS UN MONDE où le fair-play n'est pas la qualité la plus répandue, Nagui s'en va avec élégance. En annonçant lui-même qu'il cessera en juin de présenter « Nulle part ailleurs » (NPA), l'animateur n'a pas exprimé l'amertume revancharde de son prédécesseur. Simple, il ne « sent pas trop sa place » dans la réforme préparée pour la rentrée par Alain de Greef, directeur général chargé des programmes de la chaîne cryptée.

Alors, il part, le cœur gros certes, mais à l'amiable. Ses patrons lui en savent gré : « C'est un garçon d'une exceptionnelle qualité, qui l'a démontré dans la façon dont il a intégré les choix éditoriaux de la chaîne », a déclaré Pierre Lescure, PDG de la chaîne cryptée, tandis qu'Alain de Greef saluait son énergie et sa générosité dans le travail.

Si le saltimbanque tire aussi seinement sa révérence, c'est que la question de sa succession se pose différemment de celle de Guillaume Durand. Qui après Nagui ? Ni Alain Chabat, ni Thierry Ardisson ou tel autre concurrent du PAF qui aurait blessé l'amour-

propre du sortant. Cette fois, ce n'est pas seulement l'animateur que l'on change, mais l'ensemble de la stratégie des émissions en clair sur la chaîne. Le rôle de Nagui, en grand ordonnateur de la deuxième partie de « NPA », aurait été moins prépondérant.

La grille de rentrée, qui a été présentée aux personnels de Canal+, vendredi 21 avril, prévoit un recentrage sur le concept de départ de « NPA » - ce mélange d'infos et d'humour -, mais servi très différemment. La « vitrine », si précieuse pour susciter l'intérêt des abonnés potentiels, sera agrandie. Ainsi, à partir du 4 septembre, « Nulle part ailleurs » ne sera plus seulement réservé au début de soirée. L'émission reviendra, dans un même décor et sur un même plateau, mais avec des animateurs différents, à toutes les sessions en clair de la journée.

Entre 7 h 30 et 8 h 30, « NPA matin » sera animé par Alexandre Devoise ; « NPA midi », de 12 h 45 à 13 h 45, par Anne Depetrini ; « NPA soir », entre 19 h et 20 h 30, par Thierry Dugeon. François Pécheux assurera un

« NPA week-end », le samedi de 12 h 30 à 13 h 30 et de 19 h 30 à 20 h 30. Enfin, chaque jour, entre 12 h 30 et 12 h 45, un « NPA classique » proposera une rediffusion des meilleurs moments de l'émission depuis sa création.

UNE IDENTITÉ PLUS MARQUÉE

Exit les stars du petit écran recrutées à prix d'or. Alain de Greef a voulu tenir compte de « l'émergence de jeunes talents au sein de la chaîne ». Ils sont jeunes mais pas sans expérience, après plus de dix ans de maison comme François Pécheux ou Thierry Dugeon : « C'est la génération Canal+, ils sont nés ici », insiste le patron des programmes, en s'exaltant sur « les progrès rapides » d'Anne De-

petrini. Les différentes tranches du « grand NPA » ne disposeront pas de leurs propres équipes de production, mais seront alimentées en informations, reportages et interviews par quatre rédactions centrales. Aux deux déjà existantes - « Infos générales » dirigée par Erik Gilbert, et « Sport » de Michel Denisot -, s'ajouteront une rédaction « Culture » confiée à Philippe Gildas et une « Vie quotidienne » que dirigera Arielle Saracco.

Cette perte de contrôle du contenu peut expliquer en partie le départ, annoncé jeudi 20 avril, de Marc-Olivier Fogiel (lire ci-contre). La direction des programmes justifie cette nouvelle organisation par « le souci de se

conformer à la législation sur le travail », Canal+ ayant été récemment épinglé par la justice pour l'utilisation abusive de contrats à durée déterminée (une pratique courante dans la production).

L'objectif de la réforme est de donner une identité plus marquée aux programmes en clair, en privilégiant le traitement de l'actualité du cinéma et du sport, qui sont les deux piliers de la programmation cryptée et les principaux motifs d'abonnement. Sans oublier de saupoudrer le tout « d'humour politiquement incorrect et de bonne humeur », ce fameux « esprit Canal », mis à mal par plusieurs polémiques récentes. La lettre adressée par la direction à ses personnels promet « des pro-

grammes plus ouverts, plus généreux et plus nourrissants ». « Une chaîne à péage a besoin d'avoir une forte identité en clair pour attirer l'attention des non abonnés », précise M. de Greef.

Enfin, élément stratégique dans la réflexion menée « depuis l'automne dernier » par le patron des programmes : l'évolution de la technologie numérique. « Dès janvier 2001, 35 % de nos abonnés auront accès à Internet sur leur téléviseur, ce ne sera plus virtuel, d'où la nécessité d'aller vers plus d'interactivité », souligne Alain de Greef. Les talk-shows en clair appellent des prolongements sur Internet. »

Jean-Jacques Bozonnet

Marc-Olivier Fogiel quitte l'antenne

Marc-Olivier Fogiel, l'animateur des émissions en clair « Un An de + » et « TV+ », ne sera pas à l'antenne la saison prochaine. « Marc-Olivier Fogiel souhaitait garder une autonomie de fabrication et travailler avec ses équipes, comme cela a été le cas jusqu'à présent, il n'a pas été possible de trouver un accord avec Canal+ sur la façon de s'associer à la nouvelle organisation de la grille de rentrée », a annoncé la chaîne cryptée, jeudi 20 avril. En revanche, Karl Zéro devrait conserver son « Vrai Journal », et les Guignols leur place historique.

Leneuf contre le 9

« DEPUIS début juin 1999, je suis harcelée jour et nuit par des coups de téléphone », explique Mauricette Leneuf. « Certains de mes concitoyens occupent une partie de leurs loisirs à chercher les Leneuf dans l'annuaire, à les appeler à n'importe quelle heure du jour et de la nuit et à les abreuver d'insultes, d'insultes », se plaint Marc Leneuf. « Dans la vie de tous les jours, les gens que je rencontre se moquent lorsqu'ils entendent mon nom », raconte Sandrine Leneuf.

Elles sont quarante-neuf familles à avoir assigné en référé l'opérateur de téléphonie fixe, 9 Telecom, et son agence de publicité, Ogilvy & Mather, devant le tribunal de grande instance de Nanterre. Ces Français, victimes depuis plusieurs mois d'un harcèlement téléphonique, en ont assez d'être soumis à la vindicte à cause d'« une pub ».

Quand la réalité rattrape la fiction publicitaire : ce sont justement les vicissitudes d'un M. Leneuf plus vrai que nature que la pub de l'opérateur met en scène depuis bientôt un an. Dans chaque spot, le personnage est interrompu dans les moments les plus intimes de sa vie quotidienne par des gens qui téléphonent en croyant appeler l'opérateur de téléphonie.

Le slogan prend le contre-pied de la faible notoriété de la marque en France : « Tout le monde appelle le 9. » Or, ce M. Leneuf a tout du M. Catastrophe : coincé sur le siège des toilettes, le pantalon sur ses chaussures, il ne peut répondre au téléphone, il confond en pleine nuit son livre de chevet et le téléphone, un lit pliant se referme sur lui alors qu'il tente désespérément d'attraper le combiné, etc. L'œil hagard et le cheveu en bataille, il finit par aller se

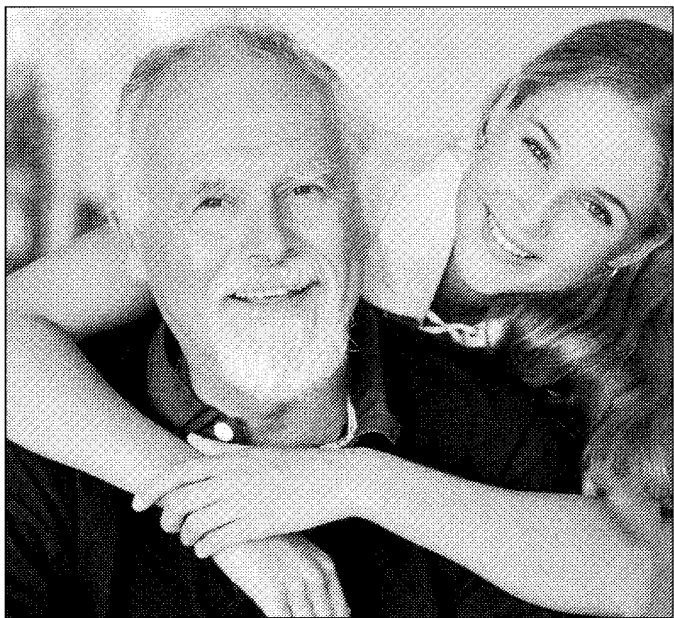
plaindre au commissariat, éreinté.

Les « véritables » Leneuf, eux, font appel à la justice. Car les déboires de M. Leneuf, dépeints dans plus d'une vingtaine de spots diffusés à des heures de grande écoute depuis juin 1999, ont visiblement inspiré des plaisants qui, progressivement, ont transformé la vie des « vrais » Leneuf en enfer. « Le personnage est grotesque par son aspect physique et vestimentaire, par les situations dans lesquelles les appels le surprennent, et ses réactions », explique M^e Jean-Jacques Trinquet, l'avocat des plaignants. Il évoque le retour aux fêtes moyenâgeuses où « un bouffon était désigné, on le raillait, on le rouait de coups pour faire rigoler la galerie ».

« Il y a des tas d'autres marques qui ont utilisé des noms propres pour leur pubs, ça n'a jamais posé de problèmes », rétorque-t-on chez 9 Télécom. Certes, l'utilisation de patronymes français en publicité n'est pas un fait nouveau - Mère Denis, Mamie Nova, M. Marie ou M. Propre -, « mais ces personnages-là ne sont pas ridicules », expliquent plusieurs victimes.

L'opérateur a proposé aux familles qui lui ont écrit de les inscrire, à ses frais, en liste rouge pour une durée d'un an, d'éventuellement changer leur numéro et de leur fournir un boîtier spécial pour assurer la traçabilité et l'identification des auteurs d'appels intempestifs. Mais il n'est « pas à ce jour question de modifier » ou de suspendre les pubs. En effet, la campagne, dotée de 200 millions de francs en achats d'espaces en 1999, marche fort. La tranquillité des Leneuf est entre les mains du juge. L'audience est prévue le 2 mai.

Florence Amalou



Les maladies ne font pas de différence.

La rédaction de « France-Soir » dénonce une publicité prosecte

LA SOCIÉTÉ DES JOURNALISTES de France-Soir a exprimé sa « plus stricte réprobation » après la parution, dans l'édition du 20 avril, d'une page de publicité de l'Omnium des libertés. Dans une lettre ouverte au président de la République, cette association, qui prend la défense des mouvements religieux mis en cause dans le rapport parlementaire contre les sectes, demandait la dissolution de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes.

« France-Soir se distingue en donnant la parole à un organisme qui, sous couvert de liberté (...), pratique un intense lobbying au profit des sectes les plus dangereuses », indique le communiqué adopté, à l'unanimité, par la rédaction. Comme les autres journaux sollicités, la direction du quotidien aurait opposé un refus d'insertion. La publication s'expliquerait par une « mauvaise manipulation technique », a indiqué Jean-Luc Mano, directeur de la rédaction.

DÉPÊCHES

■ **PRESSÉ** : la direction du groupe Amaury a protesté auprès des NMPP après la non-distribution, jeudi 20 avril, de ses quotidiens *L'Equipe*, *Le Parisien* et *Aujourd'hui en France*. Dans un communiqué, elle indique que « rien ne permet de comprendre les raisons de ce dysfonctionnement très grave (...) qui apparaît comme une mesure discriminatoire ». Le mouvement a été déclenché par des ouvriers du Livre CGT inquiets des « rumeurs persistantes » concernant la volonté du groupe d'assurer la distribution du *Parisien* par ses propres moyens.

■ **TÉLÉVISION** : le mensuel *Lyon Mag* a décidé d'attaquer devant le Conseil d'Etat la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui a désigné *Le Progrès* comme opérateur de la télévision locale TLM. « Désormais, à Lyon, le groupe Hersant tient les trois quotidiens, deux hebdomadaires et la seule chaîne de télévision locale », estime *Lyon Mag*, qui proteste contre cette « atteinte au pluralisme ».

SCIENCES La quasi-totalité des fossiles dont disposent les paléontologues qui étudient les animaux vieux de plusieurs millions d'années sont des os. ● **LES TISSUS « MOUS »**

comme la peau, les muscles ou les viscères sont en effet, à quelques rarissimes exceptions près, décomposés bien avant d'avoir pu subir les processus chimiques lents et complexes qui

les transforment en substances minérales capables de résister à l'injure du temps. ● **LE MÉTABOLISME** des dinosaures, difficile à déduire du simple examen de leur squelette, reste donc

largement du domaine de l'hypothèse et fait l'objet de débats animés. ● **L'ÉTUDE**, à l'aide d'un scanner médical, du cœur fossilisé de l'un d'eux, miraculeusement préservé dans la

gangue minérale emplissant sa cage thoracique, a permis de montrer que les « ornithischiens » herbivores étaient dotés d'un système cardio-vasculaire performant.

Willo le dinosaure avait le sang chaud et un cœur d'oiseau

Le cœur fossilisé d'un thescélosaure de 66 millions d'années a été découvert aux Etats-Unis. Une première mondiale qui montre que le système cardio-vasculaire des « terribles lézards » semble plus proche de celui des oiseaux et des mammifères que de celui des crocodiles et des reptiles

LE « CHARMEUR de dinosaures », le « *Dinosaur Pied Piper* ». C'est le surnom que lui ont donné ses collègues du Muséum des sciences naturelles de Caroline du Nord, à Raleigh (Etats-Unis). Une manière de laisser entendre que, depuis longtemps, sa réputation de dénicheur de fossiles n'est plus à faire. Dale Russell vient, pourtant, d'ajouter un nouvel exploit à son palmarès. Il a conquis le cœur de l'un de ces « terribles lézards ». Un cœur de pierre, fossilisé dans la cage thoracique d'un superbe thescélosaure herbivore qui devait bien, quand il était vivant, peser ses 300 kg (pour une taille de 3,9 m, de la tête à la queue).

Mise au jour en septembre 1993 aux Etats-Unis, dans le Dakota du Sud, la bête fut baptisée Willo, du prénom de l'épouse norvégienne du propriétaire du ranch où l'animal reposait depuis 66 millions d'années. Son découvreur, Michael Hammer, un collectionneur professionnel de fossiles, soupçonna immédiatement, vu la bonne conservation de la cage thoracique, que cette dernière pouvait receler quelques indices intéressants.

Au lieu de dégager les os, comme à l'habitude, il se contenta de nettoyer soigneusement la surface de l'ensemble. Une radiographie, confiée à Andrew Kuzmitz, un médecin d'Ashland (Oregon), montra, à sa grande surprise, quelques traces d'organes. Aller plus loin exigeait des compétences scientifiques que n'avaient pas les deux hommes. Michael Hammer alerta donc son ami Dale Russell. A l'issue d'une né-

gociation typiquement américaine, Willo fut acquis par l'employeur du paléontologue, moyennant 350 000 dollars (369 720 euros, 2,42 millions de francs), financés par l'association des amis du Muséum de Raleigh.

Le travail scientifique, dirigé par Dale Russell et Paul Fisher (Laboratoire d'imagerie biomédicale du collège de médecine vétérinaire à l'université d'Etat de Caroline du Nord), pouvait, dès lors, commencer. Willo fut passé au scanner sophistiqué qui le radiographia systématiquement « par tranches de 4 millimètres d'épaisseur, espacées de 2 millimètres », précise l'article publié vendredi 21 avril par le magazine scientifique *Science*. Les données ainsi recueillies furent ensuite traitées par un ordinateur qui en tira de superbes images en trois dimensions. Elles révélèrent dans la masse rocheuse qui emplissait la poitrine de Willo l'ombre d'un cœur de belle dimension et celle de l'aorte qui l'alimentait.

TISSUS « MOUS »

La découverte est extraordinaire. Il est très rare, en effet, que les tissus « mous » d'animaux aussi anciens parviennent jusqu'à nous. Certes, les paléontologues disposent de dizaines de milliers de restes fossiles de dinosaures. Mais il s'agit presque uniquement d'ossements, parmi lesquels quelques squelettes entiers. Ces indices ont, bien sûr, permis aux chercheurs de se faire une idée assez précise de l'allure générale que devaient avoir les multiples représentants de cette

faune extraordinaire qui a dominé la Terre pendant plus de 200 millions d'années. Mais, pour tout ce qui relève de leur physiologie, ils en sont le plus souvent réduits aux hypothèses. C'est ainsi, par exemple, que le fait de savoir s'il s'agissait d'animaux à sang froid, comme les reptiles et les sauriens auxquels ils ressemblent, ou à sang chaud, comme les mammifères et les oiseaux, fait l'objet d'ardents débats depuis de nombreuses années.

C'est là que le travail effectué par Dale Russell et son équipe prend toute son importance. Le paléontologue américain, qui a longuement analysé les images avec l'aide de vétérinaires et de médecins, est formel : Willo était doté d'un « cœur à une seule aorte et quatre chambres, avec séparation complète du sang oxygéné issu des poumons et du sang désoxygéné venu du reste du corps ». En clair, un cœur similaire à celui des mammifères et des oiseaux ;

nettement plus évolué que celui des reptiles et des crocodiles modernes. Chez ces derniers, les deux types de sang sont plus ou moins mélangés, ce qui rend, évidemment, moins efficace l'oxygénation des muscles et des organes, ralentissant d'autant le métabolisme et, donc, le mode de digestion de ces animaux et l'énergie dont ils peuvent disposer.

Dans le grand mouvement de l'Evolution, Willo et ses frères « avaient choisi une voie médiane entre les mammifères et les reptiles », résume Philippe Taquet, directeur du laboratoire de paléontologie au Muséum d'histoire naturelle de Paris. S'appuyant sur des indices convergents – le long cou des dinosaures herbivores impliquant une « pompe puissante » pour irriguer le cerveau –, un nombre croissant de paléontologues s'en doutaient un peu. Mais il ne s'agissait que d'une hypothèse. « Nous avons aujourd'hui une superbe vérification ex-

périmentale d'une théorie issue des fossiles », se réjouit le chercheur français.

Tous les dinosaures possédaient-ils un cœur aussi vaillant ? La réponse à cette question est délicate. Car Willo vivait 1 million d'années « seulement » avant la disparition de tous ses congénères et son système cardio-vasculaire pourrait parfaitement être le résultat de plus de 150 millions d'années d'évolution.

ÉVOLUTION PARALLÈLE

En revanche, il fait partie des ornithischiens. Or, en dépit de son nom et de l'apparence de ses représentants, ce n'est pas cette famille, mais celle des terribles théropodes carnivores qui aurait donné naissance aux oiseaux. Si le cœur de Willo n'est pas un caractère ancestral commun à tous les dinosaures, cela signifierait donc que le système cardio-vasculaire des ornithischiens et des théropodes a évolué en pa-

rallèle de la même manière durant des dizaines de millions d'années.

Est-ce possible ? « Nous ne le savons tout simplement pas », répond Dale Russell. Philippe Taquet, moins prudent, estime qu'une telle coïncidence est peu probable. « La plupart d'entre nous penchent pour un caractère ancestral », dit-il. Mais les sceptiques ne désarment pas. Parmi eux, Paul Sereno, de l'université de Chicago, un autre spécialiste renommé des dinosaures. La conservation du cœur de Willo lui semble trop extraordinaire pour être vraie. « Il me faut examiner tout cela avant de pouvoir y croire », dit-il. Dale Russell et son équipe rétorquent que la clarté des images ne laisse pas place au doute. Ils procéderont à des examens plus sophistiqués, pour tenter de mettre en évidence d'autres éléments du système cardio-vasculaire de Willo.

Jean-Paul Dufour

Un nouveau territoire à défricher pour les paléontologues

LES MINÉRAUX visibles entre les côtes du dinosaure Willo présentaient, par endroits, une couleur rouille, trace possible du fer de l'hémoglobine. Les concrétions de ce type sont parfois de véritables « boîtes à trésor », a expliqué à l'hebdomadaire *Science* le collectionneur professionnel de fossiles Mike Hammer. « On ne sait jamais ce qu'on peut y trouver ». La vision du cœur à la radiographie fut néanmoins, pour lui, une énorme surprise. Sa longue expérience lui a, en effet, appris également que ce type de composé minéral est très peu propice à la conservation des tissus mous. C'est, d'ailleurs, l'argument principal mis en avant par les paléontologues qui contestent les conclusions de Dale Russell et de son équipe.

La plupart du temps, seuls les os sont fossilisés. Peau, muscles et viscères sont généralement décomposés bien avant d'avoir pu subir les processus chimiques lents et complexes qui les transforment en substances minérales assez résistantes pour résister à l'injure du temps. Le miracle peut, néanmoins, se produire, dans des conditions très particulières, en milieu anaérobie (dépourvu d'air ou d'oxygène).

Le plus bel exemple concernant les dinosaures est celui d'un fossile de *Scipionyx samniticus*, découvert en 1993 en Italie. Ce petit animal de 23 centimètres de long était mort, il y a 113 millions d'années, écrasé comme une crêpe sur une dalle de pierre. Outre son squelette, la quasi-totalité de son système digestif et même (au microscope) les fibres de ses muscles étaient parfaitement visibles. Mais en deux dimensions. Finement dessinés sur la roche, mais forcément très déformés. « Il semble qu'un voile bactérien se soit déposé sur le cadavre écrasé de l'animal et que cette sorte de gélatine l'ait isolé de l'air, empêchant la putréfaction totale des parties molles avant leur fossilisation », explique Philippe Taquet, directeur du laboratoire de paléontologie au Muséum national d'histoire naturelle de Paris.

A propos de Willo, ses découvreurs évoquent, pour leur part, un phénomène de « saponification » au cours duquel le muscle cardiaque se serait « hydrolysé dans des conditions anaérobies », se transformant ainsi en une sorte de cire ultérieurement pétrifiée. Mais, reconnaissent-ils, « les processus géochimiques mis en œuvre [durant cette transformation] n'ont pas été bien étudiés ».

A CÔTÉ DE DÉCOUVERTES ?

Les incertitudes, en ce domaine, restent, en fait, colossales. Au point que les paléontologues se demandent, aujourd'hui, s'ils ne sont pas passés à côté de découvertes importantes. Ils avaient, en effet, l'habitude de nettoyer soigneusement les os fossilisés, persuadés que la gangue de terre et de roches qui les entoure ne présentait pas d'intérêt. Désormais, « les squelettes [fossilisés] bien conservés de vertébrés devraient être examinés systématiquement [avant nettoyage] pour y déceler d'éventuelles traces de tissus non osseux », souligne l'équipe de Dale Russell dans le compte-rendu de leurs travaux. « Cela pourrait être fait immédiatement sur certaines trouvailles anciennes comme ces deux « dinosaures à bec de canards », naturellement momifiés avant d'être fossilisés, qui furent trouvés au début du siècle », suggère Philippe Taquet.

Son collègue et ami Dale Russell est bien décidé à exploiter cette nouvelle discipline mêlant les ressources de la paléontologie aux techniques d'imagerie et d'investigation les plus en pointe. Il a été nommé directeur du futur « Centre pour l'exploration du monde des dinosaures » créé conjointement par le Muséum des sciences naturelles et l'université de Caroline du Nord. Cet organisme, dont les activités débuteront en 2001, sera rattaché au... collègue de sciences physique et mathématiques de l'université américaine.

J.-P. D.

valérie kaprisky
Katia, 29 ans, conseillère beauté Marionnaud. C'est elle.
Marionnaud
Qu'est-ce que vous s'occupe de vous ?
Que l'on voit comme au cinéma, il n'y a rien de plus agréable que d'avoir quelqu'un qui s'occupe de vous. Dans les Parfumeries Marionnaud vous serez aussi entre les mains d'une conseillère, cette jeune femme peut-être, qui s'occupe de vous comme elle peut s'occuper de stars.
Nos adresses : 46 17 marionnaud.com - www.marionnaud.com - 68 36 49 46 16 (L. 2000)

Des tables basses à la hauteur

Devenues, avec le canapé, un des éléments majeurs du salon, elles sont mobiles et modulables, pour s'adapter à toutes les attitudes

LA TABLE BASSE a bien changé. De format et de fonction. Elle est passée, en quelques années, du statut de meuble de salon immuablement planté devant le canapé, à celui d'élément mobile et modulable, capable de se déplacer et de se métamorphoser selon les besoins et les envies.

A l'image notamment des tables superposables et juxtaposables de Piero de Martini, avec plateau en ardoise carré ou rectangulaire, la table basse s'est faite puzzle. Elle s'est fragmentée en un ensemble de pièces susceptibles de se déplacer et de s'accoler au canapé, mais aussi au fauteuil ou au pouf, pour mieux servir les uns et les autres. Par souci d'efficacité, elle s'est souvent perchée sur roulettes. Cet accessoire pratique a su être récupéré par les designers qui en ont tiré un parti pris esthétique. Caronni et Bonanomi ont notamment choisi de surdimensionner les roulettes de leur table au plateau en verre dépoli ou transparent (chez Meubles et Fonction).

MEUBLE CENTRAL

Dans une maison qui s'est progressivement affranchie des conventions et des cloisonnements stricts (à chaque pièce sa fonction), la table basse est devenue le symbole de cette liberté gagnée. Elle s'est adaptée à de nouvelles habitudes et attitudes. Elle s'est imposée comme un des meubles centraux de la pièce à vivre, créant autour d'elle un lieu convivial pour dînette entre amis, ou un espace intime pour soirée « plateau-télé ».

Certaines ont joué double jeu, comme la table basse transformable en table haute *Magic*, de l'Atelier Eoos pour Artelano. D'autres se sont dotées de plateaux carrés surdimensionnés mais repliables. Elles sont quelques-unes aussi à avoir pris des allures de longs bancs, aux lignes épurées, afin de pouvoir servir, à la

fois, de table-console, de bout de lit, d'assise ou... de table basse.

La création *Parsons Coffee Table* (des feuilles de papier peintes, plaquées et vernies sur une carcasse en bois), de la décoratrice-designer américaine Barbara Barry, signe, pour la prestigieuse maison Baker, la version précieuse de cette table-banc multifonction. Tandis qu'Antonio Citterio, pour *Solo*, en livre une version dépouillée à l'extrême, nette comme un trait.

La table basse, comme le canapé, doit son explosion sur le marché à l'entrée de la télévision dans les foyers. Le petit écran a créé de nouveaux besoins, encouragé une nouvelle disposition des meubles (qui se sont majoritairement tournés vers cette boîte à images) et changé les comportements. On s'est mis, notamment, à manger devant la télévision, donc sur la table basse.

En juin 1999, Roche Bobois allait au bout de cette tendance en sortant sa table *Zataku* dessinée par Sacha Laki : une pièce carrée aux lignes strictes (inspirées des codes japonais) qui intégrait quatre sièges extractibles. « Avec ce meuble, c'est la façon de vivre des Japonais qu'on importe chez nous, mais en l'adaptant à nos propres goûts et nos propres comportements », précisait alors François Roche, un des dirigeants de l'enseigne. Car on se rend compte que la salle à manger comme on la concevait il y a trente ans, c'est fini. Aujourd'hui, on mange dans la cuisine, bien calé dans un canapé ou sur son lit. Avec la table *zataku*, on colle à ces nouvelles attitudes » (*Le Monde* du 21 juillet 1999).

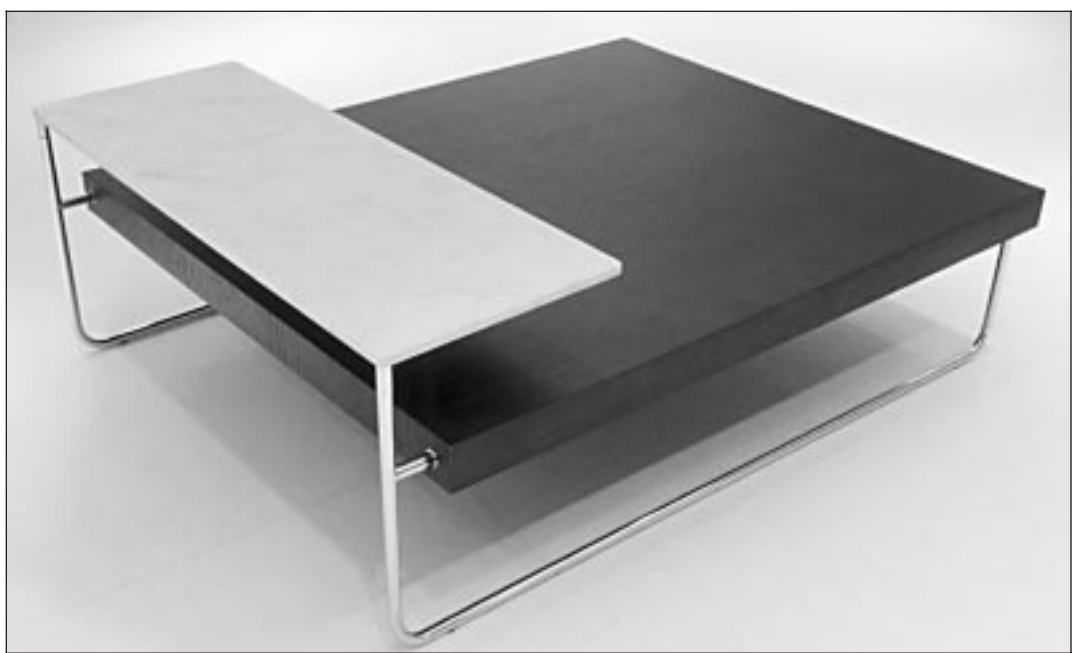
Les designers ont adapté leur création à cette nouvelle utilisation. Ils ont intégré le plateau à

leurs tables, affichant ainsi franchement leur volonté de répondre à la demande. La table basse de la toute récente collection de Lissoni Associati, pour Artelano, se compose d'un assemblage de plateaux, aux dimensions différentes ; le plus petit étant amovible, donc transportable.

Chez MD, maison très classique du mobilier composable, qui affiche depuis trois ans une volonté de s'adapter aux modes de vie, les tables basses ont changé de profil, en incorporant, elles aussi, des plateaux amovibles qui donnent à la surface du meuble des variations en creux ou en pleins. D'autres designers ont choisi la simplicité et se sont contentés de monter le plateau sur des piètements en tout genre. C'est le cas de la table *Minuit* de Fred Riefel (Cinna), de *Quartier latin* de Didier Gomez (Roset) ou encore de la table d'angle *Tribu* de Pascal Mourgue (Cinna).

La table basse ne réside pas aux modes. Au gré des tendances, elle s'est adaptée, changeant de formes et de matériaux. Face à l'engouement du consommateur pour la légèreté, le dépouillement et l'esprit « zen », elle s'est mise au ras du sol, à l'image des créations de Paola Navone, en noyer blanchi ou wengé, pour sa collection *Cyclades* (Orizzonti). Elle est devenue gogone pour être discrète et peu encombrante. La table basse a su se faire oublier en se laissant accoler à un meuble mural pour devenir simple support-TV. Elle a troqué le bois massif contre des matériaux moins imposants, comme l'acier ou le verre. « La table basse est souvent transparente. Comme ça, elle ne compte pas. Elle ne retient

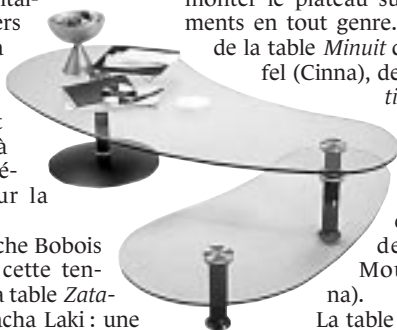
pas l'œil et donne l'impression qu'elle prend moins de place », remarque Pierre Perrigault, fondateur de la galerie Meubles et fonction et instigateur de l'opération Itinéraire Rive gauche du design. De la table basse *Out of Africa* chez Roset (au plateau translucide ou toucher mat), à la table *Skate* aux formes arrondies en verre de chez Roche Bobois, en passant par le plateau en verre monté sur une structure en pointe de diamant en métal - un classique du genre qui date de 1980 -, de Paolo Piva, la table basse s'est déchargée de toutes les lourdeurs. Elle s'est parfois dotée d'un éclairage pour être lumineuse à ses heures, comme la création *Bianca* de Quaglio & Simonelli ou le guéridon de Frances & Policar de chez Roset. En devenant indispensable, la table basse s'est fait voler l'exclusivité de sa fonction. Aujourd'hui, le pouf carré à l'assise ferme, pour peu qu'on le charge d'un plateau, joue le même rôle.



Ci-dessus, une table de la collection MP collection, de Lissoni Associati, 7 190 F (1 096 €), chez Artelano.

Ci-contre, la table « Skate », d'Arnaldo Gamba et Leila Guerra, à deux plateaux pivotants en verre, 7 460 F (1 137 €), chez Roche Bobois.

Ci-dessous, table « Crescendo », de Patrick Pagnon et Claude Pelhaître, à hauteur réglable en continu, pouvant se transformer en table de repas, 7 485 F (1 141 €), chez Cinna.



Adresses

- **Meubles et Fonction** : 135, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 01-45-48-55-74.
- **Artelano** : 4, rue Schœlcher, 75014 Paris. Tél. : 01-43-22-74-91.
- **Baker** : Hôtel du Grand-Veneur, 60, rue de Turenne, 75003 Paris. Tél. : 01-44-54-50-70.
- **Ligne Roset** : 99, avenue

- du Maine, 75014 Paris. Tél. : 01-43-21-65-70.
- 75, rue Saint-Charles, 75015 Paris. Tél. : 01-45-75-78-39.
- **Cinna** : 5, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris. Tél. : 01-43-44-62-14, ou 134, boulevard Diderot, 75012 Paris. Tél. : 01-43-42-12-66.
- **Orizzonti** : 28, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 01-42-84-24-23.

Véronique Cauhapé

IBM EN DIRECT POUR VOUS

@business tools

9 990 F^{HT}*
11 948 F^{TT}C

JE L'AI TROUVE
CHEZ IBM



ThinkPad i Series

- Processeur Intel® Celeron™ 500 MHz
- Ecran HPA 13"
- Mémoire 32 Mo
- Disque dur 6 Go
- Lecteur de CD-Rom 24X
- Modem 56 K intégré
- Suite bureautique Lotus SmartSuite Millennium
- Windows 98

Réf. 21429FR
11 948 F^{TT}C - 1 821,47 €^{TT}C

9 990 F^{HT}* 1 522,97€^{NT}*

Grâce au nouveau service de vente en direct d'IBM, j'ai acheté mon ThinkPad en toute confiance, facilement et rapidement. Faites comme moi, appelez le 0 810 200 810 ou connectez-vous sur www.ibm.com/shop/fr

IBM EN LIGNE
0 810 200 810
www.ibm.com/shop/fr



Le soleil résiste sur le Sud-Est

SAMEDI. Une vaste zone dépressionnaire centrée au large des côtes irlandaises dirige sur la France un flux orienté au sud-ouest qui engendre une forte nébulosité et des passages pluvieux à caractère orageux.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - En matinée, nuages épais et faiblement pluvieux. L'après-midi, éclaircies alternant avec les passages nuageux; averses accompagnées d'orages en fin de journée. Les températures varient de 12 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Journée maussade avec un ciel couvert accompagné de passages pluvieux. Quelques orages sur le Centre. Températures de 16 à 18 degrés des Flandres à la Sologne.

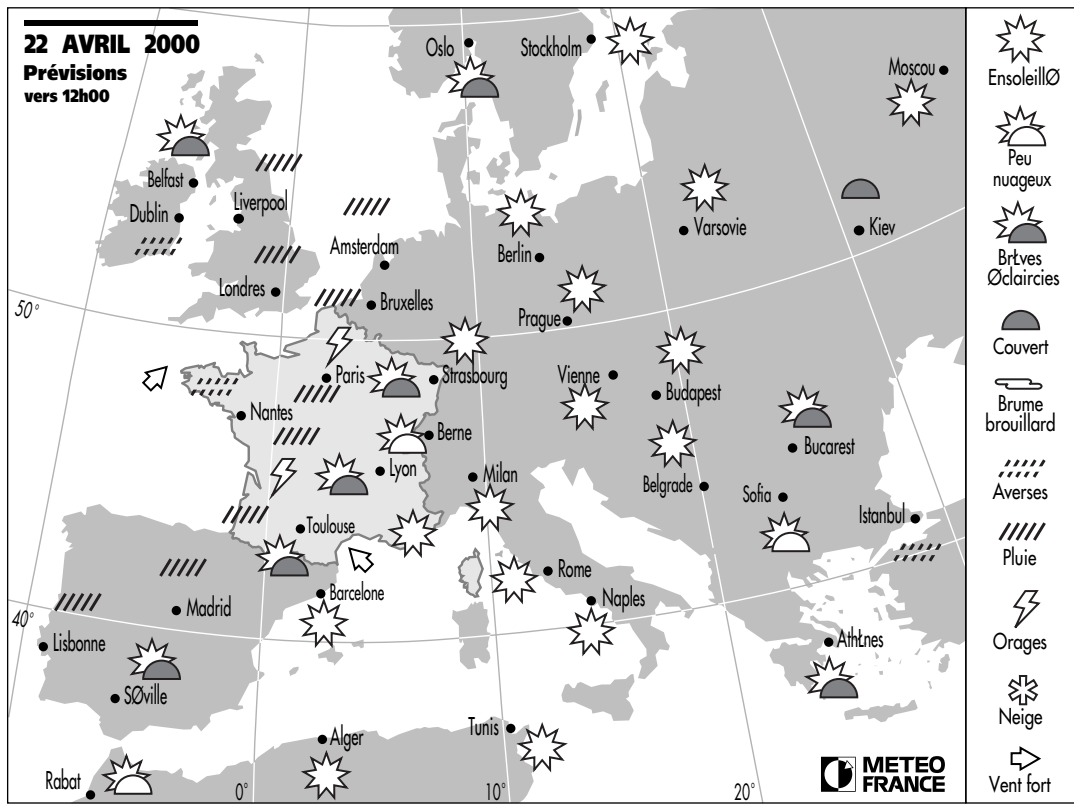
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Journée bien ensoleillée en Alsace et en Franche-Comté. Nuages plus nombreux vers l'ouest de la région. Quelques ondées en Champagne

et dans le Morvan. Il fait de 19 à 22 degrés avec des pointes à 25 degrés en Alsace.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur le Poitou-Charentes et l'Aquitaine, ciel très nuageux à couvert avec des pluies parfois orageuses. Sur Midi-Pyrénées, matinée agréable. L'après-midi, nuages omniprésents accompagnés de quelques pluies. Les températures atteignent 16 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin et l'ouest de l'Auvergne, ciel très nuageux avec quelques ondées. En Rhône-Alpes, le beau temps s'installe pour la journée avec un voile nuageux un peu plus épais sur la Loire. Le thermomètre affiche de 21 à 25 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Quelques entrées maritimes sur le Languedoc-Roussillon. Ailleurs, soleil. Températures de 18 à 21 degrés sur le littoral et la Corse, et de 22 à 24 degrés en Provence.



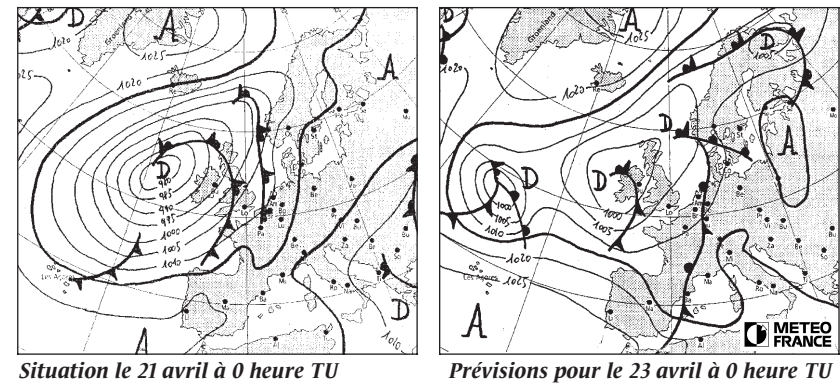
(Publicité)
http://www.ebookers.com/fr
Nantes 14°C
Delhi 36°C
eBookers.fr
aujourd'hui ici, demain là-bas

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 2000

Table with columns for city, weather condition (S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; *: neige), and temperature range.

Table with columns for city, weather condition, and temperature range.

Table with columns for city, weather condition, and temperature range.



OBJETS

Le Palm Pilot, nouveau fétiche du cadre nomade

LA SCÈNE, qui peut se produire pendant un congrès ou un séminaire, mais aussi au hasard des halls d'aéroports, des soirées privées ou dans certaines boîtes de nuit, a de quoi déconcerter le profane. Elle met en présence deux protagonistes qui, placés l'un en face de l'autre, tiennent chacun entre leurs mains un petit appareil tout plat, à peine plus volumineux qu'une calculatrice de poche.

Le face-à-face ne dure que quelques instants puis, visiblement satisfaits de leur mystérieuse transaction, ils se saluent avant de ranger l'objet - dont le nom, Palm Pilot, n'évoque rien de particulier auprès du plus grand nombre.

En quelques instants, les deux personnages viennent d'échanger par infrarouge leur carte de visite électronique. A moins qu'ils se soient transmis les coordonnées d'un fournisseur, quelques adresses gastronomiques, un logiciel de jeu ou le plan du métro de Londres. La technique est tellement au point que, lors d'une réunion de travail qui traîne en longueur, deux joueurs peuvent se livrer une discrète mais impitoyable bataille navale par infrarouge...

Même s'il adore ce folklore high-tech, le propriétaire d'un Palm Pilot (ou de ses concurrents Psion et Windows CE, de moindre notoriété) se vexe très vite si l'on prononce le mot « gadget ». Le Palm, comme disent les initiés, est cher (de 1 500 à 3 500 F, de 230 à 535 €) mais, assurent-ils, « c'est un instrument de travail ». Qu'on le nomme assistant personnel (de l'anglais PDA, pour *personal digital assistant*), ordinateur de poche ou agenda électronique, l'objet s'est vendu en quatre ans à 6 millions d'unités à travers le monde, dont 1 million au cours des derniers dix-huit mois. Nouvelle coqueluche des « décideurs », il ne pèse pas plus de 200 grammes et fonde son succès sur le couple qu'il forme avec l'ordinateur personnel, dont il est le prolongement.

TRANSFERTS DE DONNÉES

En version de base, le Palm Pilot créé par le groupe californien 3COM (*Le Monde* du 23 décembre 1999) peut stocker 6 000 adresses, cinq ans de rendez-vous et 200 messages électroniques. Il offre la possibilité d'associer des notes à chaque nom, de créer de multiples rubriques et de détermi-

ner des « tâches » (donner un coup de téléphone, remplir sa déclaration de revenus, souhaiter un anniversaire...) qu'il se chargera de remémorer à son maître.

Grâce à une base directement reliée à l'ordinateur, le Palm réalise facilement des transferts de données. Connecté, via le PC ou un téléphone portable, à un site Internet, il peut aussi télécharger les programmes des cinémas, le courrier électronique, voire les principaux titres de certains quotidiens, dont *Le Monde*. Plutôt que d'utiliser un clavier, on peut prendre des notes sur son Palm (courtes, car l'opération est vite fastidieuse) à l'aide d'un petit stylet, directement sur l'écran, en usant le *graffiti*, un alphabet simplifié qui permet la reconnaissance informatique de l'écriture.

Fraîchement convertis ou rompus de longue date à la « synchronisation », l'opération qui permet de charger des données à partir ou vers le PC, les utilisateurs sont intrigués. « *Le Palm garde tout en mémoire : avant de rencontrer un client, je peux immédiatement savoir quand je l'ai vu pour la dernière fois* », assure Christian, cadre dans les télécoms. « *C'est mon bureau*



Palm Pilot : de 1 500 F à 3 500 F.

mobile, il me suit partout, ajoute François, agent commercial dans l'informatique. *Si jamais je perds mon téléphone portable, je n'aurai pas à reconstituer la liste de mes contacts ; elle est systématiquement enregistrée dans la mémoire de mon Palm.* »

Patricia, cinquante ans, qui se dit pourtant « pas du tout branchée informatique », a découvert un outil

qui lui permet « de se sentir *instinctivement en temps réel, sans aucun décalage* ». « *C'est aussi un rituel, dit-elle. Avant de quitter son travail, on termine la journée en synchronisant dans son PC les données accumulées pendant la journée sur le Palm Pilot.* »

À TOUS LES VENDEURS

L'ordinateur de poche, qui tend à supplanter le téléphone portable comme « *objet transitionnel* » pour cadre voyageur, a été adopté par plusieurs entreprises. Pour récompenser quelques salariés méritants mais, surtout, pour gagner en productivité et en rapidité de réaction. Le groupe Fiat-France a fourni un Palm Pilot à tous ses vendeurs, soit un millier de personnes. L'appareil, connecté à un terminal situé chez le concessionnaire, informe en temps réel le réseau commercial de l'ajustement des multiples instruments de crédit et facilite la mise au point des plans de financement. Le Palm semble aussi avoir eu raison des réticences de certains vendeurs à l'égard de l'informatique. Le cabinet Arthur Andersen en a équipé nombre de ses consultants, et la banque Rothschild le propose à ses clients.

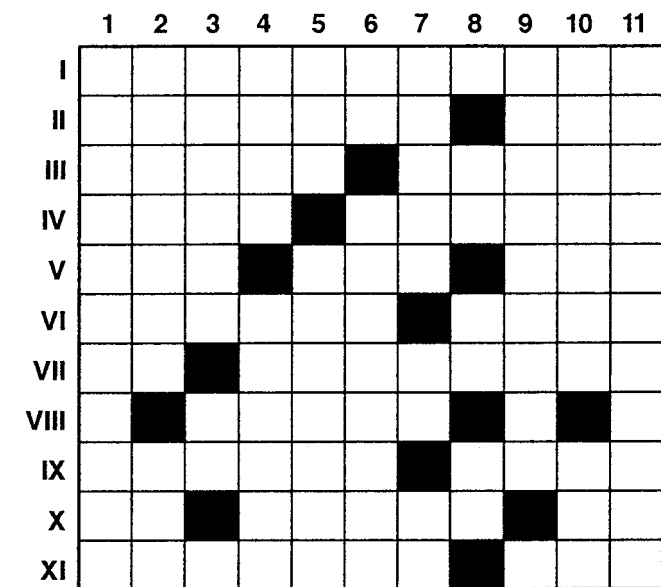
En voie d'institutionnalisation, la chose garde néanmoins un caractère communautaire. Les sites Internet spécialisés foisonnent. On y trouve des logiciels qui facilitent le suivi d'un régime alimentaire, des éphémérides avec phases lunaires, une mappemonde virtuelle, un mini-scanner pour relever les empreintes digitales ou l'adhésif capable d'éviter au Palm Pilot de glisser sans cesse de la poche de chemise de son propriétaire. Quelques groupements plus formels se sont constitués, comme ce club qui rassemble les avocats new-yorkais adeptes du Palm.

Entièrement voué au culte de l'efficacité professionnelle, l'assistant personnel est en passe de devenir, après le PC et le téléphone portable, l'attribut indispensable de nombreux cadres nomades. Aide de camp discret et efficace - mais qui n'ignore rien de son utilitaire -, le Palm Pilot et ses acolytes sont des nouveaux venus conformes aux valeurs d'une société qui généralise à tous les niveaux le principe du fonctionnement en flux tendus et fait du temps une denrée de plus en plus précieuse.

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 097



HORIZONTALEMENT

I. Evite les grands déballages. - II. Trou quand on est chargé. Jeune aujourd'hui. - III. Sort du mur, ou alors elle se fait pincer. Bout de terre, bout de fer. - IV. Supérieur. S'il ne va plus aux fils, il va toujours chez les pères. - V. Pris au piège de l'Erika. Article. Coloré. - VI. Touchent les points sensibles. Touche un point très sensible. - VII. En partie usé. Certainement vue puisque approuvée. - VIII. L'enragé est comestible. -

IX. Arrivé. Fait pleurer dans les chaudières. - X. Soldat. Assure le contact. D'un auxiliaire. - XI. Très divisée. Communard avec les rouges.

VERTICALEMENT

I. Suit la progression du bâtiment. - 2. Montrent les dents en s'accouplant. En haut de la courbe. - 3. Légère, elle fera de beaux pâturages. Début scolaire. - 4. S'ouvre à la fermeture des portes. Secouée

pour danser. - 5. Arrivée. Fleur bon la Normandie. - 6. Possessif. Sorti de l'erreur. - 7. Chatons. Largeur. Points. - 8. Sait toujours tout. Marque le dégoût. Personnel. - 9. Reproduction difficile à endiguer. - 10. Insupportable. Plat dans ses rimes. - 11. En opposition avec la fin.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 096

HORIZONTALEMENT

I. Silhouetter. - II. Oiselière. - III. Usnée. Untel. - IV. Ladres. Ta. - V. Oira. Agirai. - VI. Ers. Indes. - 7. Elu. Risques. Râ. - VIII. An. Carton. - IX. Puceron. Ost. - X. Hie. Apte. OE. - XI. Etampe. Hals.

VERTICALEMENT

1. Soulographe. - 2. Saï. Inuit. - 3. Londres. CEA. - 4. Hiérarque. - 5. Osée. Su. Rap. - 6. Ue. Sa. Ecope. - 7. Elu. Gisant. - 8. Tintin. Eh. - 9. Têtard. To. - 10. Ere. Aérosol. - 11. Reluisantes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gounsbou 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Dix voitures anciennes pour 15 francs

UN FEUILLET de dix timbres présentant autant de voitures anciennes, en vente dans les bureaux de poste à partir du mardi 9 mai, vient combler une lacune de la philatélie française. Jusqu'alors, aucune vignette sur des véhicules de tourisme n'avait en effet été émise.

Ce feuillet, vendu 15 F, comprend deux séries de cinq timbres : à 1 F (Bugatti 35, Citroën Traction, Renault 4 CV, Simca Chambord et Hispano-Suiza K6) ; et à 2 F (Cadillac 62, « Coccinelle » Volkswagen, Peugeot 203, Citroën DS 19 et Ferrari 250 GFO).

Les amateurs de philatélie automobile devaient se contenter d'une 2 CV postale sur un timbre de 1958, de Clément Ader (1938) et Henri Farman (1971) - plus honorés en tant que pionniers de l'aviation que de l'automobile -, d'un tracteur (1949), de nombreux chars (timbres sur le maréchal Le-

clerc, par exemple), des taxis de la Marne (1964), d'une Matra-Simca des 24 Heures du Mans (1973), d'un camion de pompiers (1982), de véhicules imaginaires - Salon de l'auto (1998), centenaire de l'Automobile-Club de France (1995) - ou du centenaire du premier engin expérimental de Delamarre-Debouteville fonctionnant avec un moteur à explosion (1984).

En 1928, la Tunisie, alors sous protectorat français, avait émis une série de sept valeurs représentant des autochenilles Citroën du raid transsaharien, de Gabès au Tchad.

Le feuillet, au format vertical 108 x 183 mm, conçu par Albéric Goudard, de l'Agence Desdoigts et Associés, est imprimé en héliogravure.

L'EXPOSITION PHILEXJEUNES

Sa vente anticipée « premier jour » se déroulera du vendredi 5 à lundi 8 mai au parc des Expositions d'Annecy (Haute-Savoie) pendant la durée de l'exposition Philexjeunes 2000. Cette importante manifestation nationale accueille le 8^e Championnat de France des philatélistes de moins de 21 ans et les finales du 6^e concours de philatélie scolaire.

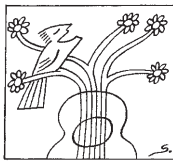


Ce feuillet exceptionnel bénéficie aussi d'une vente anticipée, aux mêmes dates, au Musée de l'Automobile de Mulhouse et au Musée Peugeot à Sochaux et, les 5 et 6 mai, au Musée de l'Automobile de Puteaux (Dôme Imax, 1, place du Dôme, Paris-La Défense).

Pierre Jullien

PRINTEMPS DE BOURGES (de nos envoyés spéciaux) Le Printemps de Bourges a fait, depuis l'édition 1999, sous l'impulsion de ses nouveaux programmeurs, une large place aux musiques élec-

troniques. ● LE FESTIVAL se devait donc de refléter les noces prolifiques du funk, héritier du rhythm'n'blues, précurseur du disco, et de la techno. En témoigneront, sur la scène du Pavillon, Romanthony,



Roy Ayers, Moloko, Demon et Superfunk, dimanche 23 avril. ● DANS UN TOUT AUTRE STYLE, une soirée a été consacrée, jeudi, au genre figé mais sympathique du heavy metal progressif et symphonique.

● VENUS de Macédoine, les musiciens roms de l'ensemble Kocani Orkestar permettront samedi aux festivaliers de vérifier l'étrange gaieté des fanfares popularisées par les films d'Emir Kusturica.

Le nouveau funk, écho d'un spleen urbain et solitaire

Les DJ du monde entier se sont emparés des vieux hits d'un genre musical né dans les années 60, popularisé par James Brown ou Sly & the Family Stone, et qui résonne aujourd'hui sur les platines de Romanthony ou de Demon

JAMES BROWN, Sly & The Family Stone, George Clinton... Ces héros fondateurs du funk, courant musical défini par un adjectif signifiant, à l'origine, en argot américain, « sale », « de mauvaise vie », ont en commun de n'avoir jamais épargné leur sueur. Sly Stone (Sylvester Stewart, né en 1944 à Dallas) incarnait, écrit la revue française *Funk-U*, « la capacité d'un homme à transformer une fête en hypnose collective ». Collectif multiracial californien, Sly & The Family Stone écuma les scènes et les hit-parades de 1967 à 1974, armé d'une musique où le rythme tenait lieu de grande prêtresse vaudou. De Miles Davis (*On the Corner*) aux artisans du disco, tous ont une dette à l'égard de ce libre enfant des prédicateurs et du psychédéisme que la cocaïne puis le crack réduiront au silence.

Dans les dernières années des sixties, le funk rassemble des couleurs de peau (noire et blanche) et des genres (le rhythm'n'blues et le rock). Il a aussi des préoccupations politiques et un regard sur la société. « *America Eats its Young* » (« L'Amérique dévore sa jeunesse »), entonne George Clinton. « *I'm Black and I'm Proud* » (« Je suis noir et fier de l'être »), chante James Brown, auquel Sly Stone répond par « *Don't Call me Nigger, Whitey* » (« Ne me traite pas de nègre, blanc-bec ! »). Dans *There's a Riot Goin' On*, Sly Stone, drogué, dresse, en 1971, un constat négatif – « l'échec des politiciens noirs, l'éclatement des *Blacks Panthers* », commente un spécialiste – et déplore que « les combats pour les droits civiques se soient terminés par les émeutes de Watts en 1965 ». Dans le même temps, le goût de la fête – qu'Earth Wind and Fire poussera à son comble – et le parfum des corps qui se frôlent – Prince en deviendra le symbole – ne sont jamais loin.

C'est à la fin des années 60 que les artistes afro-américains ont commencé à salir les arrangements léchés de la soul avec des rythmiques rudes et sauvages. Les jazzmen (Horace Silver, Herbie Hancock) y trouvent de quoi redonner un support dansant à leurs improvisations. Avec Parliament et Funkadelic, George Clinton forge aussi l'identité du



PHILIPPE LEVY

Sans vraiment connaître la club culture, Jérémie Denon a décidé de lui donner un aspect introspectif.

funk, mêlant les délires cosmiques à la critique sociale à la Zappa. Depuis, le funk a continué de cultiver sensualité et références aux pères fondateurs précités, mais aussi à Marvin Gaye (assassiné par son père en 1984) ou Curtis Mayfield (paraplégique après la chute d'une rampe d'éclairage sur la scène et mort en décembre 1999).

GEORGE CLINTON ET KRAFTWERK

« Tous subissent une sorte de malédiction. Ils font rire et danser un court moment mais ne font pas de véritable carrière », dit un amateur. A la fin des années 70, seule une poignée de fans s'arrachent encore leur pauvre discographie à prix d'or. Au début des années 80, le rap déterre les vieux tubes funk. Afrikaa Bambaataa, l'un des fondateurs du rap à New York, utilise les sons de James Brown, Ice Cube remixe George Clinton. La jeune génération les (re)découvre par le biais du hip-hop. Dix ans plus tard, le DJ anglais Gilles Peterson met l'acid jazz au goût du jour, suivi par, en 1993, le rappeur Guru (de Gang-

starr) avec le projet Jazzmatazz. Dans le lot figure le vibraphoniste Roy Ayers, né en 1940 à Los Angeles, un enfant du jazz qui prêta l'oreille aux sons funk dès 1970, et passa, avec son groupe, Ubiquity, du jazz-rock au disco. Depuis, ses disques sont recherchés chez les soldeurs par tous les apprentis DJ de la planète.

Logiquement, le funk, héritier du rhythm'n'blues, précurseur du disco, devait trouver des passerelles avec la techno. Les DJ noirs de Detroit (Derrick May, Juan Atkins, Kevin Saunderson) s'en chargèrent en priorité. « Notre musique [la house] est la rencontre dans un même ascenseur de George Clinton et de Kraftwerk [précurseurs allemands de la musique industrielle] », explique Kevin Saunderson. Depuis, les DJ de la house américaine ont davantage flirté avec la soul qu'avec la robotique – à preuve *R. Hide in Plain Site*, album que son auteur, Romanthony, jouera en live, avec des musiciens, à Bourges. Romanthony (Roman Anthony More), DJ afro-américain originaire du

New Jersey, a longtemps cultivé l'anonymat – à ses débuts, en 1990, la rumeur affirmait que Prince en personne cachait sous ce pseudonyme ses élucubrations électroniques. Extrêmement dansante et sexy, la house de Romanthony est très empreinte des sonorités de James Brown, des climats de Prince, mais aussi des enthousiasmes des Français Daft Punk, avec qui il a collaboré.

« UN LANGAGE COMMUN »

En matière de funk, la France n'est pas en reste. A la suite des Américains Delegation ou Instant Funk, les Français Patte d'Elefunk, Juan Rozoff ou Malka Family assurent dans les années 80 la pérennité d'une petite scène fidèle à un néo-funk, dit « flamboyant », authentique et talentueux. Puis, revigorées par l'urgence urbaine du rap hexagonal, les syncopes funk trouvent de nouveaux disciples. Certains DJ servent de passeurs. Boom Bass (alias Hubert Blanc-Françart) et Philippe Zdar, par exemple, travaillent, au début

des années 90, sous le nom de la Funk Mob à l'élaboration des productions de MC Solaar.

Mais c'est sous le nom de Casius qu'on les trouve aussi à la pointe de l'adaptation française des sons de Chicago. Zdar, en particulier, en association avec Etienne de Crécy, enregistre en 1996 sous le nom de Motorbass, ce qui deviendra la pierre de touche de la *French touch*, l'album *Pansoul*. Le funk prend ici l'allure hypnotique, minimaliste et noctambule de la house. La politique a disparu du champ du funk.

Le hip-hop et Motorbass sont les références fondatrices de Superfunk et Demon, tous deux présents à Bourges. Les premiers baignent dans une culture marseillaise qui chérit le reggae, le funk, le hip-hop et la house. « *Le point commun du trio est notre goût du funk*, dit Fafa Monteco, avec des sensibilités à l'electro, la disco et le hip-hop. » L'alchimie Superfunk tend sur leur premier album, *Hold-Up*, vers cette euphorie des souvenirs de la danse et des boîtes.

Avant de se consacrer aux musiques électroniques, il y a deux ans, Jérémie Mondon, jeune demi-murge solitaire du projet Demon, avait bricolé avec passion des instrumentaux de hip-hop. Sans rien connaître de la club culture, il reçoit comme un électro-choc l'album *Homework* de Daft Punk et s'identifie à la noirceur sexy de Motorbass. « *C'était comme si des gens étaient venus frapper à la porte de ma bulle musicale*. Le funk était un langage commun, mais je n'ai jamais été un nightclubber et je ne m'adresse pas à eux en priorité. » En baptisant son album *Midnight Funk*, Demon a voulu refléter une dimension introspective. Le funk n'est plus ici le vecteur des fêtes communautaires, mais l'écho d'un spleen urbain et solitaire. Le sexe n'en est pas absent – le très sensuel *Now That I Have you* –, mais le coup de rein des basses affleure plus qu'il ne se coue.

Stéphane Davet, Véronique Mortaigne et Sylvain Siclier

★ Romanthony, Roy Ayers, Moloko, Demon, Superfunk, Le Pavillon, dimanche 23 avril à 22 heures.

S. Si.

Les arabesques du Kocani Orkestar

LA RÉPUBLIQUE de Macédoine, petit pays (25 713 kilomètres carrés, presque un confetti), a trouvé aisément sa place sur la scène internationale des musiques du monde. Artisans joyeux et délurés de sa reconnaissance en tant que territoire de musique : ses musiciens tziganes et leurs extravagantes fanfares. Dans ce jeune Etat, né en septembre 1991 de l'implosion de la Fédération yougoslave, les Roms manifestent un sens précis de la fête dans le quartier de Sutka, à Skopje, comme dans le moindre village. Dans un pays bouleversé par la guerre au Kosovo qui a entraîné un afflux massif de réfugiés albanais (300 000 environ), ils sont un salutaire élan de vie, de liberté.

Depuis les musiques de films composées par Goran Bregovic pour Emir Kusturica (*Underground*, *Le Temps des Gitans*), on connaît les vertus revigorantes de cette musique tzigane tous cuivres dévergondés. Depuis, aussi, que l'on a croisé le Kocani Orkestar aux quatre coins de l'Europe. Créé dans la ville de Kocani autour du trompettiste Naat Veliov, parti depuis vers d'autres aventures, cette souriante fanfare a participé à une poignée de festivals importants, joué à Lucerne, Mulhouse, Céret, Paris, où elle a enregistré son premier album en 1994 pour Long Distance (le second, *L'Orient est rouge*, est sorti en 1997 sur le label belge Crammed Discs). On l'a vu

également en octobre 1999 au festival de Sao Paulo. Avec sa consœur de Roumanie, la fanfare Ciocarlia, ce brass band à l'énergie déployée, est désormais l'ambassadeur actif le plus en vue de cette musique tzigane bondissante jouée avec trompettes, tubas, accordéon et grosse caisse. Il faut chercher l'origine de ce style unique au début du XIX^e siècle, quand les fanfares militaires en poste dans les Balkans remplaçaient, à partir de 1828, les formations *mehtehane* des Janissaires turcs. Après la chute de l'Empire ottoman et le départ de l'occupant, les Roms de la région ont recyclé avec un enthousiasme gourmand ce qu'ils avaient entendu.

C'est ainsi que sont nées ces bandes de joyeux garçons armés de cuivres, devenues les compagnons de tout événement heureux. Alliant puissance et légèreté, le Kocani Orkestar s'est concocté un répertoire peu soucieux des frontières. Il traverse la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie, la Serbie, emprunte à l'Inde ou à la Chine, à qui a été volé *L'Orient est rouge*, hymne maoïste devenu un tube en Yougoslavie du temps de Tito...

Patrick Labesse

★ Kocani Orkestar, Romano Drom, Taraf Borzo, La Hune, samedi 22 avril à 21 heures.

Transparence de Houellebecq

MICHEL HOUELLEBEQC est en scène, démentant en quarante minutes l'intitulé de *Présence humaine*, disque de l'écrivain, grand narrateur de l'état gazeux, vient d'enregistrer – les textes sont disponibles chez Flammarion, la musique est de Bertrand Burgalat, qui avait déjà essayé de faire chanter Valérie Lemerrier. Houellebecq a le timbre rare, le dandinement un peu pâteux. Sur une intonation plutôt dromadaire (une bosse, un creux, une bosse), le transcrit de la frustration des sexes est traversé par les sons sans être aucunement perturbé. Le quartette qui l'accompagne a beau mener bon train, le romancier contemple, l'œil fixe, le sourire éteint, mais non sans dédain, l'humanité depuis sa banquette du « train direct pour Dourdan ».

L' amoureux des mers plates, le greffier de la solitude du célibataire, donne de la voix quand les guitares montent – des mots, on n'entend pas tout. Bertrand Burgalat, patron du label Tricatel (aux synthétiseurs), ne déteste pas le vide. Houellebecq en affirme la présence. Dans toutes ces histoires sans émotion – il faudrait sans cesse la justifier, ce serait usant –, la musique de Burgalat, dandy électro-rock au chic nerveux, agit comme un détournement de situation. Polo, pantalon orange, l'au-

teur des *Particules élémentaires* essaie les recettes de la communication culturelle contemporaine, dans son cas, image rock et désabusement, avec une bonne dose d'impudeur.

FLOTTEMENT CHIC

Houellebecq ne donne rien, ni happening, ni décors, ni mise en scène, rien à personne. Tout juste offre-t-il sa toute nouvelle notoriété à son compagnon de musique, mais Burgalat ne croit pas encore en la force de sa musique, et c'est regrettable, car elle est fort bien jouée. Free jazz et beat generation, troubadours et tambourinaires : le mariage de la poésie et de la musique a traversé le temps, comme l'engagement. C'est du passé. Houellebecq flotte. C'est chic.

« *Nous divisons*, écrivait Theodore Kaczynski, alias « Unabomber », dans son manifeste terroriste expédié au *New York Times* en 1995, les aspirations humaines en trois catégories : 1) celles qui peuvent être satisfaites à l'aide d'un effort minime ; 2) celles qui peuvent être satisfaites, mais au prix d'efforts sérieux ; 3) celles qui sont impossibles à satisfaire, quels que soient les efforts fournis. » (*La Société industrielle et son avenir*, éd. de L'Encyclopédie des nuisances, 125 pages, 45 F, 6,86 €).

V. Mo.

arturo brachetti

L'HOMME AUX MILLE VISAGES

présenté par Jean-Marc Ghanassia

réalisé par Serge Denoncourt

cinéma artistique Pierre Bernard

NOMINATION MOLIERES 2000 MEILLEUR ONE-MAN-SHOW

du 27 avril au 11 juin

Théâtre Mogador

Location : 0 825 03 23 43

01 53 32 32 00 - 0 803 020 040

et points de vente habituels - www.brachetti.com

RTL

TFI

FONDS DE SOUTIEN CHARIÈRE VARIÉTÉS JAZZ

subventionné par la Mairie de Paris

A la courte paille

par Pierre Georges

ENCORE faudrait-il pouvoir suivre ! Dans *Le Figaro*, Séguin fait du vélo. Dans *L'Obs*, « Panaf » fait du roller. Dans la rue, Tiberi inaugure la place de la Commune et, comme qui dirait, le mur des Fédérés RPR. Mais qu'est-ce qu'il fait, dis donc, Dou dou ? Pardon pour cette familiarité. Mais quoi, ils nous y obligent, à force d'amuser la galerie ! Et pardon à Edouard Balladur, dont *Le Parisien* nous apprend qu'il fit le webmaster de son site Internet enfin récupéré, ravi de constater qu'en une semaine vingt mille internautes se connectèrent sur ce « dépositaire » sacré de la pensée émanicipatrice.

Eh oui, c'est ainsi. A pied, à cheval et en voiture, les candidats RPR à la candidature RPR à la ville RPR slaloment dans la capitale pour séduire cette chrysalide d'électeur, le fameux sondé. Ils sont quatre, comme les trois mousquetaires plus une, à s'agiter. A faire les marchés et la sortie des écoles. A prendre la pose. A chercher des alliés. A répudier les infidèles et les Saxons. A inaugurer, visiter, rencontrer, lever son verre et le niveau du débat. Les sondages, comme tirage à la courte paille, devraient faire la différence, selon une procédure consistant à déterminer le produit RPR le mieux à même de répondre à l'attente du consommateur-électeur parisien.

On caricature ? A peine. Donc, il convient de nourrir les sondages, par un activisme forcené. Il faut être partout. Et se prêter à tout. Tenez, par exemple, ce matin à la radio, ces dernières nouvelles en provenance du front. Il paraîtrait que les quatre se sont soumis à un aimable jeu télévisuel, un Quizz, organisé par le

facétieux Karl Zéro, pour Canal+, et diffusé dimanche de Pâques. En gros, et d'après ce que l'on a compris, chacun et chacune aurait été interrogé sur des données essentielles de la vie parisienne. A savoir le prix de la carte Orange deux zones. Ou le grand mystère historique du 122, rue de Provence, le fameux One Two Two ? Qu'y avait-il au 122 ? Un boxon, monsieur Karl, un lupanar, un claque de luxe, une maison de plaisir, enfin bref, un bordel ! Question suivante ?

Ainsi avance la politique à la télévision et ailleurs. A grandes avancées culturelles, à bride abattue. Faut-il vraiment, depuis que la politique politicienne, paraît-il, désespère l'audience et afflige l'Audimat, recourir à cette réhabilitation du genre démocratique par le mépris du politique ? Faut-il faire du divertissement l'ultime moyen de conviction et de persuasion ?

Allez ! Qu'on sonde, qu'on nous sonde tous vivement ! Et qu'on en finisse avec cette course à l'échalote parisienne, pour savoir des quatre RPR lequel a le plus de chances d'avoir sa chance de devenir maire ! Les candidatures à la candidature les moins longues sont les meilleures. D'autant qu'en face on finirait par s'ennuyer, faute de savoir contre qui guerroyer. Prenez Bertrand Delanoë, installé comme sénateur dans sa candidature. Ou au balcon. Voilà un homme qui, en cette partie, fait le mort. Il y excelle d'ailleurs ! A tel point qu'on ne sait où il est et ce qu'il fait. Campagne au Père-Lachaise peut-être ? Ou, alors, il fait, mais la presse ne dit pas qu'il fait, toute à son rallye RPR. Terrible solitude du candidat de fond !

Deux mineurs écroués après l'assassinat d'un lycéen à Nice

DE JEUNES GENS âgés de dix-sept ans et demi ont été mis en examen pour « assassinat » et écroués, jeudi 20 avril à Nice, dans l'enquête ouverte après la découverte du corps d'un lycéen du même âge, tué à coups de couteaux dans le studio où il résidait. Tous deux connaissaient la victime, élève de terminale au lycée Beau-Site de Nice. Selon une source policière, les suspects auraient agi « par jalousie » pour le train de vie de leur victime, avec en arrière-plan un trafic de haschisch. Le corps du lycéen a été trouvé par des amis, éborgné, le visage et le corps entaillés d'une soixantaine de coups portés par des armes blanches différentes. Au domicile des deux suspects, les enquêteurs ont saisi des vêtements tachés, ainsi qu'un couteau et un cutter qui auraient servi au crime.

Un rapport médico-légal renforce la thèse du suicide du juge Borrel

PRÈS DE CINQ ANS après la mort de Bernard Borrel, juge français en poste à Djibouti dont le corps calciné avait été retrouvé le 19 octobre 1995 dans un ravin, un rapport médico-légal vient étayer la thèse du suicide dans une enquête controversée. Réalisé par deux experts auprès de la Cour de cassation, dont la directrice de l'Institut médico-légal, le rapport indique que le magistrat s'est donné la mort en s'aspergeant d'essence puis en s'immolant par le feu, a-t-on indiqué jeudi 20 avril de source judiciaire à Paris. L'expertise, réalisée à partir de constatations recueillies sur place en mars lors d'un déplacement des magistrats français chargé du dossier, exclut la version selon laquelle le corps du juge aurait été transporté sur les lieux où il a été trouvé. La veuve du juge Borrel, qui était conseiller du ministre de la justice djiboutien, n'a cessé de contester la thèse du suicide. Ayant déposé plainte pour « assassinat », elle a critiqué les conditions dans lesquelles l'instruction a été menée (*Le Monde* du 14 janvier).

Gallimard achète Bibliopolis pour se développer dans le numérique

GALLIMARD accélère son développement dans le numérique. Via une filiale en cours de création, l'éditeur vient d'acquérir, vendredi 7 avril, une jeune entreprise d'édition électronique et d'Internet, Bibliopolis, qui fait 25 millions de francs (3,8 millions d'euros) de chiffre d'affaires. Le montant de la transaction, payée en numéraire et échange d'actions, n'est pas dévoilé. L'introduction en Bourse de cette filiale numérique, dont le nom n'est pas arrêté, s'effectuerait en septembre pour une valeur de 900 millions de francs, selon *Le Figaro* du 21 avril. A cette occasion, la Caisse des dépôts et Natexis, qui détient 10 % de Gallimard, pourraient échanger du capital de la maison d'édition contre des parts de sa nouvelle filiale. Mais, précise-t-on rue Sébastien-Bottin, siège de Gallimard, l'opération s'adresse à l'ensemble des actionnaires (Scholastic, Financière Edmond de Rothschild, Macif, etc.), « l'idée de base étant moins une reconstitution du capital que la volonté d'offrir aux auteurs l'opportunité d'une diffusion élargie sur les nouveaux réseaux ».

Vive tension en Iran après un colloque troublé à Berlin par des provocateurs

Les conservateurs exploitent cet incident pour tenter de discréditer les réformateurs

C'EST UNE HISTOIRE invraisemblable qui risque de coûter cher à cinq journalistes et cinq intellectuels iraniens de la mouvance réformatrice qui n'y sont pour strictement rien : invités, il y a deux semaines, de la Fondation Heinrich-Böll à Berlin, pour une conférence sur l'Iran, ces dix personnes ont fait l'objet de provocations de la part d'extrémistes qui s'étaient glissés dans l'assistance. A Téhéran, les conservateurs ont saisi la balle au bond pour les discréditer. Le Tribunal révolutionnaire de Téhéran les a convoqués pour interrogatoire et elles pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires.

Au même titre que le gouvernement iranien et la République islamique tout entière, ces dix Iraniens, a raconté au *Monde* l'un d'eux, Ezzatollah Sahabi, membre du Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI) de l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan, ont été conspués par un petit groupe de « quelque quinze à vingt personnes ». D'après tous les Iraniens qui participaient à la conférence, il

s'agissait de membres du Parti des travailleurs communistes iraniens (interdit), ou de citoyens iraniens récemment arrivés en Allemagne où ils veulent demander l'asile politique, a ajouté M. Sahabi, qui était de passage à Paris.

En dépit de leurs vociférations, la première journée, consacrée à l'Iran après les dernières élections législatives, s'est passée normalement. « Elle s'est soldée par notre victoire puisque nous avons pu dire ce que nous voulions dire et avons répondu à toutes les questions de l'auditoire », a commenté M. Sahabi, responsable du quotidien *Iran Farda*. C'est le lendemain que les choses se sont gâtées, lors d'un débat sur le mouvement des étudiants. Les provocateurs étaient venus en plus grand nombre, de plusieurs pays européens. Alors même que les responsables de la Fondation Heinrich-Böll, après les incidents de la veille, étaient convenus avec eux de leur donner un droit de parole d'une trentaine de minutes, réparties entre deux intervenants, poursuit M. Sahabi, une femme et un homme ont

commencé à se déshabiller, au moment où un religieux réformateur, l'hodjatoleslam Hassan Yousefi Eshkevari prenait la parole. Le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a parlé pour sa part d'une femme « non voilée » qui s'est mise à danser.

APPEL À MANIFESTER

Les orateurs décidèrent alors de quitter l'Hémicycle et les responsables de la Fondation d'annuler le reste des interventions de la journée, non sans avoir dénoncé d'une même voix avec tous les présents les comportements de ces provocateurs, dit encore M. Sahabi. Pour le troisième et dernier jour de la conférence, un badge d'accréditation fut enfin imposé par les organisateurs.

Mais le mal était fait. Alors même qu'ils savent mieux que quiconque que leurs adversaires réformateurs réprouvent totalement les comportements et les opinions politiques de la poignée de provocateurs, les conservateurs sont montés au créneau à Téhéran. Mardi 19 et mercredi 20 avril, la té-

lévision, qu'ils contrôlent, a diffusé des extraits de la conférence de Berlin, notamment une jeune femme dansant les bras nus et, en images brouillées, un homme se déshabillant. De leur côté, cent quarante députés conservateurs du Parlement sortant ont signé une pétition demandant que les participants à la conférence soient traduits en justice.

Les gardiens de la révolution (Pasdaran) ont appelé les Iraniens à manifester vendredi pour « condamner » des propos et des attitudes jugés anti-islamiques, lors de la conférence de Berlin. Ils ont invité les Iraniens à manifester « leur haine et leur répugnance » aux « coups portés à l'islam et au peuple ».

Akbar Ganji, éditorialiste du quotidien réformateur *Sobh-é-emrouz*, un des journalistes les plus audacieux en République islamique, figurait parmi les conférenciers. Toutefois, selon M. Sahabi, M. Ganji n'a participé qu'à la première journée de la conférence.

Mouna Naim

Optima.
Votre forfait s'adapte à votre temps de parole.

Parce qu'il y a des mois où l'on a besoin de parler beaucoup et d'autres moins, Itineris ajuste votre forfait au forfait le plus avantageux pour vous. Optima : 20 FTTC/mois. Avec Itineris, faites tout de suite ce dont vous avez envie maintenant. www.itineris.com

LE MOBILE SELON VOUS.

J'ÉTAIS EN TRAIN
DE PARLER
AVEC HÉLÈNE,
J'ALLAIS DÉPASSER
MON FORFAIT
ALORS
ON A CONTINUÉ
À PARLER.

france telecom
bienvenue dans la vie.com